quatrième internationale

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

amérique latine dix ans après la victoire de la révolution cubaine

numéro spécial juin 70

28e ANNEE N° Spécial

SOMMAIRE

Livio Maitan - L'Amérique latine, dix ans après la victoire de la révolution cubaine 3

Le gouvernement Ovando et la situation en Bolivie (résolution du parti révolutionnaire, section bolivienne de la IV· Internationale.. 21

Interview de trois prisonniers politiques, Hector Bejar, Ricardo Gadéa et Hugo Blanco, sur les problèmes de la révolution péruvienne 33

Victor Rico Galan - Lettre aux étudiants mexicains en lutte (extraits) 38

De l'ultra-gauchisme au réformisme (point de vue du Groupe Communiste Internationaliste sur la « lettre » du prisonnier politique Victor Rico Galan 44

Ricardo Rodriguez - La guerre entre le Salvador et le Honduras et ses répercussions en Amérique centrale 49

Leçons des luttes révolutionnaires au Pérou (extrait d'un bulletin du F.I.R. péruvien) 60

Rédaction, administration :

95, FAUBOURG SAINT-MARTIN, PARIS (X^e^)

Téléphone : 206-70-09

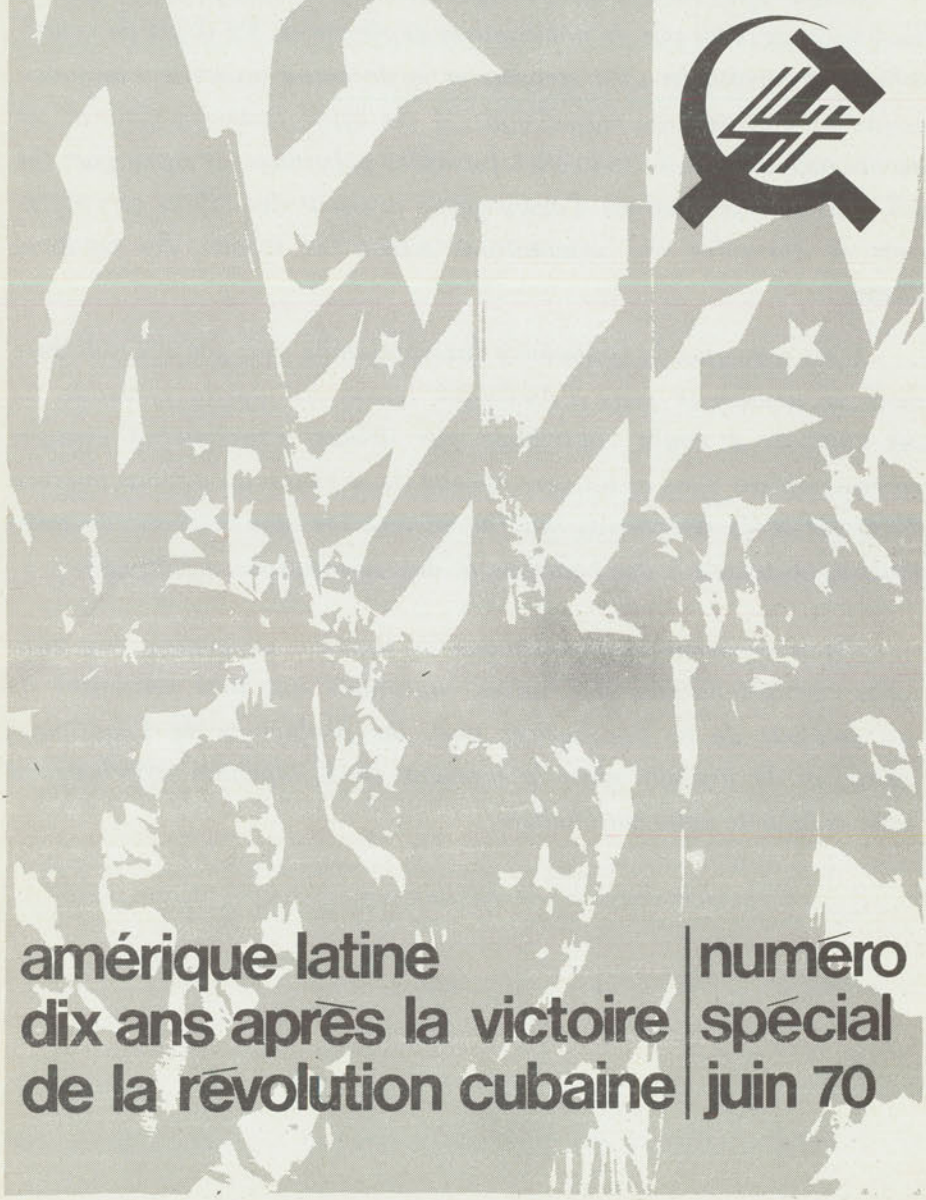
Pour la Belgique : E. VAN CEULEN, 111, av. Seghers, Bruxelles 8

Abonnements à « Quatrième Internationale »

Un an (6 numéros) ..... 25 F
Abonnement de soutien ..... 30 F
Etranger : un an - l'équivalent de 6 dollars.
(plus frais postaux pour l'envoi par avion)
Notre C.C.P. : Pierre FRANK 12648-Paris.

quatrième internationale

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !



amérique latine dix ans après la victoire de la révolution cubaine

numéro spécial juin 70

L'Amérique latine, du Mexique jusqu'à l'Argentine, est passée dans les années 60 par de nombreuses expériences. En dépit de cruels échecs, la révolution s'est étendue et la décennie nouvelle s'annonce grosse de gigantesques convulsions. A cet effet, la bourgeoisie et ses agents recherchent de nouvelles formules politiques. D'autre part les militants et organisations d'avant-garde dressent des bilans et s'efforcent de formuler des orientations tirant les leçons des combats passés.

C'est pourquoi la Quatrième Internationale qui, par ses militants dans de nombreux pays d'Amérique latine, est partie prenante de ces combats a voulu contribuer aux débats actuellement engagés en rassemblant dans ce numéro spécial de sa revue un certain nombre d'articles et de documents qui fournissent les appréciations de militants appartenant à des courants et des orientations différentes.

Nous espérons également que ce numéro permettra aux militants révolutionnaires des autres continents qui sont solidaires de ces combats de se familiariser avec les problèmes de l'Amérique latine, et de pouvoir ainsi le moment venu exprimer efficacement cette solidarité internationaliste.

Livio MAITAN

L'Amérique latine, dix ans après la victoire de la révolution cubaine

Le mouvement révolutionnaire d'Amérique latine est à nouveau secoué par des polémiques et des conflits orageux. Les anciens débats sur la nature de la révolution latino-américaine et l'attitude à prendre à l'égard de la bourgeoisie dite nationale sont relancés à la suite des mesures spectaculaires adoptées par Velasco au Pérou et Ovando en Bolivie : les tensions s'aggravent, y compris parmi les forces qui avaient opté pour la lutte armée et l'O.L.A.S. ; et la direction cubaine elle-même devient l'objet de dénonciations publiques de la part de leaders guérilleros qu'elle avait pourtant chaleureusement appuyés ; - la stratégie appliquée par des groupes et des mouvements révolutionnaires dans de nombreux pays est soumise à une analyse critique serrée, souvent sur l'initiative des protagonistes de luttes héroïques.

En somme les trois questions fondamentales suivantes se posent : quelle est la signification du nouveau cours du régime militaire au Pérou et du tournant esquissé par Ovando en Bolivie ? Quelle est la portée réelle de l'orientation internationale adoptée par Cuba et notamment du changement dans les rapports entre Cuba et l'U.R.S.S ? Quelle est la situation du mouvement révolutionnaire latino-américain, quelles leçons faut-il tirer de l'expérience des dernières années et sur quelles bases doit être fondée la stratégie à l'avenir ?

Il est impossible d'examiner tous ces problèmes à fond dans le cadre d'un seul article. Nous serons donc obligés de synthétiser et de simplifier au maximum, en renvoyant pour toute une série de questions aussi bien au texte adopté par le Congrès Mondial de la IVe Internationale d'avril 1969 qu'aux analyses plus détaillées que notre revue a déjà publiées ou qui sont publiées dans le présent numéro.

La signification des régimes Velasco et Ovando

Les événements péruviens et boliviens et l'orientation adoptée par Velasco Alvarado et par Ovando Candia qui s'efforcent d'apparaître les initiateurs d'un renouveau démocratique-révolutionnaire et d'une lutte contre l'emprise impérialiste dans leur pays respectif, doivent attirer l'attention non seulement pour leur valeur intrinsèque, mais aussi parce qu'ils expriment une tendance qui pourrait se concrétiser aussi dans d'autres pays. En fait, des courants « péruviens » se dessinent de plus en plus ailleurs et il est symptomatique que, dans le mouvement révolutionnaire lui-même, certains en pronostiquent, voire en souhaitent l'arrivée au pouvoir.

Pour comprendre la genèse et la nature du nouveau « réformisme militaire » (nous utiliserons cette expression approximative pour simplifier notre exposé), il faut d'abord répondre à la question de savoir si, dans la période récente, se sont esquissées ou non des tendances économiques et sociales nouvelles au niveau latino-américain. En d'autres termes, un nouveau « réformisme » serait-il possible grâce à l'existence de marges objectives permettant de faire des concessions aux masses et à la suite de changements importants intervenus dans la stratification des classes sociales et leur rapport de forces ?

Il suffit de préciser les termes du problèmes pour que la réponse en découle. Personne ne saurait affirmer que le cours péruvien et le tournant bolivien ont été déterminés par un essor économique tant soit peu important susceptible de permettre des concessions à des couches populaires, ou par un changement substantiel dans la composition et la dynamique des classes dominantes. Au Pérou, le coup d'Etat de Velasco s'est produit dans une situation économique et politique extrêmement sérieuse et il est apparu comme une solution extrême pour éviter la maturation rapide d'une crise majeure du système lui-même. En Bolivie, la situation était encore plus dramatique du point de vue de la défense du régime, et, malgré les coups soufferts par le mouvement révolutionnaire et la longue vague de répressions, l'hostilité des masses envers le pouvoir ne cessait de croître (1). La logique commune des deux expériences était la recherche d'une solution « nouvelle » — en réalité une tentative osée et, dans le cas bolivien, presque désespérée — dans le cadre d'une situation où, bien que les défaites subies par le mouvement révolutionnaire laissaient un répit aux couches dirigeantes, tout effort de réorganisation et de stabilisation quelconque du pouvoir avait lamentablement fait faillite. Les groupes au pouvoir étaient dépourvus de base populaire et l'étau impérialiste devenait de plus en plus étouffant.

En Bolivie, dès le lendemain de la chute de Paz Estenssoro, il était apparu clairement que l'armée œuvrait désormais comme le seul parti en condition d'assurer d'une façon tant soit peu efficace une survivance et un fonctionnement minimum du système. Le groupe autour d'Ovando, depuis le coup de fin septembre 1969, esquissait la tentative d'utiliser cet instrument non seulement dans des buts répressifs ou strictement défensifs, mais aussi pour une politique plus ambitieuse, qui permettrait aux couches possédantes indigènes, d'une part, de s'approprier une partie moins dérisoire du gâteau et, d'autre part, d'établir des rapports avec les masses, avant tout les masses petites bourgeoises, à l'aide d'une campagne de démagogie nationaliste et socialisante. Au Pérou, la nouvelle équipe militaire pouvait se relier aux traditions de courants qui avaient surgi dans l'armée déjà dans le passé et qui s'étaient manifestés notamment dans la première période du gouvernement de Perez Godoy ; la différence était que ce dernier n'avait fait que favoriser l'arrivée au pouvoir du courant politique qu'il considérait comme le plus représentatif de la bourgeoisie nationale (Belaunde), tandis que Velasco, pour qui l'appareil politique « civilista »

(1) Voir pour une analyse plus détaillée sur le Pérou l'article « Une année de réformisme militaire au Pérou », **Quatrième Internationale** (n° 40) ; pour la Bolivie l'analyse du texte voté par la conférence du P.O.R. en novembre 1969 (voir aussi le texte du rapport d'Adolfo Siles du 7 août 1969).

était désormais incapable de toute action rénovatrice, l'armée était le seul instrument viable, en condition en même temps d'imposer une discipline aux différents secteurs de la classe dominante, d'exercer une pression sur l'impérialisme et de contenir ou de réprimer les mouvements de masses. Pour compléter le tableau, l'impérialisme américain touché par l'expérience cubaine, préoccupé par les événements en Asie et conscient de la réalité des rapports de forces en Amérique latine, adoptait envers le régime péruvien et, malgré tout, même envers Ovando, une attitude d'attente prudente. L'ébauche d'une ligne plus souple pour l'Amérique latine s'exprimait, d'ailleurs, dans le rapport de Rockefeller, dont la conclusion était : mieux valait cette nouvelle race de militaires que les guérilleros barbudos !

Les deux tentatives de réformisme militaire, plus particulièrement celle plus « propre » de l'équipe péruvienne, devaient provoquer très rapidement des réactions dans tous les milieux et alimenter des espoirs. Parmi les couches dominantes autochtones elles-mêmes, la crainte que les Velasco et les Ovando jouent aux apprentis sorciers et la répugnance à payer le prix nécessaire pour de telles opérations étaient contrebalancées, du moins dans les secteurs les plus lucides, par la compréhension qu'il était impossible de fonder les rapports avec les masses uniquement sur la répression et la terreur et par le désir d'obtenir des concessions de la part de l'impérialisme en éliminant ou en limitant des formes d'exploitation et d'aliénation de la souveraineté nationale particulièrement scandaleuses. Dans des couches populaires, après l'écrasement des noyaux de guérillas dans plusieurs pays et après la constatation de la difficulté, voire de l'impossibilité, que des mouvements de masses aboutissent par eux-mêmes à des changements substantiels, il était inévitable que surgissent des illusions et que se dessine une attitude d'expectative ou même d'espoir. Dans les milieux politiques, tout le secteur de la gauche traditionnelle influencé par les partis communistes et des courants centristes ne pouvaient que se réjouir : leurs vieux schémas sur la révolution par étapes et leur stratégie d'alliance avec la bourgeoisie dite nationale à fonction anti-impérialiste et anti-oligarchique regagnaient du terrain, leur politique semblait retrouver une base objective. Même dans certains secteurs révolutionnaires les démarches de Velasco et d'Ovando étaient parfois suivies avec sympathie (2).

C'est d'ailleurs Fidel Castro lui-même qui a donné sa caution à de telles positions par ses jugements sur le nouveau régime péruvien. Dans ses discours du 14 juillet et du 4 novembre, non seulement il exprimait un jugement positif sur la confiscation de l'I.P.C. et la réforme

(2) Voir, par exemple, les articles et les interviews publiés par l'hebdomadaire de Montevideo **Marcha** dont il serait erroné de croire qu'ils ne représentent que leurs auteurs ; l'attitude pro-Velasco du groupe péruvien inspiré par I. Frias ; l'attitude exprimée dans la lettre de Rico Galan aux étudiants mexicains. Quant aux groupes posadistes, qui avaient rompu avec la Quatrième Internationale en prétextant son soi-disant opportunisme, ils soutiennent sans vergogne aussi bien Velasco qu'Ovando. Il est vrai que, dans leur jeu, à côté du délire politique, il y a des éléments très suspects. Comment s'expliquer, par exemple, le fait qu'au moment où en Bolivie les révolutionnaires restent hors la loi et que de nombreux militants du P.O.R. et de l'E.L.N. se trouvent en prison ou sont recherchés, le quotidien réactionnaire **Jornada** publie pendant plusieurs jours un des textes interminables du sieur Posadas ?

agraire, mais il allait jusqu'à admettre une exceptionnalité péruvienne, en expliquant carrément qu'au Pérou l'armée était en train de jouer un rôle révolutionnaire. Au moment où nous écrivons cet article, les Cubains continuent à garder leurs distances par rapport aux militaires boliviens et les raisons de cette attitude n'échappent à personne ; toutefois, s'ils appliquaient à la Bolivie les mêmes critères qu'ils utilisent pour le Pérou, les conclusions en bonne logique ne devraient pas être qualitativement différentes.

Tout cela confirme qu'il y a incontestablement des forces importantes — et de nature différente — qui sont intéressées à un développement positif des expériences en cours au Pérou et en Bolivie. Cela implique aussi que, dans certaines conditions, des expériences analogues pourraient être amorcées dans d'autres pays. Encore une fois, il est nécessaire d'éviter une utilisation désinvolte et impressionniste de schémas abstraits. Dans des pays où l'armée n'a toujours pas un poids important (par exemple l'Uruguay), soit il n'existe pas depuis un certain temps des tendances « nassériennes », soit les traditions « civilistas » restent solides, et l'esquisse d'un réformisme militaire pose — du moins à cette étape — des problèmes insolubles. Des considérations semblables valent pour les pays où l'armée dans son ensemble n'est apparue pendant longtemps qu'avec un visage de gorilles ultra-réactionnaires. Toutefois il y a des pays, parmi lesquels des pays décisifs, où ni les groupes les plus clairvoyants des classes dominantes ni les cercles politiques impérialistes les plus influents ne peuvent accepter que se prolongent indéfiniment des situations pouvant aboutir à des explosions très dangereuses pour le maintien ou le fonctionnement du système en tant que tel. C'est par exemple le cas pour le Brésil et, **mutatis mutandis,** pour le Mexique. Dans ces cas, on ne saurait exclure ni de profondes différenciations dans l'armée elle-même — en fait, parfois ces différenciations existent déjà — ni finalement le choix de la voie « péruvienne » comme seule solution tant soit peu viable. Répétons-le : nous sommes en train de considérer des tendances potentielles susceptibles de se concrétiser ou non ; toutefois, ce qui importe, c'est que ces tendances existent, opèrent et constitutent déjà des composantes du jeu politique en Amérique latine.

Dans ce sens l'analyse que nous avions faite au Congrès de la IV[e] Internationale sur la tendance à la généralisation des régimes militaires garde essentiellement sa valeur (3). Mais il faut attirer davantage l'attention sur le fait qu'existent différentes variantes de régime militaire. D'ailleurs, dans la mesure où l'armée tend à devenir un parti politique et à œuvrer comme l'instrument dirigeant de sociétés où se développent toutes sortes de conflits et de contradictions, les différenciations politiques se produisent ou se reproduisent dans son sein sans que, toutefois, son rôle primordial soit remis en question. Dans la variante réactionnaire, le régime militaire apparaît comme le seul capable de réprimer les mouvements de masses et leur montée, du fait même que des dictatures de type fasciste plus ou moins classiques, à savoir jouissant d'une certaine base populaire, s'avèrent impossibles ou extrê-

(3) Voir **Quatrième Internationale** (n° 37, pp. 58-59).

mement aléatoires ; dans la variante « progressiste », à la suite de la faillite des tentatives « démocratiques » à la Frei et à la Belaunde, c'est le réformisme militaire qui s'impose comme la seule issue effective.

Quelle est donc la nature des régimes qui existent maintenant au Pérou et en Bolivie ?

Il ne s'agit ni de nier ni de minimiser la portée de certaines mesures comme l'expropriation d'entreprises impérialistes ou la réforme agraire. Les révolutionnaires n'ont aucune crainte à se déclarer en faveur de ces mesures. Mais cela n'implique pas nécessairement qu'ils considèrent que les régimes qui les adoptent sont révolutionnaires. Au-delà de leur portée intrinsèque, il faut considérer le cadre général dans lequel ces mesures s'intègrent et la dynamique objective du processus qui est déclenché, ce que malheureusement Fidel Castro n'a pas fait dans ses discours. Si l'expropriation de quelques entreprises étrangères était un premier pas vers l'expropriation totale de la propriété impérialiste qui serait suivie par l'expropriation de la propriété capitaliste nationale (du moins de ses secteurs décisifs) — comme ce fut le cas à Cuba, elle marquerait effectivement le commencement d'un régime révolutionnaire. La même chose vaudrait pour une réforme agraire susceptible de se développer dans une logique anti-impérialiste et anti-capitaliste et de mobiliser activement les énormes masses de la paysannerie. Mais, comme l'affirment catégoriquement tous les révolutionnaires péruviens et comme nous l'avons analysé nous-mêmes dans la revue, rien n'autorise l'hypothèse d'une telle variante (4). Au contraire, tout démontre que Velasco vise à supprimer certaines formes d'exploitation impérialiste, à intervenir dans des secteurs bien délimités et non à éliminer entièrement la propriété impérialiste, nord-amércaine, européenne ou autre. D'autant moins veut-il frapper le capitalisme national qu'il s'efforce en réalité de favoriser, y compris par le mécanisme de la réforme agraire. Quant aux masses, il leur attribue tout au plus un rôle d'appoint et il est prêt à étouffer brutalement toute tentative d'organisation et de mobilisation autonome sur une base de classe.

Comment donc Fidel Castro a-t-il pu formuler ses hypothèses et parler carrément d'un « rôle révolutionnaire » de l'armée au Pérou ? S'agirait-il, au fond, d'une analogie implicite avec le cours de la révolution cubaine qui a fait son choix anti-impérialiste radical et anti-capitaliste par une voie empirique, sous la pression des événements et par l'initiative d'une direction qui n'était pas prolétarienne et marxiste dès le début ? Une telle analogie serait en tout cas dépourvue de fondement : même si l'on faisait abstraction du facteur individuel, personne ne saurait comparer sérieusement des hommes comme Fidel

(4) Voir notamment plusieurs déclarations de Hugo Blanco, de Hector Bejar, de Ricardo Gadea, des textes du F.I.R. (certains journaux cubains ont malheureusement publié des textes de Hugo Blanco avec des coupures qui en altèrent la signification). Voir aussi notre article déjà cité. Les analyses parues dans certains journaux bourgeois, dont celles de Marcel Niedergang dans **le Monde** (20, 21, 22 février 1969), confirment que ces appréciations ne relèvent pas d'une attitude sectaire ou schématique. Il faut d'ailleurs rappeler qu'à l'occasion du premier anniversaire de son arrivée au pouvoir, Velasco a dit, entre autre : « Il y a confiance et soutien du gouvernement pour l'investissement qui stimule le développement économique dans le cadre du respect pour les expectations légitimes du capital et pour les droits légitimes du travail... Dès le début, le gouvernement a déclaré qu'il soutenait et stimulait l'investissement privé, y compris l'investissement étranger qui accepte les lois du pays. »

et Guevara, liés auparavant à des mouvements de masses ou à des expériences révolutionnaires, doués d'une formation politique, y compris marxiste, très conscients du rôle que jouaient dans le processus révolutionnaire les différentes forces sociales, avec Velasco et son équipe de galonnés. A Cuba la direction était l'expression directe des masses qui avaient déjà mené un combat révolutionnaire les armes à la main, tandis que les militaires péruviens prônent une « révolution » par en haut, sous le contrôle rigide d'une armée qui garde toutes ses structures et toutes ses conceptions traditionnelles.

En ce qui concerne la Bolivie, les termes du problème devraient être encore plus clairs, les mesures adoptées jusqu'ici étant de toute façon beaucoup plus limitées et la marge objective sensiblement plus réduite. En effet, dans la mesure où un programme démocratique-révolutionnaire pouvait être réalisé sans sortir du cadre du régime bourgeois capitaliste, cela avait été fait dans les premières années du régime de Paz Estenssoro qui avait nationalisé les mines — branche industrielle capitale pour le pays — et adopté une réforme agraire assez radicale par rapport à la moyenne des mesures analogues prises dans d'autres pays. Cela implique que tout gouvernement qui voudrait entreprendre une politique révolutionnaire devrait nécessairement se placer dès le début sur le terrain des réalisations anticapitalistes et socialistes. Pour notre part, nous laissons à d'autres le privilège de se livrer aux variations sur le thème d'un soi-disant choix socialiste d'Ovando et d'une équipe militaire qui reste liée par mille liens à l'impérialisme qui l'a éduquée et qui a, à son palmarès, l'extermination de milliers et de milliers d'ouvriers et l'assassinat du Che (5).

Il n'est pas possible d'analyser ici les possibilités objectives d'opérations réformistes dans les différents pays d'Amérique latine. Nous pouvons dire, en tout cas, que dans la plupart des pays l'adoption éventuelle de mesures anti-impérialistes substantielles risquerait de stimuler rapidement une dynamique qui mettrait en question le cadre du système dans son ensemble : c'est pourquoi même les couches les moins conservatrices des classes dominantes hésiteront à aborder des tournants spectaculaires. Mais c'est surtout à la question suivante qu'il faut donner une réponse : quelles couches sociales seraient bénéficiaires d'un cours réformiste éventuel ? De toute évidence — l'expérience pilote du Pérou l'indique sans possibilité d'équivoque — ce serait la bourgeoisie nationale des secteurs industriels les plus dynamiques, les plus « modernes ». Cela n'implique pas qu'elle pourrait déclencher un mouvement anti-impérialiste radical dans lequel la classe ouvrière et la paysannerie pauvre auraient la chance d'établir une alliance avec elle. En effet, cette bourgeoisie, étant associée le plus souvent à des entreprises mixtes contrôlées en dernière analyse par de grandes compagnies ou des trusts internationaux, est intimement liée à l'impérialisme, et il lui serait absolument impossible d'envisager des ruptures qui impliqueraient inévitablement sa propre catastrophe. Plus généralement, l'hypothèse d'un développement sur une large

(5) Voir au sujet de la Bolivie l'article « De Siles à Ovando », **Quatrième Internationale** (n° 41) et le texte voté par la conférence de novembre du P.O.R. A propos des conceptions du général Ovando, des polémiques très vives ont eu lieu dans la presse bolivienne en janvier 1970 à la suite des déclarations qu'Ovando aurait faites au journaliste uruguayen Carlos Maria Gutierrez et qui ont été ensuite démenties ou rectifiées.

échelle d'une économie industrielle nationale, à l'heure des concentrations fiévreuses et de la cristallisation de groupes capitalistes de plus en plus puissants, apparaît d'ailleurs tout simplement utopique. Tout réformisme éventuel ne pourrait donc aller au-delà d'une restructuration interne des classes dominantes, d'un changement du rapport de forces entre ces classes, d'une association plus large de bourgeois indigènes aux entreprises d'exploitation impérialistes. Le mouvement des masses ne serait qu'une force d'appoint, les ouvriers et les paysans étant embrigadés dans des syndicats ou des organisations politiques sous l'emprise directe et stricte des forces au pouvoir.

Comme nos camarades boliviens et péruviens l'ont déjà expliqué dans leurs textes, cette analyse n'implique pas une attitude d'indifférence ou d'hostilité **a priori** envers le nouveau cours du réformisme militaire. Les mesures, même limitées, qui frappent les propriétés impérialistes ou le pouvoir de l'oligarchie auront l'appui des révolutionnaires. Toutefois, ce sera un appui critique dans ce sens, d'une part, qu'ils ne mettront jamais une sourdine sur la nature de classe et les véritables buts du pouvoir, d'autre part, qu'ils lutteront pour une intervention des masses en exigeant, par exemple, le contrôle ouvrier sur les entreprises expropriées et la création de comités paysans pour l'application de la réforme agraire. Fondamentalement, ils défendront l'autonomie de classe du mouvement des masses et se battront d'une façon intransigeante pour la défense des droits démocratiques essentiels, la liberté d'organisation syndicale et politique des ouvriers et des paysans en premier lieu (6).

La politique de la direction cubaine et le contexte international.

Nous avons déjà mentionné l'attitude de l'impérialisme nord-américain face aux événements péruviens et boliviens. Or, l'Union soviétique aussi a son mot à dire et, en fait, elle est déjà intervenue dans un jeu où elle dispose manifestement d'atouts importants.

Au mois de février, le correspondant à Moscou de l'organe du P.C. italien publiait un article commentant la visite dans cette ville de Carlos Raphael Rodriguez. Il est intéressant d'en citer des passages, étant donné que son auteur a puisé sans aucun doute à des sources soviétiques. Après avoir rappelé que, d'après une déclaration de Raul Castro, « les rapports entre Cuba et l'U.R.S.S. sont aujourd'hui bons », le correspondant écrit : « Il n'y a pas de doute qu'à la base de l'amélioration des rapports ne se trouvent pas seulement les accords réalisés sur le terrain économique ; entre les deux partis et les deux pays il y a certainement aujourd'hui une plus grande unité de vues, y compris sur les problèmes de la politique étrangère — pendant une longue période objet de polémiques même dures — et de l'attitude face à la situation qui est en train de mûrir, au-delà de tous les schémas. en Amérique latine. Le processus de rapprochement entre Cuba et l'U.R.S.S. sur ces questions a commencé, en fait, depuis que le coup d'Etat anti-américain au Pérou et les répercussions que les événements péruviens ont eues dans toute l'Amérique latine ont posé

(6) Nous n'abordons pas dans cet article le problème des possibilités réelles d'une prolongation et d'une réussite — dans le cadre indiqué — du nouveau cours réformiste. Dans notre article sur le Pérou nous avons souligné toutes les difficultés graves que doit affronter le gouvernement péruvien. Ces difficultés sont encore plus considérables dans le cas de la Bolivie. Mais il nous intéresserait de saisir la portée objective du réformisme militaire dans la variante la plus favorable, à savoir sa réalisation.

au mouvement communiste la nécessité d'un réexamen de la situation et d'une confrontation des positions face à l'approfondissement du conflit entre les forces politiques traditionnelles et, en partie, les forces armées sud-américaines elles-mêmes d'une part, et les Etats-Unis d'autre part. Depuis lors, la situation a évolué, bien que sous une forme contradictoire, en posant aux pays socialistes le problème d'élaborer une politique adéquate à la nouvelle situation et de tenir compte de la nécessité objective où s'est trouvée et où se trouve toute force politique sud-américaine qui veut se battre contre la politique d'asservissement aux Etats-Unis, d'avoir un point d'appui dans les pays socialistes. Ainsi la réalité faisait rapidement vieillir la polémique cubaine contre la politique soviétique des accords économiques avec les pays sud-américains et, en même temps, certaines réponses académiques aux théories de la « Tricontinentale », et exigeait une initiative audacieuse, par exemple une réponse aux demandes de collaboration qui venaient de la part de pays qui, depuis des années, n'avaient même pas d'ambassadeurs dans les pays socialistes... Dès le début, l'Union soviétique, en répondant positivement aux initiatives pour une normalisation des rapports, avait posé ouvertement le problème de Cuba, en expliquant que la pierre de touche pour juger les nouveaux régimes sud-américains était leur attitude envers la révolution cubaine. Ainsi les conditions surgissaient pour une initiative soviéto-cubaine de type nouveau à l'égard de l'Amérique du Sud, dont le but était de provoquer définitivement la faillite du blocus politique et économique décidé par les Américains contre Cuba ». (**L'Unità**, 11 février 1970).

Laissons de côté tout ce qui relève de l'impressionnisme journalistique et du centrisme du P.C. italien. Le texte est utile car il fait ressortir clairement la convergence d'intérêts et de pressions qui favorise et stimule une opération politique d'envergure. Certains secteurs de la bourgeoisie latino-américaine désirent atténuer l'emprise étouffante de l'impérialisme américain aussi bien par une collaboration avec d'autres impérialismes que par une ouverture vers l'U.R.S.S. ; en même temps, ils envisagent une détente avec Cuba qui pourrait avoir des répercussions favorables dans leur situation intérieure et suggérer aux Cubains une attitude moins intransigeante. L'U.R.S.S. a un intérêt évident à renforcer sa présence en Amérique latine et à conditionner le plus possible les dirigeants cubains. Quant à l'Etat cubain, il peut être intéressé à se trouver en face de régimes qui, ne fût-ce que pour des buts démagogiques temporaires, changent leur langage, rectifient leur attitude, en lui offrant une marge de manœuvre plus large et en desserrant l'encerclement imposé par Washington. Finalement, les Etats-Unis eux-mêmes pourraient considérer comme conjoncturellement positive une intervention plus importante de l'U.R.S.S. dans le jeu latino-américain ayant pour fonction, en dernière analyse, de freiner et de canaliser des poussées révolutionnaires et les initiatives cubaines.

Il serait par trop facile d'indiquer les côtés faibles et les éléments contradictoires d'un tel dessein. Par exemple, il suffit de penser aux difficultés presque insurmontables qu'aurait l'U.R.S.S. à donner une réponse positive à toutes les demandes d'échanges et d'aides économiques substantiels, si de telles demandes venaient en même temps de toute une série de pays latino-américains. Il suffit de tenir compte aussi du fait que, si les Etats-Unis peuvent tolérer conjoncturellement

une intervention soviétique accrue, ils ne pourraient que réagir durement à toute généralisation qui mettait en question, même partiellement, leur hégémonie dans cette partie du monde. Toutefois, ce qui nous intéresse le plus ici est le problème, en dernière analyse capital pour les révolutionnaires, de l'attitude de Cuba.

Il est incontestable qu'un tournant s'est produit dans la politique cubaine, les manifestations de ce tournant étant notamment l'évolution des rapports avec l'Union soviétique, l'attitude envers le régime militaire péruvien et la dégradation des rapports avec une série de mouvements révolutionnaires d'Amérique latine, dont certains ont accusé ouvertement la direction cubaine de capituler devant les pressions soviétiques et de renoncer à aider le développement de la révolution (7). Les éléments essentiels qui ont contribué à ce tournant ne sauraient être oubliés ou minimisés. D'une part, Cuba reste une citadelle assiégée pour laquelle la collaboration économique et militaire de l'Union soviétique est une nécessité primordiale. D'autre part, les échecs subis par le mouvement révolutionnaire dans plusieurs pays au cours des dernières années poussent la direction cubaine à miser surtout, à cette étape, sur les acquis intérieurs, notamment sur la réalisation d'objectifs économiques spectaculaires, donc à renforcer prioritairement les assises de son Etat ouvrier, y compris par une politique internationale de détente avec quelques pays latino-américains.

Mais le problème est de savoir si Fidel Castro et ses collaborateurs ont déjà accepté ou s'apprêtent à accepter une stratégie nouvelle qui implique la renonciation à stimuler et à aider les processus révolutionnaires latino-américains, l'acceptation **grosso modo** du cadre de la politique internationale de la bureaucratie soviétique, une normalisation des rapports avec des secteurs de la bourgeoisie d'Amérique latine et même, à la limite, un **modus vivendi** avec les Etats-Unis qui pourraient avaler la couleuvre Cuba à condition que l'infection reste limitée à cette île. Ce n'est peut-être pas tout à fait par hasard qu'il y a quelques semaines des sources bourgeoises ont attiré l'attention sur des événements peu connus de l'époque de la première rencontre de Punta del Este, plus précisément sur des rapports entre Ernesto Guevara et des représentants de l'équipe kennedyenne avec la participation des membres du gouvernement argentin. A cette occasion a été sondée la possibilité d'un accord sur la base d'une suppression de fait du blocus économique impérialiste et d'une renonciation cubaine à « exporter la révolution ». Cette tentative resta sans lendemain, mais il se peut que, même à Washington, quelqu'un considère le moment venu de pousser à nouveau dans cette direction (8).

Or, une évolution négative d'une telle portée de la politique cubaine ne serait possible que si la direction de l'Etat cubain changeait qualitativement de nature. En d'autres termes, elle serait le corollaire d'une dégénérescence bureaucratique analogue à celle qui a marqué

(7) La rupture entre les Cubains et Douglas Bravo a été rendue publique il y a quelques mois, mais des tensions graves existent aussi avec d'autres mouvements, y compris d'origine strictement fidéliste.

(8) La réponse que Guevara aurait donnée sur l' « exportation de la révolution », d'après la version de la télévision italienne, était absolument correcte : cette notion même était analysée critiquement et il n'y avait aucun engagement à renoncer à la solidarité envers les révolutionnaires latino-américains.

l'Etat soviétique et les Etats ouvriers nés depuis la deuxième guerre mondiale. C'est sur ce terrain, en dernière analyse, que se place le débat.

Nous ne répéterons pas ici les arguments que nous avons avancés ailleurs sur les qualités subjectives exceptionnelles de l'équipe fidéliste dont le rôle historique ne saurait être minimisé par personne. Ces qualités ne cessent de constituer un élément favorable. Toutefois, à la longue, la question sera inévitablement tranchée par les processus qui se déterminent au niveau des forces sociales et des structures économiques et politiques.

Tout d'abord joue et jouera le développement économique. Si son rythme est insuffisant, si des difficultés notamment dans la sphère du ravitaillement et de la consommation en général subsistent pendant une période prolongée, si des buts considérés essentiels comme les dix millions de tonnes ne sont pas atteints ou sont atteints soit au prix d'un effort qu'il ne sera pas possible de renouveler, soit au détriment d'autres branches économiques vitales, les conséquences en seront mauvaises car les rapports avec les masses se détérioreront, l'emprise de la bureaucratie soviétique s'accroîtra et la distribution du revenu sera conditionnée encore pendant longtemps par une situation de pénurie. Mais, même dans la variante la plus positive, les dangers de bureaucratisation ne seront pas nécessairement éliminés.

Jusqu'ici les tendances bureaucratiques ont été tenues en échec : il n'existe pas de couche bureaucratique privilégiée détachée des masses, les modes de direction politique restent qualitativement différents de ceux adoptés dans les Etats ouvriers dégénérés (un aspect symptomatique est la circulation des idées qui, à Cuba, est sans comparaison plus libre que partout ailleurs), la révolution en Amérique latine ne cesse d'être considérée comme une condition nécessaire du maintien et du développement de l'Etat cubain lui-même. Un repli sur les problèmes intérieurs et une pause de réflexion existent incontestablement. Il est également probable qu'aucune initiative analogue à la campagne bolivienne du Che ni même à celles d'autrefois au Venezuela ne sera prise à l'étape actuelle. Mais rien n'autorise l'hypothèse que, dans le cas où une nouvelle vague de lutte révolutionnaire et de lutte armée éclaterait dans un pays d'Amérique latine, la direction cubaine adopterait une attitude de dissuasion ou d'attente. Sa solidarité agissante serait encore une fois assurée.

Toutefois, il existe des données qui ne doivent pas être ignorées. Dans l'impossibilité de développer dans cet article une analyse détaillée, nous nous limiterons à poser deux problèmes. Le premier concerne des différenciations qui déjà existent, voire s'accentuent dans la condition de vie de cadres par rapport à la masse des ouvriers et du peuple en général. Il s'agit encore de privilèges relativement modestes qui d'ailleurs sont conçus le plus souvent comme une sorte de compensation pour des gens très dévoués, qui accomplissent des tâches écrasantes et jouent un rôle primordial. Tout de même, cela pourrait marquer le début de la cristallisation d'une couche sociale qui à la longue serait poussée inévitablement et presque inconsciemment à considérer ces conditions comme étant normales, donc à les défendre et à les consolider grâce au pouvoir politique et administratif. Le deuxième problème — auquel le premier est évidemment lié — est celui de la carence des structures politiques et du rôle croissant de l'armée.

L'absence à Cuba d'organismes politiques de type soviétique permettant l'expression structurée et articulée d'en bas de la volonté des masses et leur participation effective à la gestion du pouvoir aux différents niveaux a été soulignée par nous dès le début de la transcroissance socialiste de la révolution (9). Cette absence est aggravée par le fait que le parti lui-même, onze ans après la prise du pouvoir et huit ans après l'attaque contre Escalante, n'a pas encore achevé sa propre construction n'i n'a tenu son premier congrès ; que les syndicats — pendant de longues années sous le contrôle d'une équipe stalinienne — n'ont pas connu une véritable reprise et n'ont qu'une fonction très limitée. La direction s'est efforcée de remplir ce vide par le rapport direct entre Fidel et son noyau restreint avec les masses et par des mobilisations de masse périodiques. Elle a utilisé et utilise de plus en plus l'armée à laquelle sont confiées, dans tous les domaines, des tâches croissantes. Le discours de Fidel du 4 novembre 1969 constitue une esquisse de théorisation de cette pratique.

Or, tout en ne minimisant pas le rôle subjectif de Fidel Castro et de son noyau, qui sont incontestablement animés de sentiments antibureaucratiques et qui l'ont démontré à plusieurs reprises, et tout en n'oubliant pas la nature de classe et l'origine historique de l'armée cubaine, une pratique basée essentiellement sur les deux éléments mentionnés ci-dessus est, à la longue, plus susceptible de favoriser que de contrecarrer des tendances à la bureaucratisation. En dernière analyse, ce sont les processus au niveau social qui seront déterminants et, sur ce terrain, le cadre d'une lutte antibureaucratique victorieuse ne peut être assuré que par la création de structures prolétariennes démocratiques stables, articulées, effectivement opérantes, qui seules permettent la participation directe des masses au pouvoir à tous les niveaux. Le danger pourrait être d'autant plus grand que l'U.R.S.S. utilise et utilisera à fond tous les moyens dont elle dispose pour intégrer Cuba dans un système international dirigé par le Kremlin et qui œuvre fondamentalement en fonction d'intérêts bureaucratiques conservateurs.

Voilà schématiquement les termes du problème. Il va de soi que le mouvement révolutionnaire ne peut se limiter à saisir les tendances qui se dessinent ni à attirer l'attention sur les dangers qui montent. Sa tâche est d'agir en exploitant toutes les possibilités en vue de déterminer des conditions plus favorables à la défense et à l'essor de l'Etat ouvrier cubain. Concrètement cela signifie donner une réponse positive aux problèmes qui se posent à cette étape au niveau de l'Amérique latine dans son ensemble, en stimulant une stratégie susceptible de fournir une issue favorable aux luttes qui se développent et aux explosions révolutionnaires qui se préparent.

Orientations et méthodes de lutte révolutionnaire.

C'est justement sur ce terrain que se précisent à l'étape actuelle les polémiques et les différenciations dans les mouvements latino-américains qui s'interrogent sur la stratégie continentale et ses instruments, sur le bilan du passé et sur les orientations à adopter dans la période qui s'ouvre

(9) Voir notamment le texte sur la révolution cubaine adopté par le Congrès Mondial de la fin de l'année 1960.

Tout d'abord, il faut noter que non seulement l'O.L.A.S. en tant que réalité organisationnelle a fait lamentablement faillite, mais aussi que le rôle de la direction cubaine dans la révolution latino-américaine est de plus en plus contesté. Nous avons déjà mentionné l'attaque publique du mouvement de Douglas Bravo ; mais d'autres sont également critiques, plus ou moins dans les mêmes termes. En fait, la plupart des groupes liés au castrisme prennent de plus en plus leurs distances, accentuent leur autonomie et ont désormais tendance à considérer que les rapports qu'ils établissent entre eux sont plus importants que leurs rapports avec les Cubains et avec ce qui reste de l'O.L.A.S. ou mieux de ses initiatives.

Cette évolution peut avoir été favorisée par d'éventuelles erreurs de méthode ou par des carences d'orientation de la part des Cubains qui, de leur côté, furent sans doute déçus par l'inconscience et le dilettantisme aventuriste qui ne cessent de sévir dans certains secteurs de l'extrême-gauche en Amérique latine aussi. Mais elle n'aurait de conséquences positives qu'à condition de faciliter l'élaboration et l'application d'une stratégie plus efficace et la formation d'un front unique révolutionnaire plus large.

Indépendamment des prises de position actuelles, le problème se pose de savoir si le tournant partiel des Cubains et le refroidissement relatif des rapports entre eux et une série de tendances révolutionnaires pourraient créer un terrain plus favorable à un renforcement de l'influence chinoise. Les Chinois pourraient, en effet, chercher à combler un certain vide et seraient tout naturellement favorisés par la nécessité d'une aide matérielle que la plupart des organisations ressentent très cruellement. Toutefois, deux obstacles principaux existent à une telle évolution. Le premier est que la Chine hésitera beaucoup à prendre en Amérique latine des initiatives analogues à celles qu'elle prend dans des pays asiatiques : l'impérialisme américain réagirait sans aucun doute avec la dernière énergie et sur tous les échiquiers à une intervention chinoise active dans son rempart vital qui se trouve au sud du Rio Bravo. Le deuxième obstacle réside dans les conceptions et les méthodes du maoïsme. La plupart des mouvements qui se placent sur le terrain de la lutte révolutionnaire ne sont aucunement disposés à accepter les thèses que les Chinois avancent toujours sur la nature de la révolution latino-américaine ni l'emprise bureaucratique stricte que Pékin impose à ses fidèles.

Par contre le danger est grand que dans la mesure où l'attraction du pôle cubain peut diminuer ou cesser, se développent parmi les groupes ou organisations jusqu'ici liés au castrisme des tendances centrifuges multiples qu'une sorte de front unique ne saurait automatiquement contrecarrer. En effet, la plupart d'entre eux sont confrontés à des problèmes d'analyses et de perspectives très sérieux et très difficiles, ayant des reflets organisationnels inévitables. Or, si les noyaux dirigeants ne se montrent pas capables, dans des délais relativement courts, de donner des réponses claires et de prendre des initiatives efficaces, les différenciations seront inévitables et on ne saurait exclure une fragmentation croissante, accompagnée de phénomènes de passivité et de démoralisation. La ligne des organisations de la IV[e] Internationale reste celle du front unique avec tous les mouvements révolutionnaires qui s'étaient rassemblés autour de l'O.L.A.S.

Le front unique implique l'accord sur certaines orientations de base et une action commune, sans exclusive **a priori** contre personne. Il implique aussi que chaque organisation y participe telle qu'elle est, en toute autonomie politique et organisationnelle, et que les confrontations sur tous les problèmes majeurs de la révolution mondiale, loin d'être esquivées, doivent être considérées comme une nécessité pour la croissance du mouvement dans son ensemble.

Quant aux problèmes d'analyses et de perspectives qui se posent à cette étape, ils apparaissent de nombreux textes et de discussions parmi les différents courants révolutionnaires. Dans ce numéro paraît une interview avec Hector Bejar, Ricardo Gadea et Hugo Blanco, qui donne une idée saisissante des disputes actuelles et qui mérite d'autant plus de considération que ces trois militants ont joué un rôle dans des épisodes cruciaux du combat révolutionnaire au Pérou. C'est surtout sur quatre points fondamentaux que, plus ou moins explicitement, rebondissent de nouveau les polémiques et qu'il est donc impérieux pour les révolutionnaires de s'exprimer avec le maximum de clarté.

Le premier point concerne une fois encore la nature de la révolution latino-américaine et plus concrètement les rapports avec la bourgeoisie nationale ou certaines de ses couches. Après l'évolution des conceptions des dirigeants cubains, dont le message du Che d'avril 1967 et les documents de l'O.L.A.S. furent le point culminant, on aurait pu penser que ce débat était définitivement clos parmi les révolutionnaires. Malheureusement, certaines prises de position face au régime militaire péruvien — y compris, nous l'avons vu, par Fidel Castro — et la reprise de vieux « leitmotiv » par des représentants de la gauche traditionnelle en Bolivie imposaient la conclusion diamétralement opposée : évidemment, certaines théorisations étaient marquées d'empirisme et il a suffit d'événements quelque peu spectaculaires et imprévus pour remettre beaucoup de choses en discussion et suggérer des hypothèses dépourvues de fondement analytique et au fond impressionnistes. Au-delà même des illusions surgies au Pérou et en Bolivie, la possibilité d'une alliance avec des courants de la bourgeoisie nationale est envisagée, par exemple, dans des milieux révolutionnaires brésiliens (nous laissons de côté ici le nouveau souffle que les événements péruviens et boliviens ont donné aux tenants des conceptions de la révolution anti-oligarchique et anti-impérialiste). Nous avons déjà parlé dans la première partie de cet article de ce qui se passe au Pérou et en Bolivie, en indiquant le contenu social et la dynamique des régimes de Velasco et d'Ovando. Toute analyse sur les tendances structurelles les plus récentes en Amérique latine au niveau économique et social ne fait que confirmer que la bourgeoisie dite nationale, y compris dans ses couches les plus modernes, est strictement dépendante de l'impérialisme et ne saurait être considérée comme une force susceptible de mener un combat réel contre lui et de participer avec un rôle de direction ou de codirection au processus révolutionnaire latino-américain. Il serait d'autre part naïf de croire qu'une orientation ouverte de collaboration avec des couches bourgeoises pourrait être féconde en tant que ruse tactique visant à gagner un soutien pendant toute une étape de la lutte qui n'empêcherait pas, en dernière analyse, un règlement de compte anticapitaliste ; la bourgeoisie latino-américaine a une conscience de classe et un sens politique suffisamment développés pour ne pas avoir oublié si vite la leçon de la révolution cubaine et tomber dans de tels « pièges ».

Le deuxième problème à clarifier est celui des rapports entre la guérilla, la lutte armée plus généralement, et le mouvement de masse. Après des expériences douloureuses dans une série de pays, en réalité depuis la conférence de l'O.L.A.S., la conception du **foco** (foyer), qui a inspiré des actions aussi héroïques que vouées inexorablement à l'échec et qui a été exprimée de la façon la plus systématique dans le fameux livre de Régis Debray, a été abandonnée par la plupart des mouvements révolutionnaires d'Amérique latine (10). L'idée que la lutte armée ne peut se développer et aboutir en dehors de liens effectifs avec les masses aussi bien à la campagne que dans les villes, et que des rapports viables ne sauraient être la conséquence presque automatique d'initiatives courageuses de petits groupes d'avant-garde, mais pourraient s'établir seulement à la suite d'un travail politique et organisationnel systématique, est très largement acquise. C'est pourquoi une polémique axée sur une opposition entre les partisans de la guérilla d'une part et ceux du travail de masses d'autre part serait aujourd'hui déplacée, et risquerait de reprendre des argumentations désormais largement dépassées et de ne pas se centrer sur les points décisifs (11).

C'est sur le problème du parti qu'il faut, par contre, insister davantage : entre autres, les déclarations d'Hector Béjar, qui paraît se contenter pour une période indéfinie d'un lamentable **ersatz** aussi bien de parti que d'Internationale, faisant par là même des concessions au spontanéisme, en démontrent encore une fois la nécessité. Qu'il nous soit permis de rappeler ici un passage du texte adopté par notre dernier Congrès Mondial :

« S'il faut repousser la conception schématique et paralysante d'après laquelle tout dépend de l'existence préalable d'un véritable parti avec toutes ses structures traditionnelles..., il ne faut toutefois jamais perdre de vue les deux données fondamentales suivantes :

a) l'existence et le fonctionnement du parti révolutionnaire, loin d'être le produit d'un schéma désuet propre à des marxistes dépassés, correspondent à des exigences concrètes inéluctables du développement de la lutte armée elle-même (c'est, entre autres, la leçon de l'expérience péruvienne de Hugo Blanco) ;

b) les révolutionnaires doivent lutter pour la variante la plus favorable : faire en sorte que, lorsque la lutte armée commence, il existe déjà sinon un véritable parti entièrement structuré avec une large influence de masse (perspective très peu réaliste dans la quasi-totalité des pays latino-américains), du moins des noyaux solides d'organisation politique, coordonnés à l'échelle nationale... »

Si l'on ne comprend pas effectivement ces nécessités, si l'on n'en tire pas les conséquences pratiques, on oublie en réalité la nécessité d'un travail politique et organisationnel préalable, en l'absence duquel toute entreprise de lutte armée serait condamnée à l'isolement et à l'échec. On risque d'oublier aussi qu'il y a des périodes où l'effort pour développer le travail de masse et en créer les instruments doit être

(10) L'auteur de cet article ne croit pas qu'une véritable théorie du **foco** existe dans les contributions d'Ernesto Guevara et de Fidel Castro ; en tout cas, il serait faux de prétendre que cette théorie a inspiré la pratique de la révolution cubaine et même celle de la campagne de Bolivie de 1966-67.

(11) Nous faisons allusion à la situation à cette étape sans exclure qu'à l'avenir des tendances « foquistes » puissent à nouveau se développer et nous obligent à changer encore l'axe de notre polémique.

absolument prioritaire. Par exemple, aujourd'hui au Pérou il serait absurde de miser avant tout sur la préparation d'une nouvelle vague de guérillas, sans comprendre le besoin d'une action profonde de clarification politique et sans exploiter toutes les possibilités que la nouvelle situation, malgré tout, offre pour stimuler la maturation de mouvements de masse et établir des liens avec ces mouvements. Cela vaut aussi, toute proportion gardée et probablement pour une période sensiblement plus courte, pour la Bolivie.

Mais c'est surtout sur le problème des formes possibles de la lutte armée et notamment du rôle de la guérilla dans la révolution en Amérique latine qu'une clarification est encore une fois nécessaire. Rappelons tout d'abord les conceptions qui furent approuvées par une large majorité de notre Internationale et par la quasi-totalité de notre mouvement en Amérique latine :

« La perspective fondamentale, la seule réaliste pour l'Amérique latine, est celle d'une lutte armée susceptible de durer de longues années. Même dans les cas de pays où peuvent se produire préalablement de grandes mobilisations et des conflits de classes dans les villes, la guerre civile prendra des formes de lutte armée multiples, dont l'axe principal sera pour toute une période la guérilla rurale : cette spécification ayant surtout une signification géographique et militaire et n'impliquant pas nécessairement une composition exclusivement paysanne des détachements de combattants (la composition paysanne pourrait même à la rigueur ne pas être prépondérante). En ce sens la lutte armée en Amérique latine signifie fondamentalement la lutte de guérillas. »

Le texte s'efforçait immédiatement après d'expliquer qu'il serait erroné de tirer de ces prémisses des schématisations unilatérales en précisant ce qui suit :

« Le choix rigoureux de cet axe d'orientation central doit être complété par la compréhension très précise qu'il y aura inévitablement toute une gamme de variantes et que les différents facteurs qui opèrent se combineront de manière différente selon les pays et les situations conjoncturelles. Les deux possibilités extrêmes pourraient être indiquées presque symboliquement en prenant, d'une part, le cas d'un pays comme l'Uruguay où la lutte armée sera fondamentalement urbaine et où le renversement du régime aurait été déjà possible sur la base d'un mouvement puissant des masses urbaines, si ce mouvement avait été politiquement et techniquement armé dans une telle perspective, et, d'autre part, en prenant le cas de pays à composition paysanne écrasante, sans concentrations urbaines importantes, où la guérilla sera presque exclusivement rurale et paysanne jusqu'à la veille même de la défaite finale de l'ennemi. »

Lorsque le camarade Hugo Blanco réaffirme que la véritable opposition est entre révolution et opportunisme, il rappelle une vérité première que personne ne saurait contester. Mais ce qui est vital pour le mouvement latino-américain, une fois que la clarification est faite sur les rapports entre lutte armée et masses et sur la nécessité d'un parti en tant qu'instrument de la révolution, c'est d'esquisser les formes dans lesquelles se concrétisera la lutte armée. Comme nous venons de le voir, notre Congrès a prévu des variantes multiples. Mais, au-delà des combinaisons spécifiques ou conjoncturelles, les alternatives générales peuvent être déterminées assez nettement.

La lutte armée pour la conquête du pouvoir peut prendre la forme qu'elle a prise en 1917 en Russie où elle a été l'aboutissement d'un puissant mouvement de masse qui fit surgir de son sein des détachements armés. Même en faisant abstraction de la guerre civile qui a suivi et dans laquelle se réalisa une combinaison de formes multiples de lutte armée, il ne faut pas oublier un seul instant que cela fut possible, notamment grâce à la désagrégation de l'armée provoquée par ses défaites au cours de la guerre mondiale. En deuxième lieu, la lutte armée peut se traduire par une véritable guerre civile, expression la plus aiguë et la plus dramatique de la lutte de classes, avec l'affrontement de deux armées proprement dites et une dualité de pouvoir qui acquiert la forme d'un partage même géographique du pays. Il y a finalement la troisième variante qui se produit lorsque la lutte de classes a déjà atteint le niveau de la confrontation armée, mais pas encore sous la forme généralisée d'une guerre civile ; c'est la variante de la guérilla qui, comme nous l'avons vu, peut se concrétiser dans des formes très différentes et qui s'est avérée être en même temps nécessaire et efficace dans toute sorte d'expériences des cinquante dernières années, aussi bien en Asie et en Afrique qu'en Europe même pendant l'occupation nazie (surtout en Yougoslavie, en Italie et en France).

Or, si nous examinons la perspective la plus probable dans la plupart des pays d'Amérique latine, nous devons exclure à l'étape où nous sommes — après la victoire d'une révolution socialiste à Cuba et la maturation révolutionnaire au niveau du continent — la variante « d'une montée et d'un élargissement progressifs du mouvement de masses, de son articulation et de son renforcement par des formes organisationnelles traditionnelles avant de déboucher sur la lutte armée », car la répression des classes dominantes indigènes et, au besoin, de l'impérialisme, l'empêcherait par les moyens les plus résolus et les plus barbares : les expériences non seulement de la Bolivie et du Brésil mais aussi du Mexique et de l'Argentine pour ne pas parler de Saint-Domingue, sont concluantes en la matière. De même, nous estimons qu'il n'y a pas de raisons suffisantes pour miser sur la possibilité « d'une crise explosive qui provoque une décomposition ou une paralysie de l'appareil étatique et une mobilisation de masse si impétueuse à empêcher ou neutraliser le recours à la répression comme moyen décisif » (12). En dernière analyse, une telle hypothèse reviendrait à miser sur la toute puissance de mouvements spontanés des masses. Quant à la perspective d'une guerre civile ou anti-impérialiste proprement dite, elle sera fort probablement une étape nécessaire dans la plupart des pays, mais elle ne marquera le plus souvent que l'étape finale, avant la prise du pouvoir (13).

C'est pourquoi nous partageons la conclusion qui est propre à la grande majorité des révolutionnaires latino-américains, à savoir que pendant une phase de la révolution — dont on ne saurait évidemment déterminer la durée **a priori,** mais qui sera en général probablement longue —, la lutte armée sera fondamentalement une lutte de guérillas

(12) Les citations sont tirées du texte du Congrès Mondial.

(13) Cela ressort aussi de la partie finale de l'essai d'Ernesto Guevara : **Guerra de guérrillas : un metodo.**

qui empruntera les méthodes et les moyens que suggère une tradition internationale désormais très riche, et d'autres que les circonstances pourront inspirer à l'ingéniosité des combattants. Si l'on tient compte des données géographiques, des structures de la population dans sa majorité et des considérations techniques et militaires soulignées par Che lui-même, il en découle que la guérilla rurale sera la variante la plus probable au niveau du continent dans son ensemble.

Il est donc nécessaire et tout à fait possible d'éviter de confondre des notions qui sont bien claires et d'éliminer les faux problèmes. Une fausse alternative serait celle d'un choix entre travail dans le mouvement de masse et guérilla : car, sans racines parmi les masses la guérilla — de même que toute autre forme de lutte armée — serait inexorablement vouée à l'échec, et sans la guérilla le mouvement de masse serait condamné à l'alternance indéfinie de tentatives précaires ou d'explosions spontanées sans issue et des écrasements par la répression. Un faux problème serait aussi celui de savoir si la guérilla est une stratégie ou une tactique ; elle pourrait, en effet, être soit l'une soit l'autre, et la querelle conceptuelle ou terminologique pourrait s'éterniser d'une façon absolument stérile. L'essentiel est de clarifier si — dans ses différentes formes — elle correspond ou non aux nécessités d'une étape de la lutte révolutionnaire en Amérique latine. L'essentiel est d'analyser en détail, dans le cas de chaque pays ou de chaque groupe de pays, quelles seront les formes à adopter prioritairement. Nous avons déjà eu l'occasion dans le passé de préciser les conceptions de notre mouvement en ce qui concerne la Bolivie, et notre mouvement argentin a donné une contribution valable quant à la stratégie de la lutte armée dans son pays. Nous estimons aussi que des révolutionnaires qui n'appartiennent pas à la IVe Internationale ont développé des analyses très pertinentes qui constituent des points de départ essentiels (par exemple, pour le Guatémala). En outre, les événements de la dernière année dans des pays comme le Brésil et l'Uruguay fournissent des indications précieuses sur la portée et les méthodes d'une guérilla urbaine. Sur le Pérou, finalement, les problèmes sont plus complexes, et mériteraient donc une analyse particulière très circonstanciée.

Nous nous sommes efforcés dans cet article de rappeler et de préciser certaines conceptions de notre mouvement. Nous espérons que ceux qui considèrent que nous nous trompons et que nos hypothèses de stratégie révolutionnaire sont fausses, expriment leur critique de la façon la plus concrète, en indiquant avec le maximum de clarté et de précision où résident nos erreurs et quelle est l'alternative qu'ils proposent pour une stratégie de lutte armée.

15 mars 1970

Le gouvernement Ovando et la situation en Bolivie

(Résolution adoptée par le Parti ouvrier révolutionnaire, Section bolivienne de la IVe Internationale)

1. LE DEVELOPPEMENT DE LA REVOLUTION MONDIALE ET LES MESURES DEFENSIVES DE L'IMPERIALISME.

Il est indispensable, pour comprendre correctement les événements qui se sont produits en Bolivie depuis le 26 septembre 1969, de les replacer dans leur contexte, en tant qu'ils sont partie prenante de la situation latino-américaine et mondiale, et expression du rapport de forces entre la révolution montante et la contre-révolution qui se défend. Celle-ci utilise tous les moyens à sa portée, depuis la guerre, le terrorisme, jusqu'à la « révolution » elle-même dans quelques colonies et semi-colonies, pour éviter de plus grandes révolutions.

La grande offensive de l'impérialisme qui s'est intensifiée au début des années 60, en particulier avec la guerre du Vietnam, n'a pas pu arrêter la lente désagrégation de sa domination sur le monde colonial et semi-colonial. Son extraordinaire pouvoir économique et militaire a subi des défaites à Cuba et au Vietnam. Les revers partiels de la révolution en Amérique latine avec l'avènement des dictatures militaires et la stagnation du mouvement ouvrier, la chute de Nkruma au Ghana, la contre-révolution en Indonésie, la défaite arabe face à Israël, l'élimination de Odinga Oginga au Kenya, la défaite de la guérilla de 1967 en Bolivie, et l'assassinat du Che, coups qui furent bien des fois sérieux, ne sont pas parvenus néanmoins à altérer le rapport de forces favorable à la révolution. Après ces coups, avec Cuba et le Vietnam, la révolution coloniale reprend sa marche en avant, cette fois-ci combinée avec la maturation de la révolution dans les métropoles impérialistes elles-mêmes.

La défaite de l'impérialisme au Vietnam est déjà un fait accompli, et elle implique de grandes répercussions à l'échelle mondiale. L'impérialisme qui cherchait à donner une leçon aux révolutionnaires par la terreur militaire en Asie doit maintenant battre en retraite devant la poussée indomptable des masses vietnamiennes, au prix de son prestige devant les peuples non seulement d'Asie mais de tout le monde colonial. Par ailleurs, cette guerre et la défaite américaine ont des implications économiques et politiques internes aux Etats-Unis mêmes : l'inflation, la crise du dollar, et la radicalisation des masses noires et étudiantes permettent l'apparition d'une nouvelle avant-garde révolutionnaire qui constitue en quelque sorte une bombe à retardement au cœur même de la citadelle impérialiste la plus puissante.

Il est aussi évident que l'offensive impérialiste, surtout au travers des régimes militaires, est en train de subir une défaite en Amérique latine. La guérilla n'a été écrasée ni au Venezuela, ni en Colombie, ni au Guatemala, où, après un arrêt dû avant tout à des crises internes provoquées par la capitulation des partis communistes, elle connaît maintenant une nouvelle impulsion. Dans d'autres pays, comme le Brésil, le Chili, l'Uruguay, l'Equateur, elle fait son apparition en assénant des coups spectaculaires aux oppresseurs impérialistes et à leurs laquais nationaux. En Argentine et au Mexique, le mouvement de masses combiné à des actions directes de type insurrectionnel ébranle les fondements du capitalisme.

L'impérialisme américain, battu sur le plan militaire en Asie, soumis à dure épreuve au Proche-Orient, secoué et débordé en Amérique latine, se trouve devant la nécessité impérieuse de réajuster sa politique pour l'Amérique latine. Au sein même de la ploutocratie yankee s'élèvent des cris d'alarme devant la montée révolutionnaire qui ne peut être contenue et encore moins écrasée par les seuls moyens militaires ; ces voix recommandent prudemment des changements pour apaiser le mécontentements des masses latino-américaines en même temps que pour blanchir les gouvernements bourgeois afin qu'ils retrouvent un minimum de crédit devant leurs propres masses.

La tournée en Amérique latine de Rockefeller, émissaire de Nixon, a rempli d'inquiétude les sphères gouvernementales

yankee : elle leur a permis de comprendre la précarité des gouvernements bourgeois et des dictatures militaires qui, dans de nombreuses régions, n'ont pu assurer son accueil, et dans d'autres le reçurent seulement dans des aéroports ou dans des lieux isolés au milieu des baïonnettes et avec un déploiement de mesures de sécurité impressionnant. L'envoyé de Nixon ne fut pas reçu par les populations comme un ami, mais comme l'ennemi public le plus détestable. Le rapport de Rockefeller à la fin de son voyage reflète cette inquiétude ; il tire la sonnette d'alarme sur les dangers qu'encourt dans cette partie du monde le capital investi par les entreprises impérialistes et le soi-disant « mode de vie occidental ». Inspiré par la crainte que l'impérialisme ne perde ses positions, ses recommandations vont dans le sens d'un assainissement des relations et d'un affermissement de l'alliance avec les bourgeoisies latino-américaines, corrigeant les limitations de l'Alliance pour le Progrès, qui se transformerait en « Action pour le Progrès ».

Au travers du rapport Rockefeller et du discours de Nixon sur l'Amérique latine, se dessine une tendance effrayée par les défaites de l'impérialisme, qui cherche à conserver ce continent en s'appuyant sur deux piliers, l'un militaire, l'autre économico-social. S'il est vrai que l'idée de combiner la contre-insurrection armée et la contre-insurrection par le développement existait déjà dans l'Alliance pour le Progrès, il n'en reste pas moins que c'est l'offensive militaire qui a été le plus énergiquement utilisée, le deuxième axe étant très faiblement mis en œuvre.

Les recommandations de Rockefeller furent d'ordre politique d'une part (création d'un Conseil de sécurité latino-américain, réarmement des armées nationales, suppression des amendements Hickenlooper, Syminton et Roess) ; d'ordre économique d'autre part (préférences tarifaires pour les pays en voie de développement, augmentation des taxes pour les pays de la région, stabilisation des prix à un niveau qui reflète des salaires justes, appui aux marchés et aux banques régionales, révision des tarifs de transports maritimes, nouveaux accords sur le café, assistance financière à plus long terme, financement de programmes complets et non de projets, financement de l'infrastructure, baisse du taux d'intérêt, suppression des clauses additionnelles, restructuration des services de la dette extérieure, etc.). Elles correspondent à une mentalité plus élastique qui se fait jour dans les métropoles impérialistes sous les coups de la révolution et qui prétend masquer l'exploitation coloniale par quelques programmes de bienfaisance et quelques concessions destinées à consolider les gouvernements bourgeois latino-américains branlants. C'est la nouvelle droite, la droite moderne, qui a mis à profit l'expérience de l'échec de la théorie de McNamara — maintenir la stabilité et le calme à l'intérieur de chaque pays uniquement au moyen de mesures de sécurité (armée, police, forces de sécurité spéciales) — et qui propose des changements audacieux, y compris des « révolutions », pour prévenir des explosions plus graves, dangereuses pour la domination impérialiste. En un mot, lâcher quelque chose pour ne pas tout perdre.

Cette droite yankee est liée ou plutôt associée aux mouvements bourgeois réformistes latino-américains ; c'est elle qui oriente ces courants et ces gouvernements qui parlent de lutter contre le communisme en s'attaquant au malaise social, qui soutiennent que la défense du continent et la création d'un système interaméricain doivent être assumées non seulement par des moyens militaires, mais aussi par des mesures de développement économique et social. En réalité, tout ce que cherchent ces courants, c'est préserver le système capitaliste, le défendre dans de meilleures conditions. Les transformations qu'ils mettent en avant varient d'un pays à l'autre suivant ses caractéristiques propres, la profondeur de sa crise et le niveau de maturation de la révolution, mais elles se situent toujours dans le cadre du régime d'oppression impérialiste. Une chose est claire : la révolution montante oblige l'impérialisme et ses laquais nationaux à utiliser de nouvelles tactiques, à affiner et à rendre plus subtiles leurs méthodes d'exploitation coloniale, mais ceci ne peut tromper les masses et l'avant-garde révolutionnaire d'Amérique latine. L'impérialisme reste l'impérialisme, et beaucoup des réformes qui ont été claironnées restent diluées dans les mécanismes bureaucratico-administratifs, frustrant de leurs espoirs des secteurs bourgeois eux-mêmes. D'autre part, tant que se maintient le rapport de forces favorable à la révolution, contre l'impérialisme, même les plus petites concessions, les rares miettes, au lieu de satisfaire une fois pour toutes les masses, servent plutôt à alimenter l'incendie révolutionnaire latino-américain. Chaque conquête donne aux masses conscience de leur propre force, et relance inexorablement le processus de marche au socialisme. Face à cela, l'impérialisme redeviendra bientôt ce qu'il a toujours été, le gendarme de l'exploitation coloniale, s'appuyant résolument sur le pilier de la force militaire ; il s'y prépare déjà par l'organisation du Conseil de sécurité et de réarmement des armées nationales. Mais si l'offensive exclusivement militaire d'abord, puis la combinaison de la force et de leur soi-disant programme de développement ne réussissent pas à déman-

teler la révolution, un autre changement de tactique n'y pourra rien, puisque son destin historique est tracé : s'effondrer pour laisser la place à la nouvelle société socialiste.

Il faut donc placer le gouvernement militaire bolivien dans ce contexte mondial, et plus particulièrement latino-américain : à savoir que, pour se défendre, l'impérialisme a recours à des mesures préventives.

L'apparition du gouvernement Ovando est la réponse préventive intelligente de la bourgeoisie à la situation instable en Bolivie. C'est la plus sérieuse tentative du régime pour contenir la révolution qui mûrit et qui monte de la base par le biais d'une « révolution » manipulée d'en haut, même si c'est aux dépens de certains intérêts financiers particuliers, mais préservant toujours la structure de domination impérialiste.

2. LA GUERILLA ET LA MONTEE OUVRIERE POUSSENT LES GENERAUX A PRENDRE DES MESURES DEFENSIVES.

Le jugement sur les causes préventives qui ont présidé à la mise en place du gouvernement Ovando est confirmé par ce qui est écrit dans l'introduction au « Mandat Révolutionnaire » des Forces Armées, et dans les premières déclarations, réitérées des nouveaux ministres et des chefs de l'armée.

En effet, dans les premières déclarations du général Ovando dans son introduction au « Mandat Révolutionnaire », la destitution de Siles Salinas est justifiée de la manière suivante :

a) l'attitude des forces armées a été dictée par le danger dans lequel se trouvaient les institutions de la nation, vu la progression des forces d'extrême-gauche et l'intervention croissante des guérillas ;

b) par l'intervention étrangère sous forme de guérillas ;

c) par l'incapacité du gouvernement Siles de livrer bataille à l'aventure terroriste ;

d) pour éviter la vietnamisation de la Bolivie ;

e) par la nécessité d'affronter l'anarchie sous un angle « révolutionnaire », et non par l'usage pur et simple de la violence qui s'épuise elle-même.

Ceci est bien clair et montre les fins réelles du nouveau gouvernement civilo-militaire. Comme en novembre 1964, quand l'insurrection populaire mettait pareillement en danger les institutions de la société capitaliste, les généraux doivent affronter avec les moyens qu'ils croient les mieux appropriés une nouvelle montée de la mobilisation du peuple, des masses ouvrières et paysannes, universitaires, etc., dont l'expression la plus énergique et dynamique est la guérilla.

Peu avant l'éviction de Siles Salinas, les chefs militaires déclarèrent que la guérilla n'avait pas disparu malgré les coups reçus par l'E.L.N. et l'assassinat d'Inti Peredo, ce qui était avouer l'échec des plans militaires. La répression n'a pas réussi à briser les révolutionnaires : voilà pourquoi maintenant, après l'offensive policière et militaire, on essaiera d'autres méthodes. On peut voir là la préoccupation profonde de l'armée de sauver le régime en isolant la guérilla. Le commandant en chef des Forces Armées, le général Torrez, éclaire encore mieux la situation quand il dit dans un de ses discours : « L'armée a repris les drapeaux de la guérilla . »

Il faut insister sur le fait que l'armée pense que le salut du système capitaliste en Bolivie est sous sa responsabilité. Mais, dans l'état de crise où se trouvent la bourgeoisie et ses partis, avec l'extension de la révolution armée grâce à la guérilla de l'E.L.N., on ne peut pas attendre ce salut de la répression exclusivement qui a par ailleurs déjà échoué, mais d'un plan de développement économique. C'est cela la nouvelle philosophie du noyau de militaires qui a hérité du pouvoir du président Barrientos.

Pour comprendre le profond désarroi des chefs militaires qui voient s'effrondrer l'Etat capitaliste, il faut se souvenir de la très grave crise de pouvoir qui existait déjà pendant la dictature de Barrientos, la crise profonde de l'appareil d'Etat bourgeois qui menaçait d'entraîner dans son sillage toutes les institutions nationales. Comme expression de cette crise, on a pu voir la conduite du ministre du gouvernement Antonio Arguedas, la rébellion de celui qui était alors chef de l'état-major de l'armée, le général Vasquez Sempertegui, les heurts et les frictions dans les sphères gouvernementales elles-mêmes (Parlement, Justice, Exécutif), et les scandales de la mine Matilde, de la construction du gazoduc vers l'Argentine, parmi bien d'autres qui permirent à une partie des hommes au pouvoir de s'enrichir. Tout ceci avec comme toile de fond la crise économique endémique du pays, marquée par un budget en déficit chronique, une dette extérieure consommant 15 % du montant des entrées annuelles, comme le fait bien remarquer le rapport Rockefeller, un revenu annuel par habitant

en constante régression (150 dollars U.S. en 1950, et 80 dollars U.S. en 1968, selon le rapport fait au Parlement par le chancelier Medeiros). Mais ce qui était plus grave, c'est que la situation objective servait d'aiguillon à la lutte des masses, provoquant la radicalisation de larges secteurs de l'Eglise et de l'intelligentsia. Dans ce contexte, la guérilla apparaissait comme le prolongement du mouvement révolutionnaire des masses, interrompu dans son développement et tronqué dans ses perspectives par les massacres, la répression et l'encerclement militaire des mines. S'il est vrai que la guérilla du Che bénéficia d'un large soutien populaire en 1967, sa réapparition en 1969 avec Inti Peredo s'est faite dans une conjoncture beaucoup plus mûre, dans laquelle des universitaires, des prêtres, des ouvriers, les secteurs radicalisés des couches moyennes n'hésitent plus et acceptent la lutte armée comme la seule voie de libération nationale et sociale. C'est ce jugement populaire, qui admet et fait sienne la guérilla, qui la soutient et l'alimente. La frayeur ne s'est pas installée, la peur n'a pas paralysé le peuple. Pour le peuple, les guérillas sont à l'image des premiers chrétiens exterminés par les fauves dans les cirques romains : là où un combattant tombe, un autre se lève, inspiré par sa foi et son assurance en la victoire.

Les mesures purement répressives, exclusivement militaires, se révèlent donc insuffisantes. Continuer dans cette voie, dans les conditions décrites, c'était rapprocher l'échéance d'une explosion catastrophique et amener du côté des guérilleros la plus grande partie des masses. Ceci, le Haut Commandement militaire l'a compris. Pour éviter la catastrophe, plutôt que d'affronter le peuple, à la place des encerclements militaires et de la répression impitoyable, plutôt que d'employer la violence qui s'épuise d'elle-même sans provoquer de changements, il fallait « faire une révolution » d'en haut, libéraliser le régime, relâcher l'emprise des entreprises capitalistes qui asphyxient l'économie du pays. Comme le reconnaît le général Torres, il fallait reprendre le drapeau que les guérilleros brandissaient aux yeux du peuple. Il fallait cacher avec un programme de développement et le mot de « révolution » le garrot et la mitraille meurtrière qu'on avait employés contre les mineurs. Pour affronter une maladie terrible et catastrophique, il faut des remèdes héroïques. C'est le choix devant lequel fut placé le régime bourgeois en Bolivie.

3. LES FORCES ARMEES AU POUVOIR DEVENUES LE PARTI POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE.

En novembre 1964, les Forces Armées prirent le pouvoir en Bolivie. Les partis bourgeois traditionnels avaient perdu leur validité historique. Ils s'étaient montrés incapables de comprendre la situation mondiale et nationale et le nouveau rapport de forces existant. Vieillis, ossifiés, divisés et subdivisés, ils s'étaient montrés inaptes à défendre l'ordre établi par l'impérialisme et le capitalisme local face à la révolution populaire et ouvrière.

Ce vide politique, comme Ovando l'appela parfois, a été rempli par l'armée qui a commencé à opérer comme un parti politique de la bourgeoisie.

En effet, tout l'appareil militaire assuma les fonctions propres à une organisation politique. Des généraux aux sergents, ils reçurent, en plus de l'entraînement anti-guérilla et contre-insurrectionnel dans les villes assuré par des techniciens yankee, une instruction politique spéciale, avec comme primes de nombreux privilèges, des postes administratifs bien rétribués et des augmentations de solde de 300 %. L'état-major des Forces Armées est devenu un Comité Politique ou Comité Central de l'Armée-Parti. Les Forces Armées ont subi un changement qualitatif important : ce n'étaient plus les vieilles forces armées, la vieille armée. Ce phénomène spécifique consiste en une **politisation des militaires et de leur institution pour jouer le rôle de parti,** ce qui engendre à son tour **une militarisation de l'activité politique à l'échelle nationale.**

L'Armée-Parti, ou parti politique armé, a monopolisé sans interruption le pouvoir politique depuis 1964 ; il a gouverné le pays sous diverses physionomies : Junte Militaire (Barrientos-Ovando), Gouvernement Constitutionnel (Barrientos-Siles) et maintenant Junte civile-militaire.

Ces différentes physionomies qu'a prises le Parti-Armée au pouvoir ne sont que formelles, dictées par les besoins tactiques des rapports de force, intérieurs et internationaux. Quelle que soit sa forme, derrière elle se trouve toujours la même force armée. Jamais comme aujourd'hui l'Etat capitaliste n'a autant ressemblé à un simple détachement armé. Le commandement militaire, après s'être emparé de la totalité des pouvoirs, peut se vanter de dire : « L'Etat, c'est moi ! »

Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait plus de différenciations à l'intérieur de l'Armée-Parti, y compris les clans fermés

voulant prendre les meilleurs postes, à commencer par la Présidence de la République. Mais ces composantes agissent comme des fractions dans un parti politique, avec un dénominateur commun : la volonté de sauver la structure capitaliste, les divergences ne portant que sur les méthodes pour y arriver.

A aucun moment le gouvernement de Siles Salinas n'a interrompu la continuité de la dictature militaire. Siles n'a pratiquement pas gouverné, il a été un président fantoche n'ayant même pas le pouvoir de nommer des fonctionnaires subalternes dans les administrations locales (cas Valenzuela à Cochabamba). Son goût démesuré pour les rôles de façade l'a conduit à tolérer une telle situation. La force dirigeante restait l'Armée-Parti qui, avec ses divisions régionales, sa force aérienne et navale, contrôlait le pays et appliquait ses propres décisions dans le dos de Siles.

L'Armée-Parti, suivant les nécessites, a créé et dissous des groupes politiques civils, ou s'est attaché de vieux micro-partis, pour se donner l'air d'avoir une base sociale d'appui. Les civils qui sont passés par les cabinets ministériels ne représentant aucune force politique organisée, n'ont jamais eu aucun poids et leur rôle s'est borné à celui que leur avait assigné l'Armée-Parti, au gré de sa tactique changeant.

4. HISTOIRE ET NATURE SOCIALE DE L'ARMEE-PARTI.

« Nous serons connus par nos œuvres », a dit le général Ovando. C'est une lapalissade. A vrai dire, nous les connaissons déjà par leurs actes, et nous savons déjà ce dont sont capables les Forces Armées boliviennes.

Les déclarations des généraux suffiraient à révéler les vraies causes de la réorganisation du gouvernement. En matière juridique « la confession partielle constitue une preuve totale ». Mais en politique ce critère est insuffisant. Ce qui est décisif pour comprendre la nature d'un Etat, mesurer un processus révolutionnaire et jauger les possibilités de ses meneurs, c'est de déterminer sa nature sociale ou de classe. Ceci permet d'éviter des erreurs dans des situations conjoncturelles parfois contradictoires et confuses.

Les Forces Armées sont une composante de l'Etat ; dans notre pays elles représentent la classe bourgeoise dominante étroitement subordonnée à l'impérialisme. Dans cette période de guerre mondiale entre le socialisme et l'impérialisme, elles sont en fait partie intégrante de l'armée internationale de l'impérialisme dont la tête est le Pentagone. C'est une vérité si élémentaire que même les enfants la connaissent.

Après sa défaite par le peuple en armes en 1952, l'armée bolivienne a été reconstruite par l'impérialisme : le général Ovando a reconnu qu'elle a reçu des armes yankee à l'insu du gouvernement M.N.R. lui-même. Ses hauts chefs militaires, comme ses cadres moyens, ont reçu des cours spéciaux à Panama. Dans la forteresse de Miraflores, à côté des bureaux de l'état-major bolivien, fonctionne la commission militaire nord-américaine. Ce sont les conseillers yankee qui entraînent les unités spéciales contre la guérilla et l'insurrection urbaine. Les Forces Armées de Bolivie ont été construites, instruites militairement, techniquement et politiquement, et armées par le Pentagone ; cette assistance militaire continue aujourd'hui, après la nationalisation de la Gulf Oil Company, et après que le général Ovando eut déclaré qu'il se trouvait en guerre contre l'impérialisme.

Par son rôle de rouage du régime, sa mentalité de privilèges, sa formation, la caste militaire bolivienne a garanti et défendu « l'ordre établi ». L'histoire militaire bolivienne est une histoire de massacres d'ouvriers et de paysans, de coups d'Etat pour bloquer le progrès des masses. Rien que depuis 1964, il y a eu les deux massacres de Catavi-Siglo XX en 1965, celui de Milluni et de Alto La Paz la même année, celui de la Saint-Jean à Siglo XX et Huanuni en 1967, les fermetures de locaux syndicaux, la destruction des stations de radio ouvrières, etc., tout cela sous le commandement du général Ovando, à l'époque commandant en chef des Forces Armées boliviennes et de l'actuelle équipe de militaires au pouvoir.

Si c'est cela l'histoire des Forces Armées, aujourd'hui Armée-Parti au pouvoir, il peut paraître étrange que, tout d'un coup, sans discussions ni crises internes sérieuses, toute cette institution change ses idées, prétende gommer son passé et devienne progressiste, révolutionnaire, anti-impérialiste. Quel est donc ce miracle ?

Il n'est pas question de nier la possibilité d'un changement dans certains secteurs de l'armée sous l'influence des victoires techniques, scientifiques et militaires du « camp socialiste » et de la défaite de l'impérialisme devant les masses révolutionnaires en marche. Il est certain que la lutte de classes n'épargne aucun organisme, si monolithique soit-il, et que l'armée ne sera pas une exception. Mais seule la révolution, la lutte révolutionnaire armée désintégrera l'armée oppressive et libérera ses secteurs in-

fluencés par le peuple et qui s'intégreront dans la nouvelle Armée de Libération née au sein même du peuple. Avec Lénine, nous ne croyons pas à une volte-face de l'armée et de son commandement militaire par un simple acte de persuasion, ni à un réveil de leur « conscience ». Ce sera la guérilla, la lutte révolutionnaire qui divisera et démoralisera cette armée et gagnera le secteur progressiste qui pourrait se trouver en son sein. C'est la l'enseignement historique de toutes les révolutions.

Mais il est nécessaire de bien préciser qu'un instrument tel que l'Armée-Parti n'est pas qualifié pour prendre la tête et diriger une révolution conduisant à la libération nationale et sociale de la Bolivie. Dans l'actuelle situation mondiale, de transition entre deux systèmes et modes de production, la révolution signifie la lutte directe pour le socialisme. Le chemin de la civilisation et du progrès pour les peuples sous-développés passe nécessairement par le renversement de la classe capitaliste au pouvoir et par la défaite de l'impérialisme qui est son soutien.

Par ailleurs, les militaires au pouvoir affirment eux-mêmes qu'ils n'ont pas pour but de construire une société socialiste, qu'ils ne se proposent pas de porter la classe ouvrière au pouvoir. Nous le soulignons, l'Armée-Parti s'est substituée aux partis bourgeois traditionnels en crise, et a pris sur elle la tâche de préserver le système capitaliste, dans le cadre des structures de domination impérialiste. Mais ce sauvetage du capitalisme ne peut être fait qu'avec des mesures extrêmes, en sacrifiant une partie des classes exploiteuses et oppressives, étant donné les conditions politiques actuelles de la Bolivie et la crise économique catastrophique qui réduit l'Etat à être un mendiant international, asphyxié par le contrôle des entreprises capitalistes et des multiples organismes nord-américains, situation où l'armée au pouvoir elle-même manquait de crédits pour son entretien et, donc, d'autant plus pour sa modernisation. L'insurrection à la tête de laquelle se trouvait la guérilla menaçait de détruire les échafaudages du système ; la politique d'étranglement et de massacres avait échoué. Dans ces conditions, en accord avec la nouvelle droite américaine, il fallait reprendre quelques mots d'ordre populaires et « faire une révolution » anti-impérialiste. C'est ainsi que nous voyons les militaires formés par le Pentagone et dirigés par Ovando, qui avait été quelques mois auparavant invité aux Etats-Unis par cet organisme, apparaître comme des « nationalistes de gauche ».

Ceci n'est pas nouveau : dans certaines circonstances, les classes exploiteuses se voient obligées de se « gauchir » et de faire quelques concessions, pour mieux défendre leurs intérêts. Mais ces classes exploiteuses, gardant le pouvoir entre leurs mains, précisément grâce à ces manœuvres, récupèrent bientôt ce qu'elles ont lâché et augmentent encore leurs bénéfices une fois les difficultés passées.

5. CONTENU THEORIQUE ET POLITIQUE DU « MANDAT REVOLUTIONNAIRE ».

Cette conclusion se confirme à la lecture du document programmatique lancé par les Forces Armées sous le nom de « Mandat Révolutionnaire ». L'effort de théorisation politique qui y est fait arrive à peine au niveau d'un programme bourgeois réformiste, dont le verbiage populiste typique sert à cacher les buts.

Les idées centrales et directrices de ce plan peuvent en effet être résumées dans les points suivants :

1. Modèle national d'organisation de l'Etat. « Ni exclusivement capitaliste, ni exclusivement socialiste ». Coexistence de différents types de propriétés (étatique, coopérative, privée).

2. Souveraineté nationale sur les sources d'énergie et de matières premières, en récupérant les richesses livrées à des conditions désavantageuses ou réajustement de la participation de l'Etat à leur exploitation.

3. Industrie lourde à partir des mines et révolution industrielle à la campagne.

4. Protection de l'industrie et du capital nationaux et garanties pour l'investissement privé étranger.

5. Mise à l'étude d'une majoration salariale et d'une participation aux bénéfices.

6. Droit à l'autodétermination et relations avec les pays socialistes.

7. Unité nationale et alliance de classes.

Comme on peut le voir, ces points ne sont pas nouveaux, la droite du M.N.R. les avait déjà popularisés ; ils correspondent à un programme bourgeois, dans une situation de crise dangereuse du régime.

La mise en place d'un Etat asexué, ni capitaliste ni socialiste, est, du point de vue de la science politique, une absurdité. Tout le monde sait que l'Etat est un corps historique répressif qui surgit pour garantir les privilèges ou les intérêts de la classe dominante. L'Etat capitaliste protège la bourgeoisie dans son appro-

priation de l'excédent social produit par les travailleurs.

L'Etat ouvrier ou socialiste protège les intérêts de la classe ouvrière au pouvoir, détruit les racines de l'exploitation capitaliste et crée les conditions pour l'édification du socialisme. Il ne peut pas exister un Etat intermédiaire ni capitaliste ni socialiste. Ceci est l'a.b.c. de la théorie de l'Etat, admise même par les théoriciens du capitalisme. Si on fait appel à ce genre de formulation, c'est par nécessité de tromper les masses. D'autre part l'existence de la propriété étatique, coopérative et privée, ne change pas la nature de l'Etat puisque l'essence du régime bolivien reste basée sur l'exploitation salariale et l'appropriation de la plus-value par les entreprises. Aussi bien la propriété étatique que la propriété coopérative restent soumises aux lois du capitalisme, et le pays tout entier continue d'être un maillon de la chaîne impérialiste.

En ce qui concerne les projets de défense de la souveraineté nationale, les contradictions du programme de l'Armée-Parti sont évidentes ; elles mettent en lumière ses limites et sa débilité. D'un côté on affirme qu'on récupèrera les richesses livrées à des conditions désavantageuses ou qu'on imposera une juste participation. Puis on affirme qu'on protègera l'investissement étranger qui viendra assurer le développement du pays. Nous voilà devant une nouvelle absurdité démagogique. Aucune entreprise étrangère impérialiste n'investit dans un pays arriéré dans le but de le développer. Ce que cherche l'investissement étranger, c'est un taux de profit élevé et sa politique est celle du pillage. Par conséquent toutes les concessions faites par les semi-colonies pour l'exploitation des richesses naturelles lèsent l'intérêt national ; et aucune ne reconnaît une « juste participation » en faveur de l'Etat. L'histoire de la Bolivie et de l'Amérique latine, de tout le monde colonial et semi-colonial, le prouve tragiquement. Quand on protège l'investissement étranger, on méconnaît cette expérience, et dans les faits on ouvre les portes du pays à la colonisation impérialiste.

Les discours sur l'industrialisation, la protection de l'industrie et des capitaux nationaux, font partie de l'arsenal bourgeois, et présupposent un utopique développement capitaliste indépendant de la Bolivie.

La souveraineté et le sous-développement sont deux problèmes interdépendants qui ne peuvent être résolus dans le cadre du régime capitaliste-impérialiste. Le sous-développement ou le retard des pays coloniaux et semi-coloniaux a permis d'accroître le développement des métropoles. Nous sommes un pays pauvre, sous-développé, parce que la métropole impérialiste accapare l'excédent social produit dans le pays non seulement grâce à l'exploitation directe, par les entreprises étrangères, mais aussi par l'intermédiaire de toute la structure économico-politique créée par l'impérialisme, structure où les relations d'échange jouent un rôle très important. Une politique révolutionnaire, sérieuse et responsable, qui cherche effectivement à développer la Bolivie, doit rompre ce cercle de dépendance et d'exploitation. Il ne peut y avoir développement dans une économie liée au système impérialiste.

Les programmes bourgeois comme le « Mandat Révolutionnaire » ont échoué avec le M.N.R. en Bolivie, Frei au Chili, Betancourt au Venezuela, Belaunde au Pérou, etc. Après avoir échoué avec la répression terroriste militaire, l'armée lance ce programme de gouvernement qu'elle avait combattu en 1964, et elle le ressort maintenant paré d'un langage populiste. L'Armée-Parti qui a pris en charge le sauvetage du régime, remplissant le rôle de la bourgeoisie et de ses partis, échouera aussi parce qu'il n'y a pas de possibilité de véritable développement, d'indépendance nationale, de solution de la crise chronique, en restant dans le cadre impérialiste. D'autre part, il est clair que les masses n'accepteront pas de se sacrifier pour une industrialisation dans la dépendance et l'exploitation. Les masses ne renoncent pas à leurs intérêts de classe ; il y a déjà des conflits qui aboutiront dans leur développement à un affrontement avec le gouvernement Ovando. Lorsque sa mission de sauver le régime avec un pauvre programme bourgeois sera mise en échec, l'armée aura de nouveau recours à la répression, comme en 1965.

La nationalisation de la Gulf Oil Company, à laquelle a été contraint le gouvernement Ovando par le refus de l'entreprise impérialiste d'élever la participation étatique, est une mesure bourgeoise qui, isolée telle qu'elle a été dictée, restera prise dans les filets de la structure capitaliste, sans apporter des avantages réels au peuple, comme cela a déjà été le cas pour la nationalisation des mines.

Il faut être conscient que la nationalisation de la Gulf Oil Company a été une mesure « héroïque » prise par l'Armée-Parti pour faire face à la débâcle catastrophique du régime bourgeois. Il est vrai que cette mesure lèse les intérêts particuliers d'un consortium impérialiste, mais il est aussi évident qu'elle a servi à désamorcer momentanément les forces révolutionnaires sur le point d'éclater. Des porte-parole de l'impérialisme ont justifié cet acte, quoiqu'il leur déplaise ; parmi eux Rockefeller pour qui il faut maintenant

choisir entre la « nouvelle race de militaires progressistes » qui fait son apparition en Amérique latine, et les « barbudos », c'est-à-dire les révolutionnaires.

Théoriquement, le « Mandat Révolutionnaire » ne va pas plus loin que le réformisme bourgeois et le révisionnisme, qui appuient leurs théories sur l'existence utopique d'une bourgeoisie progressiste et sur la division du processus révolutionnaire en deux étapes différentes et séparées. Ces théories ont déjà été condamnées par l'histoire. Dans cette période de domination impérialiste, le capitalisme et la bourgeoisie nationale ne peuvent jamais sauver un pays du retard et du sous-développement, il n'existe pas de telle « bourgeoisie révolutionnaire », raison pour laquelle la mission de libérer les peuples et de les amener au progrès revient aux forces révolutionnaires socialistes, à la classe ouvrière.

Le triomphe de la révolution cubaine, c'est l'enterrement du réformisme bourgeois et du révisionnisme. Les paroles de Fidel Castro à la clôture de la Première Conférence de l'O.L.A.S. sont définitives à ce sujet : « Les documents politiques dits marxistes donnent l'impression de sortir d'archives où l'on pourrait demander un modèle, le modèle 14, le modèle 13, le modèle 12, tous pareils, avec la même phraséologie... En quoi se différencient-ils d'un catéchisme, d'une litanie ou d'un rosaire ?... Il y a des thèses vieilles de 40 ans. Par exemple, pour n'en citer qu'une, la fameuse thèse sur les bourgeoisies nationales. Combien de travail a-t-il fallu pour arriver à se convaincre que c'était un schéma absurde pour ce continent ? Que de papier, que de phrases, que de palabres dans l'attente d'une bourgeoisie libérale, progressiste, anti-impérialiste. Et vraiment nous nous demandons s'il reste quelqu'un pour croire encore aujourd'hui au rôle révolutionnaire d'une quelconque bourgeoisie sur ce continent. »

Notre position est claire. Le retard et le sous-développement de la Bolivie ne seront pas résolus par des mesures partielles d'un programme bourgeois, mais par la révolution socialiste, dirigée par une Armée Révolutionnaire de Libération Nationale et Sociale, en partant de la guerilla, révolution ayant pour but de créer en Bolivie un Etat nouveau et une société nouvelle dans la voie ouverte par Cuba Socialiste, processus qui culminera par l'expulsion de l'impérialisme de toute l'Amérique latine.

Le « Mandat Révolutionnaire » des Forces Armées, pour soutenir ses postulants, comme c'est normal, appelle à la formation d'une Alliance Sociale ou front de classes réunissant la bourgeoisie, les classes moyennes et les masses ouvrières. Les gouvernements du M.N.R. se sont eux aussi déclarés « pluri-classistes », mais tous les travailleurs savent que leur politique fut bourgeoise, anti-ouvrière, et qu'elle a fini au service des intérêts impérialistes.

Le gouvernement Ovando réclame l'appui des masses ouvrières, mais dans son programme n'est inscrit aucun problème spécifique de la classe ouvrière. Il offre seulement d'étudier l'augmentation des salaires et la participation aux bénéfices. Alors qu'il garantit le capital national et protège les investissements privés étrangers, le gouvernement Ovando se hâte de bloquer les salaires. Ce n'est rien d'autre que la répétition de la politique économique en vigueur depuis le M.N.R., en passant par Barrientos, qui consiste à faire subir aux travailleurs les conséquences de la crise.

En ce qui concerne la politique internationale, les relations d'un pays capitaliste avec l'U.R.S.S., sur le plan politique ont depuis longtemps cessé d'être une mesure révolutionnaire. Au contraire, la présence de l'U.R.S.S. dans des pays traversant des crises révolutionnaires violentes, représente un appui aux tendances modérées, conservatrices, étant donné que l'U.R.S.S. proclame et pratique la coexistence pacifique, qu'elle est l'ennemi des guérillas et de la révolution violente pour la prise du pouvoir par les masses, et qu'elle soutient la voie pacifique de passage au socialisme. Indépendamment des accords économiques, ces positions développées par l'U.R.S.S. conviennent politiquement au gouvernement Ovando. La bourgeoisie colombienne, devant le développement de la guérilla, avait elle aussi eu recours à des relations avec l'U.R.S.S. Les relations et la coopération économique de l'U.R.S.S. avec les gouvernements bourgeois secoués par des révolutions, comme l'a dit Fidel Castro, n'apportent aucune aide au socialisme.

La conclusion est claire. Le « Mandat Révolutionnaire », comme programme, et les mesures prises par le gouvernement Ovando, appartiennent à l'arsenal d'une bourgeoisie acculée, traversant une crise catastrophique, qui se voit obligée d'entreprendre certaines réformes en apparence radicales et audacieuses, dans le but de freiner et de désorganiser le processus révolutionnaire dévastateur dirigé par la guérilla, et d'échapper à une crise financière mortelle. Avant que la révolution la mette en pièces, la bourgeoisie essaie de prolonger son existence, peu importe si c'est au prix de certains de ses intérêts.

L'Armée-Parti, secouée par les progrès de la guérilla et par la radicalisation des masses, a adopté un langage gauchisant, mais ses prétentions ne dépassent pas

la modernisation de l'Etat bourgeois, son rajeunissement par le haut, le ravalement de sa façade, sans pour autant s'attaquer aux véritables causes de l'arriération nationale. Les discours éloquents des chefs militaires ne touchent pas à la structure de l'exploitation nationale et impérialiste. Ovando déclare par exemple qu'il mène une guerre à mort contre l'impérialisme ; mais quel genre de guerre est-ce, si l'impérialisme continue d'entraîner l'armée bolivienne et si les « Peace Corps » et les missions militaires impérialistes continuent d'opérer en Bolivie ? Cette guerre est une farce, comme les combats de boxe combinés à l'avance dont on connaît déjà le gagnant.

La lutte pour l'indépendance nationale de la Bolivie est une question beaucoup plus sérieuse qui ne se règle pas par la nationalisation de la Gulf Oil Company. La libération nationale est indissolublement liée à la Révolution sociale, et seul le renversement du capitalisme, la défaite de l'impérialisme et la construction du socialisme peuvent permettre sa réussite. C'est ce qu'a montré Cuba. Le chemin que doivent suivre notre pays et l'Amérique latine est celui de la révolution cubaine victorieuse !

6. REORGANISATION DES PARTIS FACE AU GOUVERNEMENT OVANDO.

Comme nous l'avons dit, l'opération « sauvetage de l'Etat capitaliste » montée par l'Armée-Parti, cherche à désarmer politiquement les masses et les groupements oppositionnels dits de gauche.

Le premier résultat a été l'expectative du peuple et l'espoir qui a pointé dans de larges secteurs. Ceci a permis aux militaires, sans courir de risques, d'alléger l'encerclement des mines, donnant ainsi l'impression d'un retour à un climat démocratique.

Avec ces mesures et la nationalisation de la Gulf Oil Company, le commandement militaire a commencé sa lutte pour prendre la tête de la mobilisation des masses, comme l'a montré la manifestation du 21 octobre dernier. L'armée accepte la mobilisation des masses, mais sous sa direction et son contrôle.

A l'occasion de ce processus, quelques déviations favorables aux manœuvres militaires se font jour déjà, et il est nécessaire de les démasquer :

a) Les partis bourgeois et petits-bourgeois s'empressent de témoigner leur appui sans réserve au gouvernement Ovando. Ils s'efforcent de s'y intégrer au travers des Fronts de la Gauche Nationale. Ainsi l'attitude des partis F.S.B., M.N.R., P.R.I.N., P.D.C. En même temps le gouvernement crée et fait fonctionner ses propres partis : A.N.R. et P.R.N. Ils ont tous en commun leur opposition au socialisme, à la révolution prolétarienne et aux guérillas. Ces courants défendent, en dernière analyse, le **statu quo** capitaliste. Agrippés aux basques des militaires au pouvoir, ces groupements ont pour ambition de s'introduire dans l'appareil d'Etat sous couvert de canaliser et de diriger la mobilisation des masses. Ils s'offrent comme soutien populaire. De plus, ce sont eux qui prennent à leur charge la théorisation politique de la « Révolution Ovandiste nationaliste de gauche ».

Ces jeux d'équilibre d'opportunistes connus, désireux de tirer profit des avantages du pouvoir, n'ont pas plus d'importance, et dès maintenant les masses s'en démarquent sur des critères sûrs.

b) Plus graves sont les déviations qui peuvent se faire jour dans le mouvement ouvrier de la part des bureaucraties syndicales et de la vieille direction de la C.O.B. Il y a dans ces directions un mélange de révisionnistes soviétiques et de réformistes socialisants, soutenus par des militants du P.C. et du P.R.I.N.

Ces déviations opportunistes sont loin de satisfaire les intérêts de la classe ouvrière et les nécessités d'un réel développement économique et social du pays à travers une révolution de libération nationale et sociale. Ils commencent par admettre, sans aucune analyse sociologique, mais en se fiant uniquement aux déclarations officielles, que le gouvernement Ovando incarne une véritable révolution à laquelle il manque seulement le peuple, la mobilisation des masses. La révolution, ont-ils déclaré, est verticale, c'est là sa faiblesse ; on la surmontera en rapprochant le peuple d'elle, en faisant entrer les masses au gouvernement. C'est pourquoi leurs mots d'ordre ont été : « les ouvriers au pouvoir », « le peuple au pouvoir », c'est-à-dire que les militaires introduisent les travailleurs au Pouvoir. Ils complètent ceci, en donnant à Ovando un programme pour qu'il le réalise, lui, pensant que du nationalisme des militaires on passera au socialisme. Pour eux, la défense de la nationalisation de la Gulf Oil Company passe par l'appui et la confiance politique accordés au général Ovando.

Restant prisonniers de ce schéma, chacun a ses caractéristiques propres de groupe, le P.C. pro-soviétique, le P.R.I.N., de gauche et d'autres groupes petits-

bourgeois. Les communistes y ajoutent leur vieux cliché (formulaires 12, 13, 14, dirait Fidel) de la contradiction principale, qui se place au-dessus de la lutte de classe, entre nation opprimée et métropole impérialiste exploiteuse, avec laquelle ils justifieront toujours leur théorie vouée à l'échec de la « révolution par étapes » et sur le rôle de la « bourgeoisie progressiste ». Les relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. ont comblé tous les désirs des communistes, et ils apparaîtront rapidement comme les meilleurs défenseurs d'Ovando.

Quant au groupuscule de Lora, qui est un instrument de provocation depuis des années, il s'emploie comme il le fit par le passé à rabaisser le prestige des guérillas. Pendant la répression qui a débuté en juillet dernier, ce bourgeois poltron s'offrait le luxe de se promener en condamnant les guérilleros dans de petits communiqués que publiait la presse, et donnait des conférences où il ridiculisait l'héroïque et vaillante conduite des combattants de l'E.L.N. Objectivement, la conduite de ce jaune, ex-révolutionnaire, est au goût des contre-révolutionnaires : sous couvert de « valoriser » les guérillas, il a toujours essayé de les diminuer aux yeux des masses. Sa position actuelle, comme par le passé, est politiquement jaune et lâche, elle se réduit à un simple activisme syndical, économiste. Il persiste dans sa théorisation de « l'insurrection de masse », dans l'abstrait et pour une date lointaine, imprécise, parce qu'aujourd'hui « les conditions ne sont pas mûres » et que « les masses ne sont pas à la hauteur du programme révolutionnaire ». Pour cet ex-marxiste, ex-internationaliste, ex-trotskyste, les conditions ne sont jamais mûres. Lora, comme tout bourgeois poltron, a peur de la révolution, et encore davantage du bruit d'armes produit par les guérillas. Le destin de Lora est de finir comme Tristan Marof, comme écrivain médiocre et malhonnête. Il a déjà dans ses jugements contre-révolutionnaires sur les guérillas un bon compagnon en Ricardo Anaya.

L'autre groupuscule, personnifié par l'ex-membre du P.O.R. et ex-trotskyste Amadeo Vargas, n'a d'autre existence que celle que lui donne et reconnaît le gouvernement. Manipulant et usurpant le nom du P.O.R. et de la IV[e] Internationale, cet agent de la bourgeoisie appuie et glorifie ouvertement la caste militaire et Ovando qui, pour lui, est « partie prenante du courant révolutionnaire mondial ». Au comble de sa dégénérescence politique, il nie la nécessité même de la Révolution en affirmant que « le pouvoir se prend petit à petit ». Avec son culte des masses et de ses mobilisations spontanées, qui au fond cache son impuissance à être un acteur du processus révolutionnaire, il réduit le programme révolutionnaire à un simple énoncé de conquêtes économiques. Il est devenu maintenant un coordinateur actif des partis bourgeois et petits-bourgeois qui appuient Ovando. Cet agent de la bourgeoisie n'a rien à voir avec le P.O.R. et la IV[e] Internationale.

Les masses radicalisées, les travailleurs révolutionnaires n'ont rien à voir avec toutes ces déviations opportunistes, suivistes et capitulardes. Depuis le début de la guérilla en 1967, ces groupuscules ont perdu tout rôle historique pour devenir des croûtes du mouvement ouvrier qu'il faut nettoyer.

7. PROMOUVOIR UNE MOBILISATION INDEPENDANTE DES MASSES A LA TETE DE L'ARMEE REVOLUTIONNAIRE DE LIBERATION NATIONALE POUR PRENDRE LE POUVOIR.

Le gouvernement Ovando et l'Armée-Parti, avec leur « Mandat révolutionnaire », leurs déclarations et leurs messages, n'incarnent pas la révolution populaire et ouvrière. Ils ne sont pas partie prenante de la révolution de libération nationale et sociale qui progresse en Amérique latine et dans le monde entier. Au contraire, ils représentent un sous-produit de la bourgeoisie aux abois qui se refuse à périr, ils représentent un obstacle, une barrière, que la société capitaliste en décomposition dresse pour freiner la révolution en marche. Ils sont par là même une manifestation de l'impuissance et du recul de la bourgeoisie.

Nous, les révolutionnaires marxistes-léninistes, trotskystes, devons nous démarquer par une ligne de feu de ce gouvernement et de toutes les tendances opportunistes qui font chœur avec lui. Notre devoir est d'empêcher les travailleurs et les masses boliviennes d'être trompés et conduits à la défaite. Nous, les révolutionnaires, ne pouvons pas contribuer à duper les masses, pour éviter qu'elles servent d'appui à un gouvernement qui n'est pas le leur.

La position révolutionnaire de principe que nous proclamons devant les masses, est faite **d'indépendance et d'absence totale de confiance politique** vis-à-vis du gouvernement Ovando, de son programme bourgeois, de l'Armée-Parti et de ses manœuvres de sauvetage du régime capitaliste.

Mais il n'y a pas que cela. Nous, les marxistes-léninistes, trotskystes, en liaison avec les masses, nous nous dressons comme l'alternative de pouvoir, révolutionnaire et indépendante, opposée au gouvernement militaire.

C'est cela qui nous différencie de manière tranchée des autres courants qui se disent ouvriers. Alors que ces courants mettent tous leurs espoirs dans Ovando et les militaires qu'ils appellent « nationalistes », à qui ils demandent sans cesse de devenir révolutionnaires, nous, nous appelons une vraie révolution à contenu socialiste.

Ovando étant un représentant de la bourgeoisie, il est tout à fait naïf, voire stupide, de lui demander d'accomplir des tâches dont la réalisation revient au prolétariat révolutionnaire et à son avant-garde. Demander à Ovando qu'il fasse participer les ouvriers au gouvernement correspond à une trahison, car ce serait les soumettre au contrôle et à la direction de la bourgeoisie. Avancer le mot d'ordre de « la classe ouvrière au pouvoir », sous la direction de son avant-garde et par une révolution armée, est tout à fait différent. C'est là la stratégie marxiste révolutionnaire de prise du pouvoir. Le reste n'est que suivisme honteux de la part de signataires de pétitions impuissants qui attendent que quelqu'un, mais surtout pas eux, fasse la révolution par intérim. La différence est nette : les opportunistes s'en tiennent à une politique de pression tout en restant attachés au char de la bourgeoisie ; nous, nous mettons en avant une alternative propre, indépendante, pour organiser la révolution et prendre le pouvoir.

Nous, les révolutionnaires, n'abdiquons au profit de personne notre rôle de diriger le peuple jusqu'à la victoire. Nous sommes convaincus que le socialisme ne se construit pas avec des morceaux et des miettes mendiées à l'impérialisme. Aux naïfs qui, aveuglés par les mesures de sauvetage dictées par Ovando, croient voir en lui une alternative de libération, il faut rappeler que le régime d'exploitation impérialiste, le pouvoir de la bourgeoisie ne seront jamais détruits par de petites conquêtes. Pour briser ce pouvoir, il faut une vraie révolution qui suppose la destruction des structures de tout le système d'exploitation. Car si on ne le brise pas, et si la bourgeoisie garde le pouvoir, l'impérialisme saura absorber ces petites conquêtes. L'histoire bolivienne est riche d'expériences qui enseignent cette leçon.

De cette position révolutionnaire découlent deux tâches fondamentales :

1) **Promouvoir, impulser et diriger la mobilisation indépendante des masses par un programme de transition.**

Les manœuvres militaires de sauvetage de la bourgeoisie et de son Etat l'ont forcé à relâcher la répression syndicale. Le gouvernement, qui a échoué dans sa tentative de détruire les syndicats, essaie maintenant de lier leur fonctionnement au système. Ceci permet une certaine marge de manœuvre démocratique dont il faut profiter au maximum. Il faut impulser la réorganisation de l'ensemble du mouvement ouvrier, depuis le syndicat jusqu'à la COB, sur une ligne indépendante et de classe. Mais la réorganisation syndicale doit être menée conjointement avec la lutte pour un programme de revendications économiques, sociales et politiques. Il faut reprendre la lutte au niveau où elle en est restée en 1965 au moment où s'est déclenchée la répression. Ce n'est pas une lutte nouvelle qui part de zéro, mais, au contraire, elle intègre à son acquis toutes les conquêtes et expériences des années antérieures, auxquelles s'ajoutent les enseignements tirés par les travailleurs durant les cinq dernières années de terreur militaire. Sur le plan organisationnel, la mobilisation des masses se fait à partir de la COB, en tant que centre unificateur de la classe ouvrière, de la paysannerie, des étudiants et des secteurs pauvres de la classe moyenne.

Le rétablissement du contrôle ouvrier sur toute l'industrie, privée et nationalisée, l'expulsion des entreprises impérialistes exploitant les richesses nationales, la restitution aux mineurs de leur salaire d'avant mai 1965, combinée avec une augmentation générale des salaires pour tous les travailleurs du pays, la réintégration des 3.000 ouvriers licenciés pour des motifs syndicaux et politiques, et du travail pour les chômeurs, la promotion d'une véritable révolution agraire qui sorte les paysans de la misère, l'ouverture des écoles, des lycées et des universités aux centaines de milliers de jeunes qui ne reçoivent ni instruction ni formation professionnelle : autant de points à mettre au centre du programme de transition qui impulse la mobilisation des masses. Ce programme doit être compris comme étant le pont qui conduira le peuple au pouvoir ouvrier, au socialisme, et il doit être utilisé en liaison avec la stratégie révolutionnaire.

2) On impulse la mobilisation des masses en portant la lutte de classe à son plus haut niveau dans la perspective de déclenchement de la révolution et de la prise du pouvoir. La révolution n'est ni un fruit qui tombe du ciel, ni une idée qui fait son chemin sans l'intervention des hommes. La révolution est un processus monnayé par la lutte des classes, qui a besoin de révolutionnaires en chair et en os et d'un instrument organisationnel capable de prendre le pouvoir. Il s'agit maintenant de construire l'instrument approprié pour cette tâche.

Nous vivons une période révolutionnaire qui réunit la majorité des conditions signa-

lées par les classiques du marxisme pour la prise du pouvoir. Il s'agit maintenant de construire l'instrument approprié pour cette tâche.

Elément du processus latino-américain, la situation actuelle en Bolivie qui connaît une militarisation de la politique et un contrôle absolu du pays par l'Armée-Parti, fait que le moyen de construire cet instrument et de prendre le pouvoir est la lutte armée, plus concrètement la guérilla.

La guerilla est toujours à l'ordre du jour. Peu importent les coups reçus, les pertes en hommes et en armes. Même si c'est douloureux, tout cela peut être rétabli. L'important est de constater qu'il n'y a pas d'autre voie pour des révolutionnaires authentiques. Les illusions soulevées par Ovando disparaîtront bientôt et les coups de fusils tirés par l'armée sur les masses crépiteront à nouveau. Le processus conduit à un affrontement. Il en sortira la victoire ou la défaite, selon que l'issue correcte aura été ou non organisée.

Les révolutionnaires et l'avant-garde ouvrière doivent se rappeler 1964 et 1965. Prend le pouvoir celui qui, confiant en ses propres forces, détient les armes et qui est décidé à le prendre.

Une mobilisation insurrectionnelle des masses, si large soit-elle, finira par être vaincue par les armées modernes exerçant le rôle de partis politiques de la bourgeoisie. Exemple : Mexico, Cordoba. La C.O.B., à l'époque du M.N.R., centralisa le pouvoir et la force des masses boliviennes. Mais cette puissance a éclaté en morceaux, a disparu devant le coup d'Etat préventif de l'armée dirigée par Ovando et Barrientos. Il y en a qui, sans rien apprendre de la réalité, voudraient répéter de vieux schémas éculés. Les insurrections de masse de Mexico, de Cordoba, de la C.O.B. en Bolivie, ont été battues parce qu'il leur manquait deux éléments :

a) Préparation et décision pour prendre le pouvoir par elles-mêmes. Elles n'ont cherché qu'à faire pression sur le régime capitaliste pour obtenir quelques avantages. Une simple politique de pression n'arme ni idéologiquement ni matériellement les masses, et ouvre la voie à la défaite.

b) L'instrument armé ou organisation militaire. On ne peut pas prendre le pouvoir avec des tracts, des refrains de rue ou des discours. Il faut un organisme militaire, préparé, entraîné, capable de répondre sur le même terrain aux armes de l'armée capitaliste.

Et une nouvelle défaite se produira en Bolivie si nous laissons les opportunistes et les capitulards s'emparer des organisations syndicales et les endormir avec leurs chants pacifistes.

Le trait spécifique de la période, c'est la guerre. Les armées se sont substituées aux partis traditionnels de la bourgeoisie et se sont transformées en partis politiques armés. Pour les affronter, nous, révolutionnaires, devons construire une armée révolutionnaire, faute de quoi les masses mobilisées se heurteront sans défense aux fusils bourgeois. Si en Bolivie, aujourd'hui, l'Armée-Parti a fait une pirouette, prétendant être du côté du peuple et à la tête d'une révolution, tout cela n'est dû qu'à des mesures d'ordre tactique, destinées à éviter une explosion révolutionnaire plus grande, comme nous l'avons expliqué plus haut. Quand le plan aura échoué, la répression reprendra.

Mais on ne peut pas organiser dès le début cette armée du peuple en de grandes unités possédant un armement lourd. On doit obligatoirement commencer par de petits noyaux de guérilleros qui, au feu des défaites ennemies, se transformeront dans la grande armée rebelle qui prendra le pouvoir à côté des masses urbaines et paysannes.

C'est dans cette perspective, ayant assimilé l'expérience bolivienne et les nécessités des masses encerclées militairement, qu'ont fait leur apparition les guérillas dirigées par le Che en 1967, qui ont réapparu en 1969 avec Inti Peredo.

Malgré les défaites, la guérilla est toujours à l'ordre du jour. Donc le devoir de tout révolutionnaire marxiste-léniniste c'est d'adhérer à cette conception. Le renforcement de la guérilla et de l'armée révolutionnaire est intimement lié à la mobilisation révolutionnaire des masses. Celle-ci sera le bouillon de culture du guérillero, comme disait le Che. La guérilla est la continuation de la lutte de classes par d'autres moyens, elle est le couronnement du mouvement de masses.

Voilà la tâche fondamentale des révolutionnaires marxistes-léninistes :

MOBILISER LES MASSES DANS LA VOIE REVOLUTIONNAIRE A COTE ET SOUS LA DIRECTION DE L'ARMEE REVOLUTIONNAIRE POUR PRENDRE LE POUVOIR !

LA PRISE DU POUVOIR !

BOLIVIE, novembre 1969

Approuvé à l'unanimité par la Conférence nationale extraordinaire du Parti Ouvrier Révolutionnaire (P.O.R.), réalisée dans la clandestinité qu'impose la répression féroce contre ses dirigeants.

Interview de trois prisonniers politiques, Hector Bejar, Ricardo Gadea et Hugo Blanco, sur les problèmes de la révolution péruvienne

L'interview suivante, qui réunit les réponses données récemment par trois dirigeants révolutionnaires péruviens intéressera ceux qui suivent la discussion à l'ordre du jour au sein de l'avant-garde latino-américaine sur des problèmes tels que le rôle de la guerre de guérilla, sa relation avec la construction d'un parti révolutionnaire de combat, les positions des différentes tendances d'extrême-gauche, le caractère des nouveaux régimes bolivien et péruvien, et l'attitude des Cubains à l'égard de ces régimes.

Ces questions furent posées à Hector Bejar, et Ricardo Gadea, qui purgent leurs peines à la prison de Luringaucho et à Hugo Blanco, qui purge la sienne à El Fronton. L'intervieweur a disposé les réponses de façon à obtenir une sorte de discussion à laquelle les trois prisonniers politiques auraient aimé avoir participé, en ayant l'occasion de se réfuter, ou du moins de porter la discussion plus avant.

Hector Bejar est l'auteur d'un essai qui circule maintenant couramment et qui reçut le prix de *Casa de las Américas* en 1969. Il représente la position de l'E.L.N. (Ejército de Liberacion Nacional — Armée de Libération Nationale).

Ricardo Gadea parle au nom du M.I.R. (Movimiento de Izquierda Revolucionaria — Mouvement de la Gauche Révolutionnaire). Comme Béjar, il participa à la lutte de guérilla de 1965.

Hugo Blanco, qui gagna une renommée mondiale dans le premier grand soulèvement paysan des années 60, est le dirigeant du F.I.R. (Frente de Izquierda Revolucionaria — Front de la Gauche Révolutionnaire), section péruvienne de la IV[e] Internationale.

La référence à Fidel Castro dans une des questions concerne un discours prononcé par le dirigeant cubain à la raffinerie de sucre Antonio Guiteras à Puerto Padre dans la Province d'Oriente le 14 juillet 1969, dans lequel il dit que : « si une révolution authentique se développait au Pérou, même si ses dirigeants étaient des militaires, Cuba défendrait cette révolution ». Sur la possibilité qu'une telle chose arrive au Pérou, Castro affirma : « ce qui pourrait résulter d'un tel processus c'est qu'elle continuerait d'avancer et qu'elle pourrait triompher complètement... »

Alors qu'une telle position n'est pas sans précédent chez les Cubains, correspondant effectivement à leurs positions diplomatiques dans de nombreux pays, elle a été incluse dans la discussion à l'ordre du jour au sein de l'avant-garde latino-américaine.

—

Question. — Comment voyez-vous la relation entre le parti et la révolution ?

Béjar. — Je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'avoir un « parti » pour faire une révolution. Au Pérou il existe de nombreuses organisations révolutionnaires. Il y a une division du travail entre elles à présent. Par exemple, le F.I.R. a mené le travail dans la paysannerie ; l'Avant-Garde Révolutionnaire a travaillé parmi les étudiants et les ouvriers. Les maoïstes mènent le travail dans les mouvements étudiants et ouvriers. Dans ce sens, le parti est là. Il est vrai qu'il n'y a pas de direction unitaire, mais je ne pense pas que cela soit possible pour l'instant.

Essayer de créer un parti avec une direction centralisée plutôt que d'aider la révolution deviendrait un handicap. Nous avons besoin de la liberté d'expression de toutes les tendances à l'intérieur du mouvement et un parti retarderait ce processus.

Gadéa. — Il n'existe à ce jour aucun parti qui soit une organisation d'avant-garde. Il existe une série d'organisations qui ont des terrains d'entente et quelques désac-

cords. Nous passons par une phase relative au développement du parti.

Mon avis est que le parti se formera dans la lutte révolutionnaire. Je ne suis pas d'accord avec ceux qui pensent que l'on peut former un groupe, puis s'appeler « l'avant-garde ». J'appartiens au M.I.R. Nous préfèrons un mouvement marxiste. Nous ne nous considérons pas comme l'avant-garde mais comme une partie de la formation de cette avant-garde.

Nous pensons que tous les groupes révolutionnaires doivent garder une complète indépendance à l'égard du gouvernement. Le régime actuel est un régime capitaliste réformiste. Les révolutionnaires et le prolétariat au Pérou doivent se préparer pour une vraie révolution, il n'y a pas d'autre voie possible. La tâche présente est de se préparer politiquement et militairement. Pour cela la gauche doit participer au mouvement de masse. La gauche est faible aujourd'hui. Tandis qu'elle travaille à se renforcer, elle doit se rappeler que la perspective est une guerre, une guerre révolutionnaire. Nous devons nous préparer organisationnellement à combattre avec des armes.

Nous avons besoin de travailler parmi les masses pour nous affermir et pour élever leur niveau de combativité. Dans l'immédiat, ce travail est le plus important. Mais chaque membre, chaque révolutionnaire, doit se pénétrer de l'idée qu'il sera, à un moment donné, un combattant et que l'organisation doit posséder les qualités qui lui permettront de s'engager dans le combat. Toutes nos tâches doivent être accomplies dans le but d'une future situation révolutionnaire.

Blanco. — Pour que tout effort humain porte ses fruits, il faut une organisation. Une révolution sociale est un grand et complexe effort. Bien que ce soit les masses qui réalisent cet effort, elles n'en sont pas pleinement conscientes avant son point culminant.

« L'avant-garde » consciente qui connaît le but recherché et qui, en terme général, sait comment y parvenir, est seulement une minorité.

Comment peut-on justifier l'inorganisation de cette avant-garde ? Les anarchistes ont une explication, les « guerrilleristas » (partisans et défenseurs de la guérilla comme panacée), proches cousins des anarchistes, en ont une autre. La position des guerrilleristas provient directement de leur conception de la révolution. Pour eux, révolution est synonyme de guérilla, donc le travail d'organisation révolutionnaire est synonyme d'organisation de la guérilla.

Pour nous, en tant que marxistes, la révolution est un processus dont une des phases critiques est la lutte armée, la guérilla est une des formes que peut prendre la lutte armée. Donc, l'avant-garde consciente qui organisera et mènera les masses d'un bout à l'autre de ce processus large et complexe demande une organisation appropriée pour accomplir cette tâche. Cette organisation, c'est le parti.

Montrer l'inefficacité des Partis communistes comme preuve de l'inefficacité d'un parti est un procédé incorrect. Ces partis sont inopérants pour la révolution parce que leur objectif est de maintenir la coexistence pacifique et non de faire la révolution. Ce que nous devons en tirer, c'est que nous devons organiser un parti qui participe à tous les aspects du processus révolutionnaire.

Justement, le grand défaut de notre travail de masse parmi les paysans fut que, sous l'impact du mouvement de masse, nous n'avons pas consacré assez de temps à la construction du parti. Cette négligence nous l'avons payée très cher. La réalité nous a frappés très fort, montrant une fois de plus que Lénine avait raison lorsqu'il tenait le parti pour indispensable.

Question : Quel rôle jouera, selon vous, chacun des quatre courants principaux mondiaux du mouvement communiste — moscovites, maoïstes, trotskystes, castristes — dans la situation péruvienne ?

Béjar : Je crois que toutes les tendances ont un rôle à jouer et que l'existence de tendances est inévitable. Je suis opposé au concept d'une Mecque idéologique d'où coulerait toute vérité. Autrement, tout ce que nous aurions à faire serait de suivre les instructions venant de Moscou, de Pékin ou d'ailleurs. Ce que nous devons faire, c'est travailler vers une révolution basée sur nos expériences péruviennes en tenant compte des expériences russes ou chinoises comme des points d'analyse critique. Ceci vaut également pour Cuba.

Nous pensons qu'il y a effectivement un nouvel internationalisme. C'est-à-dire les mouvements étudiants d'Europe, la lutte noire aux Etats-Unis, les mouvements antibureaucratiques en Europe de l'Est, et le mouvement révolutionnaire en Amérique latine.

Gadéa : La tendance à rechercher et à copier l'expérience des autres pays reflète la faiblesse de notre avant-garde péruvienne. Nous avons nous-mêmes fait l'expérience des problèmes que pose la mise en avant

d'une idée abstraite sans avoir suffisamment contrôlé la situation concrète. Notre expérience de la guérilla nous en a instruits d'une manière aiguë. Elle nous a fait regarder avec plus d'attention nos propres expériences péruviennes comme celle d'Hugo Blanco. Nous devons faire face aux réalités du Pérou. De ces expériences et d'une étude de notre réalité nationale viendra l'accès péruvien à la révolution.

Le Parti communiste tombe dans l'erreur de penser que le gouvernement actuel est nationaliste et anti-impérialiste, il lui apporte donc son soutien. Nous ne sommes pas d'accord avec cette position. D'autres tendances, comme les maoïstes, soutiennent que nous devons former un front unitaire avec la « bourgeoisie nationale ». Quelques-unes des tendances trotskystes, celles de Frias et de Posadas, apportent leur soutien au régime actuel. Comme on le voit la politique correcte et réellement révolutionnaire au Pérou est de s'opposer à tout ceci.

Blanco : Les Partis communistes pro-Moscou sont des organisations à la solde de la bureaucratie soviétique. Leur objectif n'est pas de faire la révolution, mais de maintenir la coexistence pacifique. Au Pérou, ils sont satisfaits parce que nous avons une ambassade soviétique, aussi apportent-ils leur soutien à notre gouvernement bourgeois pro-impérialiste.

Les pro-Chinois représentent un courant qui était correct lorsqu'ils scissionnèrent de la gauche du vieux Parti communiste. Mais, malheureusement, dès le départ, ils agirent d'après les besoins du combat fractionnel Pékin-Moscou et non selon les besoins du processus révolutionnaire de notre pays. Leur vieux sectarisme stalinien a pris des proportions grotesques. Ils ne sont pas sectaires seulement envers le P.C. moscovite mais aussi envers tous les autres courants, y compris les groupes révolutionnaires ; le résultat c'est qu'ils finissent dans des batailles sectaires entre eux-mêmes. En ce qui concerne ce dernier point, je me réfère au Pérou, mais je ne serais pas surpris si ce n'était pas là une caractéristique générale des maoïstes.

Leur échec à rompre avec le stalinisme, leur remplacement des discussions politiques par des diatribes, leurs agissements selon les besoins de Pékin, les rendent incapables de jouer un rôle de premier plan dans la révolution latino-américaine. Cependant il y a, dans les rangs des maoïstes, des révolutionnaires qui savent se sacrifier et être dynamiques, quelques-uns parmi eux peuvent surmonter les faiblesses mentionnées et participer d'une façon positive au processus révolutionnaire.

Les camarades castristes confondent révolution et guerre de guérillas, et ils substituent le concept de parti à la guérilla. C'est ce qui les a affaiblis le plus notoirement. Malgré le grand prestige de la révolution cubaine, de Fidel et du Che, ils sont devenus plus faibles.

Ils montrent des aspects contradictoires. Sans une analyse sérieuse, leur désaveu de l'opportunisme du Parti communiste les a conduits à désavouer le marxisme-léninisme sur de nombreux points fondamentaux. Ils sous-estiment l'importance du parti. Ils sous-estiment l'importance des mouvements de masses. Ils surestiment et glorifient les actes héroïques isolés, etc. D'autre part, l'héritage du stalinisme que beaucoup d'entre eux portent, résulte du fait qu'ils ont de nombreux aspects staliniens tels que les concepts d'une « bourgeoisie progressiste », un manque de clarification de la nature de notre révolution et la répétition de la « caractérisation » du trotskysme faite par les staliniens, etc.

Au Pérou, la réalité les oblige à un travail de masse d'une façon positive. J'espère qu'ils s'intégreront dans le processus révolutionnaire de masse et qu'ils réaliseront qu'en tant que courant « guerrilleristas » ils n'ont pas d'avenir. Par dessus tout cela, dans notre pays les castristes ont le problème de combattre un gouvernement que Fidel soutient. Dans de telles conditions, comment les castristes peuvent-ils mener à bien notre révolution ?

Nous, trotskystes, pensons que le processus révolutionnaire doit prendre pour point de départ les besoins ressentis le plus fortement par les masses, à leur vrai niveau organisationnel et à leur degré actuel de lutte et de conscience. Une révolution socialiste est la seule solution définitive aux problèmes des masses et c'est vers ce but que nous devons tendre.

Aussi petite que soit chaque conquête des masses, si elle est gagnée par leur mobilisation cela aide à les éduquer, à élever leur conscience et à renforcer leurs organisations et leurs méthodes de lutte.

Ce processus tout entier, aussi large et complexe soit-il, doit être guidé par une stratégie générale qui prenne en considération tous les aspects de la lutte et atteigne toutes les couches populaires. C'est cela la conception du Manifeste communiste, la conception du léninisme, du Programme de transition, document sur lequel la Quatrième Internationale fut fondée.

Je suis trotskyste, membre de la Quatrième Internationale. Je crois en ses métho-

des et en sa pratique. Je considère qu'il est fondamental d'organiser des partis dans chaque pays sur ces concepts généraux.

Question : Que pensez-vous du discours de Fidel Castro où il affirme qu'il est possible que le régime militaire du Pérou puisse mener la révolution péruvienne.

Béjar : Je crois que Fidel a tort. L'armée péruvienne continue d'être l'armée de la bourgeoisie. Ce n'est pas seulement une affirmation dogmatique mais une réalité, confirmée par le gouvernement dans ses actes.

Gadéa : Nous ne sommes pas d'accord avec le discours de Fidel. Nous reconnaissons que, pendant de nombreuses années, Cuba a maintenu une ligne politique internationaliste et révolutionnaire envers l'Amérique latine. Le M.I.R. en est lui-même la preuve. Mais le M.I.R., depuis ses origines, a été une organisation indépendante attachée aux réalités de notre pays.

La réalité du gouvernement actuel est qu'il n'est pas révolutionnaire. Ses réformes visent à renforcer un système capitaliste monopolistique dominé par l'impérialisme. Ce processus ne peut conduire à la libération de notre pays. Au contraire, il approfondit la dépendance de notre pays. Ainsi, après la vente des actions de cuivre aux Etats-Unis par la politique de la « porte ouverte » aux investissements étrangers, ce processus s'est développé ces derniers mois.

Blanco : C'est très malheureux que Fidel soutienne le gouvernement bourgeois pro-impérialiste à cause de sa politique de développement du pays et de sa démagogie anti-impérialiste. C'est un gouvernement qui a massacré les paysans, qui, avec la bourgeoisie nationale et les impérialistes, est en conflit avec les travailleurs péruviens ; qui réprime les étudiants pour leur résistance au projet gouvernemental de contraindre l'université à un rôle de centre du développement des intérêts impérialistes.

Au Pérou, tous les révolutionnaires sont contre le gouvernement, y compris les castristes, bien sûr.

Voici un incident dont je me souviens : A Chaupimayo, je fus une fois éveillé par une paysanne qui était venue de chez elle assez loin de là ; elle hurlait positivement. Je pensais qu'il lui était arrivé quelque chose de terrible. Aussi je lui demandais s'il n'y avait pas eu un accident. Elle répondit : « Non ! j'ai entendu à la radio que notre Fidel bien-aimé a été assassiné ! » Plus tard, lorsque nos guérilleros étaient dans la jungle, cela nous bouleversa d'entendre le fervent soutien de « Radio Havane ». Je suis sûr que cette camarade paysanne était également émue dans sa cabane par « Radio Havane ».

Bien que nous devions toujours être loyaux envers le peuple, il est douloureux de penser que cette camarade entend ce que « Radio Havane » et notre Fidel disent du gouvernement péruvien. Aujourd'hui, cette camarade contrôle la terre qu'elle a gagnée par la lutte des paysans. Les gouvernements bourgeois n'ont pas osé leur reprendre la terre. Le gouvernement actuel essaye de la leur faire payer. Mais les paysans résistent, ils défendent la réforme agraire qu'ils ont faite, ils la défendent contre la « réforme agraire » du gouvernement.

Pourquoi Fidel met-il sa confiance dans un gouvernement qui combat cette paysanne ? Pourquoi ne fait-il pas confiance à cette camarade qui s'est battue pour sa terre et qui a nourri, vêtu et protégé « ses » guérilléros qui ont combattu dans les montagnes ? Fidel pense-t-il que seuls les guérilléros ou les armées bourgeoises sont capables de faire la révolution ? Ce sont les masses péruviennes qui feront la révolution, camarade Fidel ; ils utiliseront la guérilla comme une de leurs armes.

Question : Pensez-vous que nous reverrons la guerre de guérilla telle qu'elle fut commencée par Che Guevara ou bien les révolutionnaires utiliseront-ils d'autres stratégies et tactiques à l'avenir ?

Béjar : Je pense que la lutte de guérilla continue d'être l'approche fondamentale en Amérique latine pour amorcer la révolution. Mais c'est seulement une méthode de départ.

Nous devons essayer de donner aux peuples d'Amérique latine une liberté d'action aussi complète que possible. Nous devons éviter d'enfermer leurs luttes dans des idées préconçues. Je ne doute pas que le peuple saura développer une série de formes d'action qu'on ne peut imaginer aujourd'hui. Et que nous verrons la participation de différentes couches populaires et de formations politiques. Et elles auront un seul but commun : le socialisme, qui à mon avis, est la seule solution pour l'Amérique latine.

Gadéa : Nous pensons que les tactiques et la stratégie futures seront nouvelles.

D'importants changements ont eu lieu dans notre pays.

Les réformes capitalistes actuelles font apparaître une urbanisation de l'économie et de la société en général. Dans les campagnes, il est possible que la réforme agraire crée un secteur paysan privilégié, et une population marginale, à la fois urbaine et rurale, se développera rapidement. Dans ces conditions, la lutte révolutionnaire apparaîtra de différentes manières politiquement et dans l'usage des armes. Le processus d'une guerre populaire s'acheminant vers le pouvoir s'achèvera dans le socialisme. En cela nous sommes avec le Che.

Blanco : A travers les réponses aux autres questions il est clair que nous ne concevons pas la lutte de guérilla comme une stratégie, mais seulement comme une tactique que l'on doit utiliser à certains moments et sous certaines conditions.

Hausser la guérilla rurale à une stratégie générale pour tous les pays d'Amérique latine fut une grande erreur pour Fidel et le Che. Cela fut une douloureuse expérience pour l'Amérique latine. Heureusement, la dure réalité oblige de nombreux camarades castristes à reconsidérer cela. Ils commencent à comprendre que le choix n'est pas opportunisme ou guérilla, mais opportunisme ou révolution.

Victor Rico GALAN

Lettre aux étudiants en lutte

(*extraits*)

Nous publions ci-dessous des extraits d'une lettre que le militant révolutionnaire mexicain Victor Rico Galan, prisonnier politique enfermé à la prison de Lecumberri, a adressé « aux étudiants en lutte ». Et nous la faisons suivre par la réponse qu'y a faite le Groupe Communiste Internationaliste qui défend les positions de la révolution permanente.

PERSPECTIVES A COURT TERME

Il est clair, cela saute aux yeux, que la bourgeoisie au pouvoir ne pourra pas résister très longtemps à la pression terrible à laquelle elle est soumise. Nous le répétons : alors que les voies normales de luttes des masses sont bloquées et que ces dernières manquent de direction, de programme et d'organisations, la pression augmente encore et sans cesse. Sur quoi s'appuie le gouvernement ? Faute de base sociale, il s'appuie uniquement sur la terreur. Mais la terreur a deux faces. Une face terrible, présente, agissante qui est l'appareil répressif, depuis les diverses polices de toutes les tendances bourgeoises jusqu'à l'armée. L'autre face, moins présente, moins visible se trouve là-bas, à l'horizon : c'est l'intervention yankee. Si on peut contenir la majorité de la population par la simple terreur des corps répressifs, il y a des secteurs importants qui sont contenus par la menace, également terroriste, de l'invasion nord-américaine. Tout le monde connaît le manège immonde que font les politiciens du P.R.I. à propos « des choses qu'il est interdit de faire en Mexique », parce que « nos voisins ne le permettraient pas ». C'est ce répugnant chantage qu'ils appellent « réalisme politique ». Cependant, même les polices, l'armée et le « réalisme politique » ne leur permettront pas de résister longtemps à la pression des masses. Il est chaque jour plus évident que l'appareil répressif qui, en dernière analyse, est intégré à la société et sensible aux impacts de la lutte des classes, tend à se décomposer et, ce barrage emporté, il ne restera plus à la bourgeoisie mexicaine d'autre moyen de résistance que l'occupation yankee. Ce n'est pas par hasard que des voix très proches du gouvernement, bien qu'elles soient officieuses, parlent de la « vietnamisation du Mexique ». Il s'agit là d'une perspective bien réelle, à laquelle la bourgeoisie mexicaine se voit acculée par la dynamique même du processus. De fait, la «vietnamisation du Mexique» serait l'unique perspective possible s'il n'y avait pas d'autre alternative que le prolétariat ou la bourgeoisie au pouvoir.

Pourtant, il y a une autre alternative qui se dessine aujourd'hui en Amérique latine, et qui remporte des succès importants. Cette alternative provient d'éléments proches de la bourgeoisie, et même à son service, qui s'assurent le contrôle de la situation avec une politique petite-bourgeoise, démocratique et nationaliste. C'est ce qui s'est déjà produit au Pérou et en Bolivie. Des événements aussi insolites et absurdes en apparence que les chefs des armées répressives au service de la bourgeoisie et de l'impérialisme — Velasco Alvarado et Ovando — sont aujourd'hui à la tête de gouvernements nationalistes et qu'ils suivent, avec les contradictions propres aux couches moyennes de la société, une politique globalement démocratique, cela peut s'expliquer seulement à partir des tensions sociales inouïes

auxquelles conduisent l'obstruction des canaux de lutte des masses et l'accroissement incessant de la pression de celles-ci. Quand cette pression arrive à un point de rupture, elle fait éclater la roche : elle transforme certains agents des oppresseurs, dans une certaine mesure, en porte-drapeaux des opprimés. Velasco Alvarado et Ovando ne sont certainement pas Fidel Castro ; mais ils valent au moins Garrastazu Médici et Ongania. Ils ne sont pas non plus ce qu'ils étaient eux-mêmes, l'un en 1965 et l'autre en 1967. Mais, au fond, si l'on analyse la situation avec des critères objectifs, peu importe ce qu'ils sont ou ce qu'ils ont été. L'important c'est ce qui les pousse ou les tire, c'est-à-dire leur base sociale. Cette base sociale est paysanne et petite-bourgeoise, et, à une époque de transformations révolutionnaires fluides, cette base sociale ressent le poids spécifique du prolétariat qui l'entraine sans cesse un peu plus à gauche, vers le socialisme.

Le Mexique a une grande tradition nationaliste. Il n'est pas nécessaire de le rappeler, car l'étape de Cardenas est présente dans toutes les mémoires. La petite bourgeoisie nationaliste, qui dépend économiquement de l'industrie nationalisée ou des entreprises d'Etat décentralisées comme le IMSS ou l'ISSSTE a un poids social considérable. La majorité de la population est paysanne. Le prolétariat lui-même, organisé au départ par les anarcho-syndicalistes — c'est-à-dire par une tendance petite-bourgeoise — et ensuite par les nationalistes du PRM, manque de traditions d'indépendance de classe, mais, en revanche, garde vivant le souvenir de son apogée à l'époque cardéniste. Plus qu'une analyse, ceci est un cadre rapidement brossé, à grands traits. Mais cela suffit pour comprendre où va notre pays. Quand Cardenas, à Irapuato, lit le discours le plus important qu'il ait fait depuis l'expropriation pétrolière, quand il parle de la situation mondiale et de la situation nationale, quand il ébauche un programme nationaliste, il montre clairement l'influence qu'ont sur le Mexique des phénomènes comme ceux du Pérou et de Bolivie. Il exprime en termes programmatiques une partie des besoins des masses mexicaines, une partie des besoins de développement du pays et il répond — à sa manière, évidemment — à la pression énorme qu'il ressent lui aussi. Vers la fin de 1968, peu après le massacre de Tlatelolco, Cardenas fit des déclarations qui, si elles ne justifiaient pas la répression, pouvaient être, et furent de fait, utilisées à cette intention ; aujourd'hui il soutient catégoriquement que la cause des étudiants est juste et qu'elle répond à des nécessités mondiales et nationales. Peut-on trouver une preuve plus concluante de l'augmentation vertigineuse de la pression des masses ? Ici comme ailleurs, la personne même de Cardenas importe peu — l'important, ce sont les forces sociales qui ont déterminé le discours d'Irapuato. Qu'il lui soit donné suite ou non, cela est une toute autre question. Les classes en lutte trouvent toujours, tôt ou tard, ceux qui sont appelés à les diriger, si ce n'est pas directement et totalement, au moins de manière partielle et limitée.

Il n'est pas inutile de réaffirmer, bien que cela soit évident, que nous voyons dans le socialisme, la seule issue réaliste et authentique pour le Mexique et le monde entier. Nous ne sommes pas d'accord avec le programme d'Irapuato. Nous ne pensons pas qu'il puisse se réaliser par des voies pacifiques, encore que Cardenas lui-même n'ait pas semblé cette fois-là mettre beaucoup d'espoir dans le pacifisme. Nous ne sommes pas non plus d'accord pour éluder la question capitale de l'exploitation collective de la terre ; et toutes les mesures que propose Cardenas, nous les avancerions, nous, de façon beaucoup plus radicale. Mais notre divergence fondamentale consiste en ce qu'un programme de ce type serait pour nous, non un objectif en soi, mais seulement un pas en avant vers le socialisme. Cela signifie que, dans notre programme, des mots d'ordre comme ceux qu'avance Cardenas, mais plus radicaux, seraient directement liés au programme historique de la dictature du prolétariat. Je ne dis là rien de nouveau : c'est une telle politique qu'avaient déjà tracée Karl Marx et Frederic Engels en 1850.

Les divergences n'excluent certainement par les coïncidences. Un front anti-impérialiste est possible, et même nécessaire, pour donner une caution à la lutte des masses mexicaines et pour garantir, au moins pour un certain temps, le développement du pays. Il n'est pas question de faire un front avec Cardenas, comme individu ou comme dirigeant, mais avec toutes les couches sociales qui, sans être d'accord avec la perspective socialiste ou sans la croire viable, sont décidées à lutter pour les droits démocratiques des exploités et contre la pénétration impérialiste au Mexique. Au niveau individuel et, concrètement, dans le mouvement étudiant, cela peut se manifester de mille manières confuses et souvent déformées. Les accords peuvent être partiels et seulement à moitié conscients chez beaucoup d'étudiants qui perçoivent seulement une partie du problème et ne le conçoivent pas dans son ensemble, ne serait-ce même qu'au niveau démocratique. Peu importe. Il faut discuter avec eux, chercher à passer des accords, même s'ils sont partiels, il faut chercher à définir un programme commun et à créer les organismes capables de le défendre et de l'im-

poser. De cette lutte et de ces discussions émergeront les dirigeants. L'important — je reviendrai plus loin sur ce sujet — est que la discussion ne s'égare pas en conversations de café interminables, mais qu'elle englobe l'ensemble, la masse des étudiants.

Nous, socialistes révolutionnaires, sommes encore en minorité ; nous ne représentons pas pour le moment une perspective immédiate, mais ultérieure. Une des leçons du 1er janvier de Lecumberri est qu'après l'agression, les autorités se sont efforcées d'en rejeter la faute — naturellement — sur les prisonniers politiques et, parmi eux, surtout sur ceux du couloir «M». Ce n'est pas un hasard : c'est précisément en « M » que se trouvent les éléments nationalistes les plus typiques, comme Heberto Castillo, en qui le gouvernement voit ses ennemis immédiats. Une bourgeoisie en recul, qui fait une politique d'improvisation défensive, ne fait guère de prévisions au-delà de 24 heures. Il faut bien savoir que si nous tous, prisonniers politiques sommes en danger, les camarades nationalistes le sont peut-être de manière encore plus imminente : les autorités de Lecumberri ont fait courir le bruit absurde comme quoi Heberto Castillo, qui n'est jamais sorti de sa cellule, a frappé à la tête le général A.P. Vergas d'un coup de barre de fer. Les absurdités ne tombent pas du ciel : elles ont une origine politique.

Parce qu'il sont en minorité et, pour cette raison même, avec d'autant plus d'acharnement , les socialistes révolutionnaires doivent garder leur indépendance sur le terrain programmatique et organisationnel. C'est ce que disaient Karl Marx et Frederic Engels en 1850. Il serait catastrophique de cacher les divergences afin de conclure des accords et il serait impardonnable de faire des concessions de principe. Notre politique n'est pas — c'est un point capital — d'impulser la ligne de la petite bourgeoisie nationaliste, mais bien la ligne socialiste et prolétarienne. De l'impulsion que nous sommes capables de donner à la lutte du prolétariat, dépendra, en grande partie, la rapidité de l'avance de la tendance nationaliste, la profondeur qu'elle est capable de donner au processus et surtout le fait que la perspective socialiste se concrétise et apparaisse plus proche. Ce n'est pas nous qui impulserons directement les dirigeants et les idéologues nationalistes ; c'est la lutte des masses. Il ne faut surtout pas l'oublier.

Pour finir, je veux éclaircir un point qui découle de tout ce qui a été dit, mais qu'il n'est pas inutile de résumer explicitement. Si j'avance ici l'issue nationaliste comme immédiate, ce n'est pas parce qu'elle me paraît la meilleure, bien au contraire, mais parce que c'est quelque chose qui va se produire, indépendamment de notre volonté. Il s'agit là d'un fait objectif qui ne dépend de la volonté de personne. Je répète que la seule issue réaliste pour le Mexique et le monde entier est le socialisme et que c'est pour lui que nous devons lutter. En faisant cela, nous hâtons, que cela nous plaise ou non l'apparition et le triomphe transitoire de la tendance nationaliste. Mais en même temps — et c'est ce qui constitue notre revanche — nous rendons plus proche, plus imminent, l'établissement de la dictature du prolétariat. Ne pas oublier cet objectif, ne pas se contenter de solutions partielles, pour bénéfiques et avantageuses qu'elles puissent paraître à un moment donné, est un impératif suprême.

NOS TACHES AUJOURD'HUI

Discuter. Voilà notre première tâche. Le processus se produira fatalement, tel qu'il est décrit ci-dessus, quoique nous fassions et même si nous ne faisions rien. Les lois de l'histoire sont objectives, on ne peut pas les modifier à volonté. Mais les délais peuvent être plus ou moins longs, et cela dépend dans une large mesure d'une avant-garde, la plus large possible, qui puisse comprendre dans quel sens évolue la situation et essaie de l'accélérer en agissant bien et au bon moment. Sans programme, sans organisation et sans direction, le processus est long, difficile, coûteux pour les masses, amer et dur. La solution évidente, pour aller plus vite, est d'établir le programme, de créer les organisations et de forger, pas à pas, dans la lutte, les directions. Cela n'est pas la tâche d'individus ou de groupes réduits. C'est un programme pour les masses que l'on doit établir, ce sont des organisations de masse que l'on doit créer et ce sont des directions de masse qu'il faut forger. Pour cela, il est nécessaire de discuter avec les masses, d'apprendre auprès d'elles et de rechercher avec patience et ténacité les perspectives programmatiques et organisationnelles qui répondent aux besoins. Les établissements universitaires sont mobilisés. Ils doivent être convertis en centres de discussion. En premier lieu, de discussions des problèmes étudiants. L'appui passif d'un grand nombre d'étudiants qui font grève mais ne vont plus dans leurs établissements, vient de ce qu'ils n'y ont pas un intérêt direct. Déjà en 1968, dans une lettre du C.N.H. [Comité National de

grève], je montrais la nécessité, l'urgence, pour le mouvement étudiant de trouver un programme étudiant. Il faut en discuter dans les établissements. Les étudiants qui appuient le mouvement de manière passive sont d'accord, par exemple, sur la demande de liberté pour les prisonniers politiques. Mais cela ne suffit pas pour les mobiliser. Il est urgent de discuter de questions comme celle du calendrier scolaire. La bourgeoisie, continuant sa politique défensive, a fait avec le calendrier — et par conséquent, avec les programmes d'étude — une salade absurde, un véritable fouillis qui rend les études totalement impossibles. Ce phénomène est tel que personne n'étudie en médecine, pour la simple raison que ce n'est pas possible. Il en résulte qu'une grande majorité de professeurs subissent un grave préjudice ; car ils donnent des cours dans un grand nombre d'établissements pour pouvoir subsister et quand les uns s'arrêtent, les autres fonctionnent, si bien qu'ils n'ont pas de vacances. Une mise au point ferme et nette du problème du calendrier scolaire aurait l'appui immédiat des professeurs et serait bien vue par toute la population. Qui serait en désaccord avec le fait que les étudiants veulent étudier ? Avec quel argument les autorités de l'éducation nationale défendraient-elles des calendriers qui ont des buts politiques et non pédagogiques ?

Je signale ce problème comme un exemple. Je suis très loin d'être un expert sur les problèmes étudiants, et sans doute vous, étudiants, pouvez proposer des thèmes de discussion beaucoup plus vivants, directs et importants que ceux que je pourrais vous proposer. Mais il est impératif que l'on discute largement de ces problèmes dans les assemblées générales, là où vient la masse des étudiants. Ils viendront dans la mesure où l'on parlera des problèmes qui les touchent et dans la mesure où tous pourront faire entendre leur voix, et où on discute pour arriver à des conclusions communes et non pour imposer une ligne particulière, qu'elle soit celle d'un individu ou d'un groupe. Le programme étudiant doit sortir de ces assemblées, de ces discussions, ainsi que les organisations représentatives, démocratiques, capables d'améliorer le programme, de l'imposer aux autorités, de rechercher les méthodes de lutte les plus adéquates en tout lieu et à tout moment. En ce moment, par exemple, on discute pour savoir s'il faut faire grève, s'il le faut absolument ou s'il faut organiser des grèves échelonnées. C'est un faux problème, un problème mal posé, dans la mesure précisément où le mouvement n'a pas encore défini ses objectifs et ne s'est pas organisé pour les obtenir. Quand on a un programme et des objectifs, les méthodes découlent de la situation même, en tenant compte en tout premier lieu du contexte général de la lutte des classes dans lequel se débat le pays, contexte qui rend impossible la répétition mécanique des méthodes de 1968. La masse ne veut pas recommencer les actions de 1968 ; elle sait que c'est impossible et elle a raison.

Pour organiser la lutte, nous avons — vous avez surtout — l'expérience des comités de lutte et du C.N.H. Dans la mesure où, actuellement, les comités de lutte sont des noyaux combatifs, dans beaucoup de cas pas liés à la base, et issus de décisions d'assemblée, ils sont faibles et insuffisants comme instruments pour avancer. Cette faiblesse se multiplie dans les comités de coordination. Le vieux C.N.H. détenait sa force de sa représentativité et du fait que les mandats des délégués étaient révocables ; mais son point faible résidait dans son caractère d'organisme transitoire, issu du mouvement et condamné à mourir avec lui. Pour cette raison, il fut liquidé avec une relative facilité. Aujourd'hui, il faut profiter de l'expérience et forger une organisation stable et permanente. Non du haut en bas, mais au contraire de bas en haut. Dans les assemblées de faculté doivent être élus ceux qui comprendront le plus clairement les problèmes, qui trouvent le plus souplement et le plus profondément les solutions et qui montrent le plus de décision pour la lutte. Avec eux, on doit tenir un Congrès, d'où sortira comme organisme permanent un Comité Central Etudiant. L'idéal serait qu'il soit national, mais il ne faut pas tomber dans l'illusion à vouloir cacher les apparences. Sa représentativité est plus importante que son ampleur, et s'il ne peut être national pour le moment, il suffira bien qu'il représente les facultés et les lycées aujourd'hui mobilisés.

J'insiste par-dessus tout sur le fait que les étudiants eux-mêmes peuvent apporter des idées beaucoup plus concrètes et lucides que celles que je suis à même de suggérer. Mais ce n'est pas en notant soigneusement quelques questions que la lumière se fera immédiatement pour toutes. C'est une conquête irréversible du mouvement étudiant mexicain que de s'ouvrir aux exploités et d'aller vers les ouvriers et les paysans, comme ce fut le cas pour les usines ou à Topilejo en 1968. Pourtant cela fut fait alors avec une certaine ingénuité : les étudiants croyaient de bonne foi qu'ils allaient politiser les ouvriers, alors que, dans leur grande majorité, ils ignoraient ce qu'est un syndicat, comment il est structuré, comment s'y fait la lutte interne. Les ouvriers recevaient avec sympathie ces « maîtres » improvisés, mais ils ne pouvaient leur faire confiance à cause de ces manifestations visibles d'ignorance et il n'était pas possible que la classe sociale qui, par excellence, est la plus atta-

chée à la lutte organisée, change l'essence même de cette lutte sous l'effet de l'improvisation hâtive étudiante.

Ils sont nombreux, les étudiants qui ont appris cette leçon, qui ont assimilé cette expérience. Mais on sent chez certains un sentiment de désarroi, d'impuissance, en face des forces productives. Ce sentiment est faux. Les ouvriers et les paysans ont besoin des étudiants. Les « petits chefs », avec tout leur appareil d'ouvriers privilégiés, les mercenaires à leur solde et, en dernier lieu, avec la police qui vient toujours à leur aide, empêchent à tout prix les assemblées dans les locaux syndicaux ou bien les autorisent seulement s'ils peuvent les contrôler rigoureusement. Dans les usines, dans les centres de travail, les ouvriers qui essaient d'avancer des idées, de défendre des programmes, de réaliser une activité syndicale ou politique sont désignés à la répression et privés de leur emploi. Plus encore : on les met sur les « listes noires » patronales, ce qui fait qu'il leur est impossible de trouver un autre emploi ailleurs. Dans les syndicats et dans les usines, il est interdit de discuter, d'échanger des idées, de structurer des organismes et de promouvoir des programmes.

C'est dans ce sens que les étudiants peuvent jouer un rôle important. Il n'est pas question qu'ils enseignent quoi que ce soit aux ouvriers. Il ne s'agit pas de les « politiser ». Ils connaissent mieux que personne leurs propres problèmes. Mais les étudiants peuvent s'approprier les établissements non seulement pour discuter des problèmes étudiants, mais aussi pour les offrir au prolétariat comme centre de discussion, d'échange d'idées et d'organisation. Le fait même que les étudiants occupent leurs établissements (l'Université, la « Polytechnique ») constitue déjà un stimulant pour les ouvriers, car ils n'iront rien leur proposer d'extravagant : aujourd'hui les facultés sont occupées, demain ce seront les usines. Et ce que l'on peut offrir aux ouvriers, on peut l'offrir à tous les exploités. Un des problèmes les plus aigus du moment, qui gardera une importance capitale dans un avenir prévisible est celui de la cherté de la vie. En complément de la lutte fondamentale pour les augmentations de salaires, il est nécessaire d'organiser la lutte pour le contrôle des prix, non par le biais des employés du gouvernement dont c'est le métier (ils sont aussi voleurs que les industriels et les commerçants qui augmentent le prix des articles de première nécessité), mais au moyen de comités de ménagères qui sont les plus directement touchées, mais qui sont dispersées et sans possibilité de se réunir et s'organiser. Une ligne d'action qui offre de grandes perspectives est précisément que les étudiants aident à organiser les ménagères et collaborent avec elles dans la lutte contre la vie chère, en réalisant des actions diverses, qui peuvent aller du boycott d'établissements bien déterminés qui font monter les prix, jusqu'à l'action directe et violente.

Il faut analyser, en outre, les problèmes du développement du pays et en premier lieu, les déformations et les freins qu'impose la pénétration impérialiste. En conséquence, il faut inclure dans le programme les exigences minima d'un programme anti-impérialiste comme la nationalisation de toutes les entreprises étrangères, l'expulsion de la CIA, du FBI et des autres agences d'extorsion et de terrorisme impérialiste qui fonctionnent librement au Mexique : procès de tous leurs agents qu'ils soient nés ici ou étrangers ; abolition du contrôle et de l'influence impérialiste sur les universités et les autres centres culturels, comme, par exemple, des moyens d'information ; relations avec tous les pays du monde y compris la République Populaire de Chine, la République Démocratique du Vietnam, le Gouvernement Provisoire du Sud-Vietnam, la République Démocratique Populaire de Corée, la République Démocratique Allemande, etc. L'expulsion de l'impérialisme ne pourra être complète qu'avec la dictature du prolétariat ; mais on peut déjà avancer dans cette voie.

Naturellement, l'organisation des masses est étroitement liée à l'organisation de leur avant-garde, et en particulier à la structuration du Parti de classe du prolétariat, ce qui serait un autre thème à développer.

LES PRISONNIERS POLITIQUES : UN PROBLEME DE PLUS

Si la lutte pour les prisonniers politiques se réduisait à faire sortir de prison cent et quelques personnes, ça ne vaudrait pas la peine que des milliers et des milliers de Mexicains s'y engagent. Ça ne vaudrait certainement pas les vies perdues à Tlatelolco. Mais nous, nous représentons des milliers de paysans emprisonnés à travers tous le pays pour avoir mené leurs luttes. Plus que cela : nous sommes le témoignage vivant du fait qu'il est interdit au Mexique de s'organiser de façon indépendante et de lutter pour des objectifs populaires. Nous libérer équivaut à briser cette inter-

diction. Vous qui êtes dehors, et nous qui sommes enfermés, nous avons une tâche commune : nous, de ne pas boiter car la liberté d'un boiteux n'est rien d'autre qu'un cadeau de la bourgeoisie pour quiconque s'incline devant elle ; vous, de nous libérer parce que la liberté d'un combattant montre à tous la validité du droit à se battre.

Mais ce serait une erreur catastrophique d'isoler la lutte pour notre liberté de la lutte générale des masses pour leurs objectifs démocratiques et historiques. Pourtant certains actes comme la grève de la faim ou les pétitions « humanitaires » tendent à cela, à savoir : isoler notre défense de l'ensemble des demandes populaires, à l'enlever des dures mains du peuple. Si quelqu'un veut nous défendre par humanitarisme, qu'il reste chez lui ! La lutte pour la liberté des prisonniers politiques est une partie inséparable de la lutte pour les libertés démocratiques des travailleurs. Pour le moment, il faut en discuter en même temps que des revendications étudiantes, ouvrières, paysannes, populaires en général, et la lutte pour les prisonniers politiques doit être inscrite dans le programme de tous les exploités et de tous les opprimés. Telle est la voie, également, qui permettra d'éviter un nouveau Tlatelolco à Lecumberri. En ce mouvement, les étudiants en médecine se sont mis en grève avec un programme comprenant des revendications et où ils se déclaraient solidaires des prisonniers politiques. Voilà la position correcte.

Nous n'avons pas besoin de gens qui pleurent et qui compatissent à nos malheurs. Nous avons besoin de gens qui luttent. Confiants jusqu'au bout en cette lutte, nous continuerons à avancer sans hésiter. Nous jouerons notre rôle. Nous pouvons tomber, mais jamais ne tombera de nos mains le drapeau rouge du prolétariat.

Prison de Lecumberri, 14 janvier 1970,

VICTOR RICO GALAN.

De l'ultra-gauchisme au réformisme

Point de vue du Groupe Communiste Internationaliste sur la « Lettre aux étudiants en lutte » du prisonnier politique Victor Rico Galan.

La lettre du camarade Victor Rico Galan, prisonnier politique depuis 1966 pour « délit » d'opposition au régime oppresseur qui tient sous le joug la grande majorité des Mexicains, est la première tentative faite pour apprécier l'action engagée à l'intérieur comme à l'extérieur de la prison à la fin de l'année dernière. Il y expose des jugements assez solides sur l'origine de la répression du 1er janvier, insiste de façon correcte sur la nécessité de développer le programme du mouvement étudiant en le liant avec les revendications d'autres secteurs de masses et propose une réévaluation urgente de la stratégie du mouvement révolutionnaire dans notre pays pour orienter les luttes étudiantes.

Le caractère large et polémique du document de Rico, le moment particulièrement crucial où il a été écrit et les caractéristiques du processus dans lequel nous nous trouvons engagés exigent que l'on pèse avec soin les propositions qu'il contient. Et d'autant plus si l'on considère la lourde responsabilité qui incombe chaque jour à la gauche révolutionnaire. Dans l'appréciation de la lettre, on ne peut pas non plus ignorer qu'elle a été écrite par un prisonnier politique qui n'a pas participé à la grève de la faim et qui, dans une certaine mesure, a cherché par elle à justifier son abstention. Si l'on considère que, objectivement, le refus d'un nombre considérable — quoique minoritaire — de prisonniers politiques de participer à la grève de la faim, lui a fait perdre toute efficacité — parce que cela mettait en évidence le fait que les prisonniers politiques étaient divisés — il est important de dénoncer l'erreur commise par ces camarades. De plus, si l'on ajoute à cela que ses arguments pour justifier son abstention ne sont pas acceptables face à la nécessité d'agir unis, même si l'on a des désaccords, et, surtout, l'obligation de se soumettre aux décisions de la majorité des prisonniers politiques, on se convaincra de la nécessité de mettre nombre de points sur les i en ce qui concerne le texte en question.

Nous ne voulons pas insister sur le caractère politique de notre prise de position et sur le fait qu'elle ne recèle absolument aucune attaque de type personnel à l'encontre de Rico Galan. Il sera le premier à admettre qu'en politique les idées et les lignes ont leur dynamique propre qui peut être très étrangère à l'intention personnelle de celui qui les expose. De toute façon, notre attitude à son égard se trouve définie par les positions qu'il expose brillamment dans sa lettre ; de ce point de vue, également, nous ne faisons qu'accomplir une tâche élémentaire que le camarade Rico lui-même qualifie de primordiale dans sa « lettre aux étudiants en lutte » : **discuter.** Et sur ce point nous sommes en accord total avec lui. En ce moment de confusion extrême où le chaos le plus total tient lieu de réponse aux « que faire ? comment le faire ? et pourquoi le faire ? », ce serait une position très irresponsable de penser qu'il existe des Vérités Révélées. Non, en ce moment, personne n'est à l'abri d'erreurs, pas même des camarades aussi expérimentés que Rico Galan.

Les prisonniers politiques, dit Rico — et il faut le citer —, ne sont pas « le nombril du monde, ni Lecumberri le centre du pays ». La mobilisation, qui a culminé dans la grève nationale des 14 et 15 janvier, a des causes profondes, multiples et concrètes, parmi lesquelles l'agression contre les prisonniers politiques — la tentative d'assassinat collectif à Lecumberri — est un fait circonstanciel. C'est donc la situation de crise nationale, l'affrontement direct, un jour ou l'autre, avec le gouvernement, qui sont à l'origine de cette nouvelle poussée du mouvement étudiant.

Cette attitude froide, objective, de compréhension profonde de Rico et, pour autant que l'on puisse juger, des détenus du couloir N qui n'ont pas participé à la grève de la faim des autres prisonniers politiques, contraste notablement avec le « désespoir petit-bourgeois » des grévistes qui se donnaient pour objectif de « stimuler » la lutte des étudiants. Les camarades à l'intérieur et nous qui avons lancé la grève à l'extérieur ne pouvions pas, selon Rico, donner une issue à la base

dont la question : « que faire ? » restait sans réponse. « La grève de la faim, précisément du fait de sa passivité, ne pouvait en donner ». De plus, « la grève de la faim entretenait l'illusion que la démocratie règne au Mexique » ; ce qui n'a pas du tout les faveurs des révolutionnaires comme Rico.

Ceux qui se demandaient : « que faire ? » ne pourront que déplorer que la lettre de Rico soit arrivée trop tard, post festum, alors que les étudiants sont déjà retournés à leurs études, se préparant pour leurs examens généraux. Nous souhaitons que les lettres de Rico arrivent plus opportunément lors des futurs mouvements. Au fait, ce qu'avance Rico, est-il si sûr ? A voir.

Estimer, comme l'indique Rico, qu'une mobilisation comme celle des trois dernières semaines est conditionnée socialement par une lutte nationale de masse est, du point de vue de la dialectique de la lutte révolutionnaire, une vérité très générale qui, en tous les cas, demande à être rendue un peu plus concrète. A ne pas le faire nous risquons de verser dans un comportement sectaire ; tel le camarade Rico qui n'a parlé de la grève de la faim qu'à partir de l'attaque contre les prisonniers politiques, pas ayant comme aurait dû le faire tout révolutionnaire conséquent qui, malgré son opposition à l'action d'autres camarades révolutionnaires, s'y joint, conformément à la nécessité élémentaire du front unique face à l'ennemi. Nous demandons à Rico s'il connaît, lui, de meilleurs moyens de lutte que la grève de la faim, des modes de lutte autres que passifs à l'intérieur du pénitencier de Lecumberri. Affirmer que l'attaque contre les grévistes de la faim est un « fait circonstanciel » revient à ignorer que cette grève, quoique passive, a obligé la bourgeoisie à réprimer ce germe de « subversion » apparu le 10 décembre 1969. Au camarade Rico, si révolutionnaire et réaliste dans ses jugements politiques, qui écarte **a priori** les méthodes de lutte comme la grève de la faim et reconnaît comme seuls efficaces les moyens de lutte plus incisifs, autres que les pétitions, nous devons demander : l'attaque du 1er janvier est-elle un simple fait circonstanciel ou un fait essentiel du point de vue de la logique répressive de Tlatelolco ?

Nous faisons peu de cas des « réflexions » plutôt subtiles qu'il insinue dans son appréciation de la grève de la faim comme par exemple : « Mourir de faim est tout autre chose. De faim sans alimentation aucune, sans grève ; parce que la grève de la faim n'a jamais tué personne ». Une perle d'assez basse qualité qu'il est facile de réfuter en se demandant si quarante jours de grève de la faim ne mettent pas en danger l'existence de quiconque. Nous préférons plutôt aller à l'essentiel du sujet. Pas plus Rico que nous-mêmes n'avons participé à la grève de la faim et nous pensons que nous n'aurons pas grand mal à rester froids et objectifs.

CONSCIENCE ET SPONTANEISME

Le camarade Rico connaît certainement cette phrase de Hegel : « La nécessité s'exprime toujours à travers le hasard ». Ce sont des milliers de faits fortuits qui expriment une situation de nécessité. Mais le hasard, camarade Rico, ne peut jamais que mettre à jour quelque chose qui se fait nécessité. Les « faits circonstanciels » ou fortuits, comme la répression du 1er janvier, expriment une nécessité que le gouvernement a parfaitement comprise : la nécessité de réprimer toute velléité d'opposition. C'est cette nécessité qui a engendré la répression contre la grève de la faim que Rico passe sous silence et minimise frauduleusement.

Dans sa lettre, il s'attache à opposer les luttes étudiantes et populaires de Durango et Atencingo à celles provoquées par la grève de la faim. Cela nous paraît inadmissible de quelque point de vue que l'on se place. Les luttes de masse dans la République du Mexique se développent d'un bout à l'autre de son immense territoire ; mais ce n'est que rarement qu'elles acquièrent l'importance qu'elles méritent, par manque de perspectives politiques ou parce que, en fait, elles sont les poussées spontanées des masses exaspérées par la condition d'oppression à laquelle les condamne le régime capitaliste.

Ces luttes des ouvriers et des paysans sont, en général, écrasées, détournées ou neutralisées, que ce soit par manque de programme, par manque d'une direction ne serait-elle qu'indépendante du gouvernement — nous ne disons pas révolutionnaire — ou par la simple confusion de leurs participants. Par contre les luttes étudiantes depuis 1966, et surtout celles de 1968, ont un caractère idéologique et politique profond de dénonciation et de mise en cause du régime établi, de défi révolutionnaire **conscient** et d'incitation à le changer pour un **nouveau régime.** Penser que ces luttes sont inférieures à celles de Durango (en grande partie dirigées par la bourgeoisie locale !) ou d'Atencingo (engendrées par

la misère la plus abjecte !) c'est considérer que le niveau de la révolte des masses aliénées à la suite de la bourgeoisie, ou celui des masses à l'état brut, qui ne sont que sujet d'exploitation et réagissent spontanément, est plus élevé que la cohérence politique atteinte par les luttes étudiantes pour la libération des prisonniers politiques ; c'est croire au même niveau les masses les plus conscientes et celles qui s'engagent seulement dans un processus de prise de conscience.

Que s'est-il passé en réalité ? La bourgeoisie, elle, sait très bien, contrairement au camarade Rico, où se situe le danger le plus proche. Ce n'est pas une coïncidence si la répression la plus dure s'est concentrée sur les étudiants ces dernières années (et sur les prisonniers politiques !), et par là nous ne voulons pas dire que la bourgeoisie mexicaine n'a pas perpétré de massacres en milieu ouvrier et paysan (les copreros d'Acapulco en 1967 !) ; mais aucune répression n'a atteint le niveau politique (quantitativement et qualitativement) de Tlatelolco, et toute la différence réside dans le secteur qui a été frappé : le milieu étudiant en 1968 avait mené **pour la première fois en 50 ans, depuis la révolution mexicaine, une lutte de masse, révolutionnaire dans son essence la plus profonde — et ceci n'est pas contradictoire avec le caractère démocratique de ses objectifs — et, surtout, avec une direction indépendante de la bourgeoisie et de son gouvernement.**

Aujourd'hui, les contradictions les plus aiguës s'expriment au point momentanément le plus faible du régime.

Ceci apparaît très clairement, à l'échelle internationale également. Si nous consultons les plus importants journaux européens et nord-américains, nous verrons l'importance considérable qu'a eue l'agression du 1er janvier. Par contre nous aurons du mal à trouver une mention quelconque des événements de Durango et d'Atencingo. Nous supposons qu'il n'est pas nécessaire d'insister sur le caractère prémonitoire des luttes des étudiants et des paysans de Durango et d'Atencingo ; mais il faut savoir conserver les proportions entre « ce qui est apparent et ce qui ne s'exprime pas », ou entre « ce qui n'est pas apparent et ce qui s'exprime ».

Cela nous paraît étonnant que Rico ne comprenne pas ce qui précède alors qu'il a parfaitement compris la nature de la répression, ce qu'il appelle « le caractère spasmodique du terrorisme gouvernemental », qui n'est pas dû seulement à la faiblesse sociale du régime mais aussi à la pression énorme à laquelle il est soumis du fait que « le terrorisme a une dynamique sociale propre et que personne ne peut contrôler » — que le responsable d'un acte concret de terrorisme soit Corona del Rosal ou Echeverria. « Parce que », ajoute Rico, « le phénomène dans son ensemble ne dépend pas d'une volonté individuelle. Il s'agit d'une responsabilité sociale, d'une responsabilité du gouvernement dans son ensemble ». Ce terrorisme, camarade, devient chaque jour plus nécessaire dans l'appréciation de la politique du gouvernement.

Si l'on comprend ainsi le mécanisme de la répression, faut-il aller très loin pour trouver les raisons de l'agression du 1er janvier ? Ce qui s'est passé ensuite à l'U.N.A.M. n'est qu'une riposte face à l'agression nécessaire provoquée par une grève de la faim occasionnelle que quelques « petits-bourgeois » avaient entreprise depuis le 10 décembre à Lecumberri. Cela camarade Rico, qu'il nous en déplaise ou non, est le résultat de l'action engagée par quelques dizaines de prisonniers politiques qui, peu importe les moyens passifs qu'ils utilisent (qu'ont-ils d'autre ?), veulent lutter contre le régime.

QUELLE EST LA PERSPECTIVE PROCHAINE ?

Dans sa lettre il indique que l'issue pour le Mexique réside dans la victoire temporaire de la tendance nationaliste, qui s'est hissée au pouvoir au Pérou et en Bolivie, et qui chez nous s'est donné un programme dans le discours de Cardenas à Irapuato le 20 novembre. Il parle également de la possibilité de constituer un front anti-impérialiste avec les tendances nationalistes ; que celles-ci, irrémédiablement, c'est-à-dire objectivement et indépendamment de notre volonté, arriveront au pouvoir pour une période transitoire, bien sûr, parce qu'il ne renonce pas à affirmer la nécessité de continuer la lutte pour le socialisme. Tout cela il l'affirme sans avancer aucune preuve à l'appui de sa **prophétie** et il se contente de rapporter des anecdotes amusantes comme cette accusation de la presse contre Heberto Castillo d'avoir frappé à la tête avec un tube le capitaine Puentes Vargas qui a dirigé l'attaque du 1er janvier ; à l'en croire, les nationalistes sont les principaux adversaires du gouvernement à l'heure actuelle. Il affirme que c'est le mouvement de masse qui engendre le mouvement nationaliste et qui hissera au pouvoir un néo-cardénisme.

Il est nécessaire d'expliquer ce qui se passe aujourd'hui au Pérou et en Bolivie.

Ce qui se passe aujourd'hui là-bas n'a rien à voir avec une révolution, à moins qu'on ne la qualifie de nationaliste ou petite-bourgeoise ou de quelque autre adjectif. Ce qui se produit, oui, c'est une tentative de prévenir une révolution plus profonde et, dans le cas de la Bolivie, de la montée du mouvement guerillero qui a été durement réprimé par ceux-là mêmes que Rico considère comme une sorte de rédempteurs de la patrie. Les forces armées, camarade Rico, ne peuvent pas nier leur origine ni leurs attaches, encore moins leur caractère d'organes de répression au service de la bourgeoisie 24 heures sur 24. Il s'agit de comprendre très clairement ces mascarades qui se produisent actuellement en Amérique latine.

La petite bourgeoisie au pouvoir en Bolivie ! A la tête d'une révolution ! Quoi de plus comique, camarade Rico ! Dans sa prophétie — nous espèrons qu'il ne se piquera pas de cette qualification somme toute assez pertinente vu que les opinions de Rico n'ont aucun fondement, prédisent des événements irrémédiables, prédestinés... — il avance : « Si je caractérise la solution nationaliste comme immédiate, ce n'est pas qu'elle me paraisse la plus souhaitable, loin de là, mais bien parce que c'est un phénomène qui va se produire, indépendamment de notre volonté. Il s'agit d'un fait objectif, qui ne dépend de la volonté de personne », qui amène le triomphe de la petite bourgeoisie.

Ce qu'il nous offre, c'est la consolation de pouvoir continuer la lutte pour le socialisme — dans la deuxième phase de la révolution : la phase socialiste.

Mais, si cela n'est qu'une prophétie, d'où vient-il que le camarade Rico ne se montre pas plus ambitieux et qu'il nous prédétermine ainsi ? (« le processus se produira fatalement, tel qu'il se trouve déterminé, quoique l'on fasse, et même si nous ne faisons rien. Les lois de l'Histoire sont objectives, on ne peut les modifier à volonté »).

Cette solution nationaliste qui est au centre de la prophétie de Rico n'a rien de nouveau. Cette prophétie avait été formulée pour l'essentiel en 1967 (et il y a même bien plus longtemps) quand le Parti communiste mexicain (P.C.M.) à son XV[e] congrès a fait la déclaration suivante : « Seule une nouvelle révolution, la révolution démocratique populaire et anti-impérialiste qui regarde vers le socialisme, peut résoudre les problèmes qui s'opposent au développement impétueux de l'économie nationale, élever substantiellement le niveau de vie des masses et démocratiser la vie politique nationale ». Bien sûr, le P.C.M. a le droit lui aussi de signer des prophéties, et même de se rapprocher du camarade Rico. La seule différence entre ces deux prophètes c'est que le P.C.M. réclame la direction de ce mouvement nationaliste tandis que Rico nous recommande de rester indépendants (sectarisme ?...) organiquement et programmatiquement des thèses d'Irapuato de Cardenas. Pour lui rendre justice, nous devons reconnaître que le camarade Rico est plus modeste que le P.C.M. ; de plus il reconnaît, en forme d'autocritique, que ce qu'il avance dans sa lettre n'est pas une analyse, mais « un cadre tracé d'un trait grossier, à la brosse », qu'il estime suffisant pour comprendre **la marche du pays,** l'évolution du pays. Interrogeons-nous sur la provenance, la source des prophéties de Rico.

Et, en premier lieu, le fait que dans sa longue lettre Rico n'aborde qu'à un détour le rôle que sera amené à jouer le parti révolutionnaire dans « l'évolution future du pays ». Dans ce « cadre brossé à grands traits » il aurait dû ménager une place plus grande au parti révolutionnaire. Il échapperait ainsi à certaines erreurs, et avant tout au fatalisme. Du rôle qu'assume le parti, de sa capacité d'agir, de la dynamique qu'il est capable d'impulser dépend sans aucun doute l'avenir du prolétariat et de la révolution mexicaine (et, par là, de la faillite des prophéties de Rico). Ne pas comprendre cela ne relève pas non plus du hasard. Rico a une conception sociologique de l'Histoire, un faux objectivisme face aux lois sociales qui lui fait croire à la fatalité et à la prédétermination, qui le poussent à pontifier.

Ce problème du parti est celui qui doit motiver tout révolutionnaire authentique en prison comme ailleurs, au sein du mouvement étudiant comme ailleurs. Seulement ainsi nous pourrons parler d'une perspective révolutionnaire et assurer le triomphe des masses exploitées. Aujourd'hui on ne peut faire un pas en avant dans la lutte révolutionnaire sans résoudre en même temps la tâche historique, qui a tant de retard, de la construction du parti marxiste.

En second lieu, le fait que Rico ait une conception de la révolution qui le rapproche des staliniens. Il dit qu'il est possible d'expulser graduellement l'impérialisme ; et s'il en est ainsi, est également possible la phase préliminaire, le triomphe nationaliste dont il vient de parler : une telle conception, tout simplement, n'est pas marxiste.

Pour Rico, les exemples de la révolution chinoise, cubaine ou bolchévique ne comptent pas. Aussi bien, il ne s'est jamais demandé sérieusement si le triomphe d'une révolution par étapes est possible. Il accuse les prisonniers poiltiques de vouloir dissocier la lutte pour leur liberté de la lutte générale des masses pour leurs objectifs démocratiques et historiques. Là, sans aucun doute, il ne s'agit plus d'une prophétie.

C'est bel et bien une accusation, mais sans autre preuve que cette prophétie de la victoire nationaliste. Comment s'articule, camarade Rico, la lutte pour la liberté des prisonniers politiques avec la lutte générale des masses ? Nous pensons que là se situe la racine de toutes ses opinions malheureuses. **La lutte démocratique, y compris celle pour la liberté des prisonniers politiques, n'est possible que du point de vue du triomphe de la révolution socialiste.**

Il n'y a pas, du moins dans notre pays, la moindre possibilité nationaliste ; nous pourrons rediscuter du Pérou et de la Bolivie. **Aucune possibilité de démocratiser la vie publique nationale si ce n'est dans la perspective et sous la condition de la victoire du prolétariat.** Et la révolution prolétarienne ne se réalise pas par phases ni graduellement, mais en un processus de ruptures et de changements brusques, permanents, vers le socialisme. Quand le processus se confine, disons, dans une « révolution nationaliste », dans la victoire de la petite bourgeoisie que propose la lettre, il n'y a simplement pas révolution. La perspective prochaine que prévoit Rico n'existe pas. Il n'existe de perspective de victoire qu'à la seule condition d'articuler correctement la lutte démocratique et la lutte pour le socialisme. Et s'il n'y a pas d'issue socialiste, ce qui se produira sera une caricature de révolution, comme celle que propose le P.C.M.

DE L'ULTRA-GAUCHISME AU REFORMISME

La lettre du camarade Rico débutait sur des bases très révolutionnaires. Il nous engageait à ne pas faire confiance au gouvernement et condamnait la grève de la faim des prisonniers politiques. On s'attendait à ce qu'il propose une forme de lutte plus radicale, que ses propositions répondent avec précision au problème que nous avons abordé de l'articulation de la lutte socialiste et de la lutte démocratique. Pourtant, les propositions qu'il fait dans la partie finale de sa lettre ne vont pas plus loin que la lutte démocratique. Rico pense-t-il qu'à le suivre sur la plate-forme de lutte qu'il propose, les étudiants vont pouvoir préserver une indépendance programmatique et organisationnelle ? N'est-ce pas Rico qui avec son programme de lutte « pour tout le peuple » et pour « les masses », sans spécifier que la lutte n'a pas d'autre perspective que socialiste, fomente la confiance dans la démocratie ? Croit-il pouvoir lancer un programme pour tout le peuple en général ? Pourquoi ne s'est-il pas adressé clairement aux étudiants pour leur dire que les luttes démocratiques n'auront d'issue que par la force et la violence, et qu'elles ne vaincront que par le renversement de la bourgeoisie ? Pourquoi ne leur a-t-il pas rappelé que la force fondamentale qu'il faut organiser est le prolétariat et non le peuple en général ? Pourquoi n'a-t-il pas dit que la seule façon d'articuler la lutte démocratique avec la seule perspective réaliste — le socialisme — c'est un programme de revendications transitoires qui permette de réduire l'écart entre les possibilités révolutionnaires objectives de la situation actuelle et la conscience des masses qui retarde sur elles ?

Tout simplement parce qu'il a une opinion très particulière du mouvement étudiant. Il s'agit, à l'entendre, de petits bourgeois qui ne pourront pas obtenir grand chose d'une lutte que seul « le peuple en lutte pour ses objectifs historiques » pourra résoudre. Nous ne sommes pas contre ses appels à la lutte contre la cherté de la vie, contre les calendriers, etc. Nous ne sommes pas non plus contre les appels de ses lettres antérieures ; mais si l'on ne résout pas le problème de la stratégie pour la prise du pouvoir, si on n'avance pas une perspective qui englobe la lutte démocratique dans celle du prolétariat, celle des prisonniers politiques dans la lutte des exploités, qui est la voie vers le socialisme, alors, camarade Rico, nous serions socialistes en paroles mais pas en actes. Nous serions sujets aux fluctuations qu'imprime la réalité en l'absence d'une conception programmatique marxiste. Nous serions à la merci des oscillations quotidiennes qui nous mèneront un moment à l'ultragauchisme pour nous ramener ensuite au réformisme le plus vulgaire comme c'est lamentablement le cas dans cette lettre « aux étudiants en lutte ».

Groupe Communiste Internationaliste

(Supplément au N° 5 de **la Internacional**)

Ricardo RODRIGUEZ

La guerre entre le Salvador et le Honduras et ses répercussions en Amérique centrale

Nous publions ci-après des extraits d'une étude sur la guerre entre le Salvador et le Honduras, écrite par le révolutionnaire guatémaltèque Ricardo Rodriguez.

Le Salvador est une petite république de 21.393 km2 de superficie, dont la population atteint 3.300.000 habitants. L'économie du pays est sous la domination d'une oligarchie de bourgeois et de propriétaires terriens, composée d'environ 28 familles, qui reste traditionnellement appelée, vu le nombre de familles qui le composaient initialement, le « groupe des 14 familles » (1). Formé à l'origine de producteurs de café latifondiaires, ce groupe s'est transformé grâce aux gains accumulés par l'exploitation agricole semi-féodale, en un important complexe financier et industriel étroitement lié et asservi aux capitaux yankees et européens. Bien que la principale source de production du Salvador reste l'agriculture (café, canne à sucre, coton...), le degré de développement de son industrie constitue déjà un facteur déterminant de son économie, où l'industrie de transformation (textiles, huiles et autres produits manufacturés) joue un rôle primordial. Dans la sphère du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.) le Salvador est le foyer industriel le plus important. Quant au régime de propriété de la terre, le trait distinctif de ce pays est le fait que le groupe des « quatorze familles » concentre entre ses mains 50 % des terres labourables, ce qui est l'indice de concentration latifondiaire le plus élevé en Amérique latine, région où le latifundium constitue un mal endémique.

Ce très haut degré de concentration des terres réservées à la production pour l'exportation et au bénéfice exclusif d'une poignée de familles, auquel s'ajoute l'insuffisance d'une industrie encore marginale et dépendante, incapable d'absorber la main-d'œuvre arrivant des campagnes, tels sont les facteurs qui ont déterminé un cadre de chômage et de misère chroniques, qui n'a pas d'équivalent en Amérique centrale. Le taux de natalité élevé (3,1 %) est un facteur qui aggrave la situation, mais ce n'est pas, comme veulent le faire croire les politiciens et sociologues bourgeois, la cause fondamentale ou exclusive des problèmes. Durant ces derniers trente ou quarante ans, le chômage trouva spontanément un exutoire dans l'émigration de la main-d'œuvre excédentaire vers les pays voisins et, en particulier, au Honduras. Trois cent mille Salvadoriens émigrèrent vers la république voisine du nord et, sous l'action de divers facteurs, dont on peut considérer comme les plus significatifs l'existence au Honduras de grandes portions de terres dépeuplées et le relatif degré de qualification des émigrants, ils se transformèrent en petits et moyens paysans et commerçants et en ouvriers agricoles.

Consciente de la dangereuse pression sociale que constitue le chômage chronique et anxieuse de ses conséquences possibles, l'oligarchie salvadorienne a toujours soutenu, par la voix de ses porte-parole, que l'immigration à grande échelle résoudrait le problème. Il y a seulement quelques années, le gouvernement du Salvador proposa à son voisin du Honduras un projet propre à impulser le développement agricole des zones improductives du Honduras en employant la main-d'œuvre excédentaire du Salvador. Le gouvernement du Honduras ne considéra jamais sérieusement une telle possibilité et comme une telle situation existait de fait, à certains égards, l'approbation du projet aurait eu comme seule signification sa légalisation.

Le régime actuel du Salvador tire ses origines d'un coup d'Etat militaire par lequel un groupe de colonels ayant à leur tête Julio A. Rivera (actuel ambassadeur de son pays à Washington) fit tomber en janvier 1961 un gouvernement lui-même d'origine militaire, qui commençait à faire montre de velléités réformistes excessives. Rivera se « légalisa » par ce recours bien connu des gorilles putschistes : les élections dirigées. Et par ce même procédé il fut plus tard remplacé à la présidence, au terme de sa « période constitutionnelle », par un

(1) Parmi les familles en question figurent les Duenas. De Sola. Vilanova, Quinonez, Rocha et Sol.

autre des colonels putschistes de 1960 : Fidel Sanchez Hernandez.

Une fois « légalisé » par la pantomine électorale, Rivera mena à bien quelques réformes, forcément limitées pour ne pas léser les intérêts des classes dominantes du Salvador, telles que la libéralisation de la législation du travail et d'autres, tout aussi anodines. Il créa un climat de relatif civisme qui cachait à moitié un régime de violence et de répression. En reconnaissance de cet « effort libéral », son gouvernement fut choisi par le Département d'Etat américain comme « échantillon de démonstration » pour sa machinerie théâtrale qui est le programme de l'Alliance pour le Progrès (ALPRO) et pour constituer l'assise politique et économique du M.C.C.A. (Marché commun centraméricain). Si on relit les publications nord-américaines de cette époque, on peut constater les éloges qu'ils prodiguèrent au sujet des soi-disant « résultats » que le régime de l'ALPRO obtenait au Salvador.

Ce processus ne se déroula pas, comme c'était prévisible, sans de sporadiques affrontements entre les factions de l'oligarchie salvadorienne, dont l'aile la plus conservatrice et la plus puissante (qui compte à son actif un passé lourdement taché de sang, notamment le massacre des 30.000 paysans en 1932) s'opposa de front aux mesures réformistes limitées qui, comme la timide « réforme agraire » et la fixation du salaire agricole minimum, avaient été recommandées par l'ALPRO et les tendances plus libérales et souples qui répondaient localement à la conception kennedyste de la « révolution non violente ». Mais comme cela devait arriver entre « rapaces du même repaire », au terme d'un processus de croissantes concessions mutuelles, les tendances qui s'affrontaient en arrivèrent à un équilibre d'intérêts. Les requêtes les plus significatives de l'ALPRO furent tout bonnement laissées de côté, tandis que les investisseurs *gringos* d'un nouveau genre s'entendaient pour consolider le Salvador comme noyau et principal bénéficiaire du M.C.C.A. Il faut se rappeler qu'en dernière instance, la droite réactionnaire constitue la première défense d'un système que les *Yankees* veulent modifier mais non pas éliminer. Le point culminant de ce processus fut atteint alors que Fidel Sanchez était déjà au pouvoir.

Le Honduras a une superficie de 141.521 km2 et une population de 2.300.000 habitants. Son économie a été dominée dans le passé par la United Fruit Company (UFCO) et se trouve actuellement sous la domination des monopoles qui ont absorbé la vieille compagnie fruitière en conservant son nom et ses méthodes colonialistes d'origine. L'infâme monopole fruitier, fléau de nombreux pays latino-américains, a pratiquement assombri ces quatre-vingts dernières années de l'histoire de la patrie de Morazán. Il convient de rappeler un antécédent des machinations de cette pieuvre pour l'actualité qu'elles ont recouvrée à l'occasion du conflit Honduras-Salvador. Pendant la période d'expansion initiale des compagnies fruitières, au début du siècle, les luttes des groupes monopolistes rivaux (Cuyamel Fruit Co et la camarilla de flibustiers dirigée par Sam Zamurray) faillirent mener à une guerre fratricide entre le Guatemala et le Honduras, à travers une série d'accrochages qui apparurent au public comme de simples incidents frontaliers. Une fois menée à terme la lutte pour l'hégémonie monopoliste, avec l'absorption des groupes rivaux par Zamurray et ses comparses, les « litiges frontaliers » cessèrent comme par enchantement. Le nouveau monopole, ses intérêts et ses possessions territoriales garantis dans les deux pays, prit le nom rassurant de United Fruit Company (UFCO) et la « fraternité » entre le Guatemala et le Honduras ne fut plus altérée, bien que les sentiments nationalistes qui s'étaient exacerbés n'aient pas disparu aussi vite.

Il existe au Honduras une oligarchie de bourgeois et de propriétaires fonciers dont le degré de développement économique est moindre que celui de son homologue au Salvador, constituée fondamentalement par un noyau de 41 familles d'éleveurs latifondiaires, associés à l'UFCO, et de commerçants capitalistes. Entre l'UFCO et cette camarilla sont accaparés 38 % des terres productives. L'essentiel du reste des terres est formé de vastes pinèdes, propriétés nationales et municipales.

Economiquement, le Honduras est un pays arriéré parmi les pays sous-développés. Son économie, presque exclusivement agricole, est celle d'une semi-colonie. Sa principale production, constituée par la banane, d'autres fruits et quelques minerais, est, dans sa totalité, extraite et exportée par les canaux de l'UFCO. C'est l'associé le moins important du MCCA à cause de la faible capacité de son marché intérieur et de sa production. Ses voisins ont dû lui donner un statut protectionniste au sein du MCCA pour compenser son arriération.

Le régime actuel du Honduras a ses origines, comme celui du Salvador, dans un coup d'Etat militaire par lequel le colonel Osvaldo Lopez Arellano, un gorille de formation universitaire *yankee*, fit tomber en 1969 le président élu en fonction, Villeda Morales, juste quinze jours avant que ne se tiennent les élections nationales pour désigner son successeur. Dans un premier temps, Villeda Morales, dont le parti dit

libéral avait espéré un vaste appui populaire, avait commencé par avoir quelques désaccords avec l'UFCO du fait de l'enthousiasme avec lequel ses partisans accueillaient les réformes que l'ALPRO déclarait nécessaires en général. C'est ainsi qu'au Honduras s'est produit, avec une violence plus grande que dans les autres pays latino-américains, l'affrontement au sommet entre les intérêts impérialistes rivaux, conjointement à la lutte entre les factions politiques de l'oligarchie locale et leurs tendances respectives, qui ont caractérisé en 1963 la dernière année du gouvernement Kennedy aux Etats-Unis. Nous devons rappeler à ce sujet que Kennedy, en cette période critique, ne voulut pas reconnaître le gouvernement de fait de Lopez Arellano et ordonna de suspendre l'aide que l'ALPRO avait planifiée pour le Honduras. Quelque chose d'analogue s'était produite quelques mois auparavant au Guatemala, quand le gorille Peralta Azurdia, après avoir chassé son congénère Ydigoras Fuentes et interrompu un soi-disant « processus constitutionnel », subit de la part du Département d'Etat des pressions similaires. Après l'assassinat de Kennedy, le gouvernement *yankee* accorda à Lopez Arellano sa reconnaissance diplomatique et rétablit l'aide de l'ALPRO à la condition que le gorille hondurien s'institutionnalise et satisfasse à certaines conditions figurant au programme de l'Alliance pour le progrès. Ayant démantelé le Parti libéral, Lopez Arellano ne rencontra aucune opposition organisée et put avec une relative facilité souscrire, dès 1965, à la farce électorale qui lui valut le titre de « gouvernant constitutionnel » pour six années supplémentaires.

L'ORIGINE DU CONFLIT

Pour réaliser ce que demande l'ALPRO, le gouvernement de Lopez Arellano prépara un projet de réforme agraire qui fut rédigé avec l'aide de Rigoberto Sandoval, un des conseillers de la Banque Interaméricaine de Développement (B.I.D.) au Honduras. La conception de base qui caractérise la loi qu'ils élaborèrent donne l'impression que ses auteurs et instigateurs suivirent le raisonnement suivant : « Pour mener à bien la réforme agraire que l'ALPRO demande nous devons partager quelques terres. Le problème est de savoir *quelles* terres on va partager. Il faut procéder par élimination. Toucher aux propriétés de l'UFCO, c'est violer un tabou. Si nous attaquons la propriété de l'oligarchie, la réforme agraire se convertira en une mesure « communiste » et nous ne devons pas oublier les intérêts que nous représentons, Mettre la main sur les grandes surfaces boisées nationales et municipales implique un investissement très important. Il ne reste plus alors que les terres exploitées par les émigrants salvadoriens (370.000 ha dans le nord et l'ouest du pays). De plus, si nous exproprions les Salvadoriens, nous démontrerons notre « sens patriotique », puisque nous récupérerons pour les Honduriens des propriétés « aux mains d'étrangers » (quant à l'UFCO nous avons déjà dit que son cas ne se posait pas ; de plus, c'est une question de simple arithmétique : alors que les Salvadoriens menacent l'intégrité territoriale, vu qu'ils sont 300.000 à résider sur ces terres, les résidents « américains » ne sont pas plus de 3.000 et nous aident à nous « civiliser »). Et plus encore nous ferons étalage de notre sens pratique : les Américains ne sont-ils pas réputés pour avoir le plus de sens pratique au monde ? Et l'histoire des Etats-Unis n'est-elle pas riche d'expériences instructives sur la façon expéditive de redistribuer les terres, comme celle de l'expropriation des Indiens ? Et, finalement, pour montrer notre « radicalisme » nous décréterons l'expropriation des Salvadoriens *sans aucune sorte d'indemnisation* ».

La plupart des conséquences tragiques de l'application de la « réforme agraire » au Honduras font apparaître la parodie antérieure comme une synthèse suffisamment objective et sérieuse de la conception centrale et des principales dispositions contenues dans la législation agraire du gorille Lopez Arellano et de ses comparses. Le fil de cette loi-couperet fut dirigé contre les parcelles des petits et moyens propriétaires d'origine salvadorienne et dans des conditions dépourvues de toute considération humanitaire.

Point n'est besoin d'être visionnaire pour se rendre compte que de semblables mesures devaient produire de graves conflits au cours de leur application. Les premiers incidents se produisirent dès 1968, immédiatement après que la loi fut promulguée et ses manifestations suivirent toute une gradation progressive : elles commencèrent avec des menaces, puis des expulsions préliminaires et arrivèrent à des affrontements armés sur la frontière avec le Salvador. Le conflit toutefois prit un tournant dramatique un an plus tard, à partir du 30 avril 1969, quand les autorités du Honduras entreprirent l'application de la « réforme agraire », fixant un délai de trente jours pour que les paysans salvadoriens quittent les terres qu'ils avaient jusqu'à présent cultivées sans restrictions. C'est alors que se produisit le premier exode de Salvadoriens qui, au 2 juin, avait dépassé le chiffre de 11.000 personnes. Le

gouvernement de Lopez Arellano accéléra l'avalanche qu'il avait déclenchée, excitant des groupes de paysans honduriens sans terre et des bandes de *lumpen* avec des mots d'ordre patriotiques. Au nombre des conséquences de l'attitude du gouvernement du Salvador, on compte l'entrée en jeu de ce que l'on a appelé la « Mancha Brava », c'est-à-dire des groupes terroristes formés de repris de justice ultraréactionnaires qui se sont consacrés à ruiner les résidences des Salvadoriens par leurs raids (vols, effractions, incendies, etc.) dans le meilleur style *west yankee*. Pour le mois de juin, l'exode des Salvadoriens a atteint le chiffre de 17.000 personnes.

L'oligarchie salvadorienne, craignant que les milliers de travailleurs expulsés qui rentraient dans leur pays d'origine ne mettent en danger le *statu quo* économique, fit pression sur son gouvernement, considéré comme plutôt mou, pour qu'il défende jusqu'au bout ses intérêts menacés. Elle eut recours, pour ce faire, y compris à une certaine forme de chantage en flattant les ambitions de militaires encore plus récalcitrants et bellicistes que ceux installés au pouvoir. Elle fournit également des sommes considérables destinées à financer des campagnes intensives d'incitation au chauvinisme par le canal de la presse, de la radio et de la télévision, dans l'intention de créer un climat général d'hystérie nationaliste à outrance.

De son côté, l'UFCO entreprit d'épauler Lopez Arellano et de lui fournir à son tour des fonds pour sa propre campagne de psychose chauvine (on a pu établir que la majorité des Honduriens qui affluèrent à Mexico pour assister aux matches de sélection entre les équipes de football du Honduras et du Salvador avaient été amenés par avions spécialement frêtés par l'UFCO. De supporters sportifs fanatiques, ils se changèrent bientôt en supporters fanatiques du patriotisme hondurien). Les oligarchies et les gouvernements des deux pays conjuguèrent leurs efforts et leurs ressources dans une campagne ouverte d'excitation des instincts patriotiques les plus élémentaires et les plus vulgaires. On peut malheureusement constater qu'il n'y eut aucune résistance contre de telles campagnes dans aucun des deux pays.

Les matches relatifs aux éliminatoires régionales, préliminaires au championnat du monde de football eurent lieu *précisément* au moment où le conflit latent connut son acuité maxima, quand les esprits collectifs, à la fois excités et contrôlés, se trouvaient sur le point d'exploser. Les gouvernements des deux pays se gardèrent d'empêcher ou même de contenir un processus qui était prévisible. Au contraire, sans le moindre scrupule, ils utilisèrent les matches de football en toute conscience et avec l'intention bien déterminée de chauffer les passions publiques à travers l'émotivité que suscitent les joutes sportives, état d'esprit qui, comme on sait, se prête peu à la réflexion et au raisonnement.

Ce qui suivit fut un enchaînement d'événements qui n'avaient vraiment rien de fortuit et qui, s'ils surprirent, le durent seulement à leur ampleur. Au fond de tout cela il y avait la volonté déterminée de chacun des gouvernements, et des intérêts supérieurs qu'ils dissimulent, d'obliger l'autre à prendre dans ses mains cette braise incandescente que sont les 300.000 Salvadoriens sans terre ni travail.

LA GUERRE

Le résultat militaire de la guerre fit dire aux porte-parole officiels du Honduras et à bon nombre d'observateurs abusés, que le gouvernement du Salvador avait agi avec préméditation et perfidie, appréciation qui révèle seulement une grande hypocrisie chez les premiers et une légèreté de même ordre chez les seconds. En vérité, l'hypothèse que le conflit dégénère en un affrontement armé comme forme extrême du jeu de pressions, a été préméditée par *les deux* gouvernements, mais pas avec la même diligence.

Dès 1968, abondèrent les discours et prises de position démagogiques au sujet de la capacité à « défendre l'intégrité territoriale », en provenance des deux gouvernements et armées s'abusant respectivement. Au travers de ces déclarations « défensives » en apparence, se dessinaient des menaces très claires.

Maintenant, il convient d'analyser le déroulement et les résultats concrets de la guerre en tant que conséquence directe et naturelle de l'état objectif que présentaient dans chaque pays trois facteurs nécessairement partie prenante du processus particulier de la guerre, et de la combinaison correspondante qu'en fit chacune des deux parties adverses. Il s'agit des facteurs politique, économique et militaire.

Devant de tels faits, il est nécessaire d'émettre quelques appréciations sur ce phénomène affligeant et édifiant d'unification convergente de volontés individuelles, que peut impulser à certaines occasions dans les pays sous-développés le nationalisme à outrance ; constater également le niveau politique actuel terriblement faible chez les peuples qui, comme celui du Salvador, ont connu des moments de très haute sensibilité collective pour des revendications populaires ; constater combien fanatisante peut

être la démagogie patriotique dans les mains des classes dominantes. Il n'est pas moins instructif de remarquer le rôle insignifiant qu'ont eu les groupes politiques dit « d'avant-garde » dans la formation de la conscience populaire, ce qui démontre une fois de plus que loin de diriger les masses dans les quelques occasions où elles entrent en lice, ils ont été à la traîne des impulsions populaires.

Au cours de la guerre entre le Honduras et le Salvador, on a pu voir les masses réclamer des armes pour venger « l'affront national » sans avoir pour autant été appelées par d'autres forces à les employer contre leurs oppresseurs séculaires (Honduras) ; ou les masses recevoir comme des héros nationaux les militaires qui ont massacré soldats et civils frères, de l'autre côté d'une frontière conventionnelle, et qui, avec la même détermination, ont utilisé et utiliseront leurs armes contre leur propre peuple, si l'oligarchie en décide ainsi (Salvador). On a pu observer, à faible échelle, des persécutions et des exodes comparables à ceux qui se produisirent pendant la deuxième guerre mondiale, ou à ceux qui ont lieu actuellement au Proche-Orient. Au Honduras il y eut des grèves massives de professeurs pour exiger ou justifier le renvoi massif de leurs collègues salvadoriens ou l'expulsion d'étudiants salvadoriens, tandis qu'au Salvador on cite le cas d'un exrecteur de l'université, ancien candidat de la gauche aux présidentielles, qui s'est battu publiquement (plus catholique que le pape) pour que l'on ne retire pas les troupes du territoire hondurien occupé. Au moment où se faisait tragiquement sentir l'absence d'une avant-garde clarifiante, alors qu'elle aurait été la seule à pouvoir créer un embryon de conscience révolutionnaire du peuple d'Amérique centrale, elle ne s'est manifestée en aucun des deux pays.

Pendant la guerre et juste après, ont eu cours quelques jugements erronés sur certains aspects accessoires du conflit qu'il est nécessaire de réfuter et de préciser, même si c'est *a posteriori*. La presse internationale a spéculé, et cette spéculation a pu atteindre des secteurs progressistes et même révolutionnaires, sur la possibilité d'une « aide unilatérale des Etats-Unis au Salvador ou au Honduras ». En fait il y eut plusieurs versions et peut-être certaines informations fournies par les agences de presse justifièrent-elles jusqu'à un certain point cette spéculation. Salomon Jimenez, représentant permanent du Honduras à l'O.N.U., a demandé au cours d'une interview télévisée à New York (*Washington Daily Post*) l'intervention des Forces interaméricaines de la Paix contre le Salvador. Robert Mac Closkey lui-même, porte-parole de la présidence des Etats-Unis, s'est chargé de démentir que son gouvernement ait l'intention d'intervenir en faveur de l'une quelconque des deux parties adverses. Il a dû le faire avec une réelle satisfaction parce que, pour une fois, il exprimait en toute franchise les intentions yankees. Et s'il est une chose que l'on ne doit pas perdre de vue dans l'analyse des événements politiques en Amérique latine, c'est bien *le point de vue de classe*. Une intervention militaire yankee peut se produire quand les intérêts *globaux*, économiques et politiques, de l'impérialisme sont menacés. Et cela se produit concrètement lorsque se dessine la menace d'une révolution populaire, ou quand une tendance révolutionnaire ou progressiste radicale bénéficie d'un appui populaire tel que les événements peuvent déboucher (comme dans le cas de la République Dominicaine, il y a quatre ans) sur un débordement incontrôlable des classes populaires. En d'autres termes, quand la menace d'un déplacement radical des classes au pouvoir met en danger ces intérêts généraux. Mais lorsque les contradictions apparaissent entre groupes oligarchiques ou monopoles impérialistes rivaux, le Département d'Etat ou tout autre instrument aux mains de l'impérialisme, est utilisé comme *médiateur*, exerçant suivant la conjoncture ses influences et ses pressions sur tel ou tel autre partenaire du conflit. Dans une certaine mesure ces instruments fonctionnent comme d'autres utilisés comme médiateurs dans les affrontements de groupes monopolistes à l'intérieur des Etats-Unis mêmes.

Les intérêts économiques yankees sont représentés au Honduras par l'U.F.C.O. qui opère *directement* comme monopole étranger établi dans le pays. Il y a dans ce pays approximativement 3.200 citoyens nord-américains, dans leur majorité liés à ce monopole. Au Salvador les intérêts économiques yankees sont représentés par les investissements dans des entreprises à « capital mixte » bancaires, industrielles ou commerciales, qui font partie et se servent du M.C.C.A. (il y a également des investissements européens, ce qui introduit une complexité suplémentaire qui n'est cependant pas ici déterminante). Le nombre de citoyens nord-américains tourne autour de 2.100, qui comme ceux qui résident au Honduras n'ont rien de touristes mais sont fonctionnaires, techniciens et agents des entreprises et du gouvernement yankees. Dans les deux pays les intérêts yankees sont similaires. Ils peuvent connaître des combinaisons et des variantes qui oscillent entre les deux tendances qui se manifestent dans la politique intérieure et extérieure des Etats-Unis ; mais en aucun cas la tension entre les deux ne peut atteindre ce point extrême où elle pousserait le gouvernement yankee à défendre

ouvertement l'une contre l'autre, étant donné les caractéristiques de la mécanique politique de l'impérialisme.

Une autre appréciation qui réclame des éclaircissements est relative à la fonction des missions militaires yankees dans les pays latino-américains, et aux armements que les *gringos* vendent à nos pays. Il est certain que les missions militaires yankees et les ventes de matériel de guerre périmé renforcent et stimulent le pouvoir réel des militaires dans cette région, renforçant ainsi les intruments de répression contre le peuple. Mais il est erroné d'en déduire, comme le font certains, que le conflit armé entre le Salvador et le Honduras a compté au nombre de ses causes principales la présence des missions en question et les ventes d'armes. De telles missions et le commerce d'armes ont existé en Amérique centrale sans limitation durant les vingt-cinq dernières années, et ce n'est que cette année que s'est produit un conflit.

Les « missions » tout comme les armes ont un objectif parfaitement défini : fournir aux gouvernements oligarchiques les moyens de réprimer le mécontement populaire et l'action révolutionnaire, répression qui, comme le dit la Deuxième Déclaration de La Havane, est en général dirigée contre les masses populaires rebelles, mais désarmées. Comme on a pu le vérifier dans la guerre entre le Salvador et le Honduras, les missions militaires yankees se sont bien gardées d'intervenir, même seulement comme conseillers, et l'inefficacité de l'équipement que le gouvernement y a n k e e avait vendu à ses alliés du sud fut amèrement découverte par les combattants. Il y a eu des déclarations publiques de la part d'officiels du Honduras qui se plaignirent de l'inadéquation de l'armement yankee qu'ils possédaient. Et cependant il y eut violation du territoire d'un pays par l'autre, contingence à laquelle, au vu des traités, autant les missions que les armements sont expressément destinés. Bien que cela paraisse étrange, les missions militaires yankees ont, en plus de leur fonction répressive, l'objectif déterminé d'infliger un contrôle et de fixer une limite à la puissance militaire de ses voisins. Les impérialistes ont un intérêt très concret à maintenir un certain équilibre militaire relatif et proportionné entre les pays du continent.

CONSEQUENCES DE LA GUERRE ECONOMIQUE

Le Salvador a vu son économie sérieusement affectée, comme conséquence de la guerre et du blocage consécutif. Cela signifie une diminution forcée de 33 % du commerce normal du Salvador dans la péninsule centre-américaine, ce qui a déjà produit la chute du rythme de production de diverses entreprises dont certaines ont effectué des licenciements (2). Le démantèlement du système d'intégration économique centre-américain affecte principalement le Salvador qui, entre la paralysie partielle de son développement industriel et l'assimilation forcée de l'émigration salvadorienne, se voit acculé à une prochaine et imminente accumulation de facteurs critiques, tels le chômage, la fuite des capitaux, la nécessité de grands investissements, etc. dont la convergence engage ce pays dans une situation sociale explosive.

Mais le Salvador n'est pas le seul touché. Ses voisins et partenaires du M.C.C.A. ont également été atteints par la crise de ce système. Il ne s'agit pas seulement d'une récession dans l'activité du M.C.C.A., mais aussi de l'apparition d'une série d'activités commerciales totalement *en dehors* de sa sphère et qui, dans certains cas, ont pour objectif concret de le déborder. Peu à peu, donc, les accords et les actions du M.C.C.A. se trouvent rélégués à l'écart par une réalité contraignante. Les suspicions et les méfiances mutuelles se font chaque jour plus importantes ; les exemples en sont nombreux mais peut-être celui qui illustre le mieux la situation est-il le cas de *dumping* sur les œufs qui s'et produit entre notre pays et le Salvador : les producteurs d'œufs salvadoriens qui exportaient leur marchandise au Honduras se sont trouvés du jour au lendemain sans marché. Comme mesure de sauvegarde, ils entreprirent d'exporter leurs excédents au Guatémala. Comme le Guatémala est, de son côté, exportateur d'œufs (le Honduras faisait partie de ses clients avant le conflit, mais ensuite, pour éviter que les producteurs salvadoriens ne déjouent le blocus en faisant passer leurs produits par le Guatémala, les autorités honduriennes ont fermé le trafic guatémaltèque de ce produit) les producteurs salvadoriens pour entrer en concurrence sur le marché guatémaltèque offrirent leur marchandise à un prix de *dumping*, ce qui constitue une violation des traités d'intégration. En réponse, les autorités du Guatémala soumirent les importations d'œufs salvadoriens à une imposition spéciale, mesure qui fut également prise en marge des traités susmentionnés.

(2)L'exportation naissante de capitaux salvadoriens vers cette région a connu une pause, et des sociétés comme METASA (entreprise mixte de capitaux nicaragueyens (Somoza) et salvadoriens (De Sola)) se sont vues obligées de stopper momentanément leurs activités.

Les représailles ne se firent pas attendre et, sans avis préalable, les douanes du Salvador fermèrent la frontière aux produits laitiers en provenance du Guatémala. Comme on sait, il fallut des négociations bilatérales entre ministres de l'économie pour arriver à une entente qui, dans le système d'intégration, constitue une anomalie.

En contrepartie, les Nicaragueyens ont été accusés par les organes de presse du Salvador de vendre des « bananes honduriennes sous étiquette nicaraguyenne ». En dehors des cas concrets comme ceux rapportés ci-dessus, la spéculation s'est généralisée en ce que, autant le gouvernement de Mendez Montenegro que celui de Somoza, ont contracté des accords partiels de commerce unilatéral avec le Honduras, en marge du M.C.C.A.

Par ailleurs, à partir de la guerre et du blocage du M.C.C.A. s'est fortement intensifiée la recherche de nouveaux marchés par des producteurs centre-américains qui, jusqu'alors, traçaient leurs perspectives dans le cadre de l'intégration de l'isthme : Après l'échec en octobre des négociations de la treizième conférence des secrétaires d'Etat américains, des entrepreneurs importants du Costa-Rica et du Mexique ont signé un document qualifié de « requête expresse des hommes de commerce » des deux pays pour qu'augmentent non seulement le commerce entre le Mexique et le Costa-Rica, mais aussi les investissements communs dans l'industrie.

Les entrepreneurs guatémaltèques voient également, dans l'accroissement de l'activité commerciale et financière entre notre pays et le Mexique, la colonisation et l'essor de branches économiques qui avec la paralysie du M.C.C.A. sont restées stationnaires. Le directeur d'Aviateca en exposant ses plans pour l'expansion de cette entreprise, a insinué que la production de l'agriculture et de l'élevage du Guatémala pouvait trouver de plus amples marchés en dehors du M.C.C.A. Le récent accord passé entre les producteurs de canne mexicains et guatémaltèques et la révision des relations commerciales entre les deux pays qui s'est réalisée à Mexico à l'échelle ministérielle, constituent deux indices de plus de ce que la bourgeoisie guatémaltèque dirige ses regards vers l'autre rive du rio Suchiate, dans sa quête de marchés et d'investissements afin de développer une économie qui ne trouve plus de débouchés dans le M.C.C.A.

Y compris pour le Salvador, base et centre du M.C.C.A., il apparaît que la dislocation du système d'intégration constituerait une pression qui le forcerait à explorer des marchés plus lointains, et probablement à diversifier sa production. Au début du mois de décembre, le gouvernement salvadorien a souscrit un accord avec des firmes de la Corée du Sud, au moyen duquel il réglemente l'exploitation commune du thon sur le littoral salvadorien par des entreprises mixtes des deux pays. Par ailleurs, la demande que le gouvernement de Fidel Sanchez a adressée à l'O.E.A. pour que cette organisation l'aide à financer un pont « aérien » afin d'exporter ses produits vers les pays centre-américains du Sud, a été repoussée après que Galo Plaza eut fait des déclarations favorables (autre joute interne des influences supranationales ?). Le secrétariat de l'O.E.A. s'est contenté de recommander que le Salvador mette en place un système de transports à travers le golfe de Fonseca en utilisant des transbordeurs, ce que les autorités salvadoriennes ont jugé « d'un coût très élevé ». Cela s'est produit le 28 novembre. Or, une semaine plus tard, le gouvernement du Salvador annonçait l'achat de cinq gros avions-cargos pour mettre en place *son* « pont aérien ». Il vient immédiatement à l'esprit cette question : comment le gouvernement salvadorien financera-t-il le « pont aérien », considéré comme plus coûteux et de plus grande difficulté technique que le système des transbordeurs, qui a précisément été repoussé pour son prix très élevé ? On est amené à supposer que les facteurs qui contribueront au financement de cette entreprise sont également étrangers aux intérêts nationaux des pays de cette région.

AUTRES CONSEQUENCES

Malgré les insuffisances de l'O.E.A. comme paravent des intérêts et de la politique latino-américaine des Etats-Unis, Nixon qui l'avait critiquée dans sa campagne pré-électorale, lui a donné son appui pour qu'elle se perpétue telle quelle. Mais son prestige et son influence ont diminué. Par deux fois cette année l'intervention de l'O.E.A. a été dénoncée ou défiée par deux de ses membres dont les positions politiques et la qualité de laquais de l'impérialisme sont au-delà de tout soupçon. En ces deux occasions, les gouvernement intéressés eurent recours à des arguments qui caractérisèrent l'O.E.A. comme un instrument utilisé contre la souveraineté et l'autodétermination de leurs peuples respectifs ; et tous deux, à la recherche d'un appui dans les masses populaires, firent de grands efforts pour discréditer l'O.E.A. devant les peuples des deux républiques centre-américaines. Les propres fonctionnaires des branches de l'appareil régional ont exprimé ouverte-

ment leur désaveu. Le représentant chilien devant la Ligue des Droits de l'Homme, qui a été également chef de la sous-commission chargée d'étudier les problèmes sociaux apparus au cours du conflit, a déclaré textuellement : « il s'est produit des choses terribles, mais la Ligue Internationale des Droits de l'Homme n'a aucun pouvoir ».

Quant à l'O.D.E.C.A. (organisation des états centre-américains) et à la C.O.N.D.E.C.A. (confédération des armées centre-américaines), il faut signaler en outre que, comme conséquence de la guerre Honduras-Salvador, elles ont été virtuellement démantelées ; et cela constitue un effet positif du conflit. Le fétiche idéologique du « centre-américanisme » fondé sur l'intégration et les intérêts réciproques des obligations de l'isthme s'est en grande partie effondré. La démagogie « unioniste », largement entretenue et exaltée par la petite bourgeoisie, s'est évanouie comme par enchantement dès le premier coup de feu. Ce qui est venu démontrer une fois de plus qu'aucune « unité » centre-américaine n'est possible sans l'élimination préalable des antagonismes de classes.

LES PERSPECTIVES ACTUELLES

Les séquelles de la « guerre des dix jours » ont affecté la totalité de la région centre-américaine, mais ses conséquences n'ont certainement pas encore atteint leur intensité maximale. Plus que cette année-ci, l'année prochaine mettra à jour l'ampleur des détériorations. La cause centrale du conflit n'a pas seulement été abordée sérieusement, et l'existence et l'accroissement du chômage chronique ne sont pas, comme on l'a vu, un problème de dimension strictement locale. D'une façon ou d'une autre il affectera les autres pays, dans le domaine économique, politique ou social. Outre les problèmes accessoires qui ont surgi comme *effets dérivés* du conflit, telle la concurrence pour la conquête des marchés, le commerce, etc., ce sont le chômage chronique, la distribution injuste de la terre et les rivalités de divers groupes monopolistes qui sont à la racine du conflit qui nous occupe ; et les solutions, palliatifs ou équilibres conjoncturels que les affrontements résultant de ces conflits connaissent, détermineront certainement le degré et le caractère de la crise qui affecte et affectera toujours plus gravement l'isthme centre-américain.

Au Salvador, outre que le cumul de la pression qu'exercent les dizaines de milliers de rapatriés (ils dépassent déjà 50.000), et de la récession économique générale qui affecte le pays, engendre une situation économico-sociale explosive, on ne peut prévoir étant donné l'absence d'avant-garde organisée, une secousse politique qui produise un déplacement révolutionnaire — ni même bourgeois — des classes au pouvoir. Pour autant, le chômage s'aggravera tout comme les souffrances des classes laborieuses. Si l'expulsion des Salvadoriens du territoire se poursuit, ou si le gouvernement du Salvador ne trouve pas le moyen de suppléer ou de surmonter la route panaméricaine comme canal de distribution vers le complexe centre-américain des exportations de l'industrie salvadorienne (nous considérons un accord avec le gouvernement hondurien comme peu probable dans un proche avenir), il est fort possible que se poursuive le cycle affrontement armé — guerre économique — nouveau conflit armé, avec des répercussions inattendues. De toute façon la menace de guerre restera suspendue en permanence entre le Honduras et le Salvador, parce qu'elle sert et épouse, comme nous l'avons vu ces mois-ci, les intérêts des oligarchies des deux pays dans des situations très changeantes.

Le gouvernement salvadorien projette une « réforme agraire », mais quand on connaît les antécédents des « quatorze familles » et les contradictions concrètes de la croissance économique et de la situation politique du pays, on peut affirmer par avance que la réforme agraire non seulement ne suffira pas à absorber la main-d'œuvre inemployée en temps normal mais encore que ses effets seront insignifiants devant la nécessité d'absorber, outre les chômeurs permanents, les milliers de rapatriés. Quand bien même le gouvernement salvadorien répondrait par l'exploitation de nouveaux marchés, de nouvelles branches de production ou par le « pont aérien », à la crise qui affecte actuellement la production industrielle du Salvador, il n'existe en aucune façon d'industrie complémentaire qui, même particulièrement florissante, puisse absorber l'excédent de main-d'œuvre qui existe aujourd'hui dans ce pays centre-américain. Le conflit interne est, de ce fait, imminent. Quel sera son dénouement ? Conscientes du danger que constitue la pression interne déterminée par cet état de choses, les classes dominantes du Salvador continuent à considérer l'émigration comme la meilleure solution. La possibilité qu'un nombre considérable de travailleurs salvadoriens soit envoyé, par le biais d'accords spécifiques ou sous la forme d'une nouvelle « émigration individuelle » imposée par les circonstances, vers d'autres pays manquant de main-d'œuvre bon marché, est apparue aux yeux de tous quand des entreprises agricoles et

les autorités de la République Dominicaine firent savoir publiquement qu'elles étaient disposées à « passer contrat avec la main-d'œuvre salvadorienne à grande échelle ».

Mais une guerre à grande échelle pourrait tout aussi bien aplanir les difficultés qu'affrontent les « quatorze familles » et leurs agents du gouvernement. Toutefois, s'il venait à se produire au Salvador, sous l'effet de l'accumulation de facteurs internes, une secousse politico-sociale spontanée et massive (une insurrection paysanne) il n'y a pas l'ombre d'un doute que l'oligarchie de la bourgeoisie et des propriétaires terriens et ses représentants appuieraient les uns pour massacrer les autres, simple répétition du génocide que les prédécesseurs des oligarques actuels perpétrèrent en 1932, quand dans un chapitre les plus tristes et terribles de l'histoire centre-américaine furent massacrés 30.000 paysans. La possibilité que des secteurs politiques intermédiaires, civils et militaires, tentent des coups d'Etat dans l'intention de provoquer des changements démocratiques, n'est pas exclue, mais étant donné la dépendance extrême de l'économie salvadorienne vis-à-vis de facteurs externes, la possibilité que de telles tentatives se réalisent et se traduisent par un changement de régime, est pratiquement inexistante. Un mouvement analogue à ceux qui se sont produits au Pérou et en Bolivie est quasi-impossible dans cette petite république centre-américaine qui produit pour l'exportation et dépend du commerce extérieur jusque dans l'approvisionnement en produits de consommation populaire. La solution aux problèmes qui se posent au Salvador peut seulement résider dans des affrontements révolutionnaires extrêmes, radicaux ; et les forces qui devraient organiser le déclenchement de la révolution populaire (qui très probablement provoquerait une réaction en chaîne dans le reste de l'isthme) ne la font pas figurer dans leur stratégie, ni dans leur ligne d'action, et leurs programmes ne la considèrent qu'avec le vague nécessaire pour ne pas inquiéter la bourgeoisie nationale.

Quant à la crise économique qu'affronte le Salvador, les résultats à moyen terme du blocus hondurien et de la fissuration du M.C.C.A. peuvent avoir un effet contraire à celui escompté par la camarilla de Lopez Arellano ; à la longue, l'effort que fournit l'oligarchie salvadorienne pour se sauver de la banqueroute peut l'amener à consolider et étendre son développement industriel à un rythme plus rapide (3). Elle se trouvera alors confrontée à d'autres problèmes, comme celui des marchés, mais elle aura surmonté l'étape présente. On peut prévoir pour bientôt que le Salvador aura rapidement en fonctionnement la flotte aérienne de marchandises la plus importante de l'isthme ; la construction de sa flotte de pêche est déjà en gestation et certainement, sera la première équipée techniquement dans la région ; on peut s'attendre à quelque chose d'analogue pour ce qui est de la flotte marchande, quoique encore à ses débuts. La nécessité de crédits et de marchés pour la production amènera les capitalistes salvadoriens à chercher des sources de financement et à établir des relations commerciales dans d'autres pays d'Asie, d'Amérique et d'Europe, y compris les pays socialistes (un exemple en est l'accord sur la pêche souscrit avec la Corée ; par ailleurs on sait que les producteurs de café salvadoriens ont vendu directement et indirectement du café à des pays socialistes). L'expansion de son économie constitue aujourd'hui une voie forcée pour le Salvador.

Pour ce qui est de la situation politique présente, les récents changements intervenus dans le cabinet salvadorien semblent indiquer que Fidel Sanchez et sa camarilla entreprennent de débroussailler le chemin pour garantir la perpétuation de leur faction au-delà des élections de l'année prochaine, et qu'ils ont pris les mesures nécessaires pour s'y présenter avec un noyau politiquement homogène qui assure leur hégémonie. Une telle politique conviendrait à l'oligarchie parce qu'elle a besoin d'un gouvernement sans faille qui prenne les mesures indispensables pour affronter et surmonter la crise économique : un gouvernement fort. Lors des derniers accrochages frontaliers qui se sont produits dans le courant du mois de décembre, le porte-parole du patriotisme salvadorien, ce fut le colonel Fidel Torres, ministre de la défense. Sera-t-il l'homme fort que l'oligarchie entend mettre à la tête du prochain gouvernement ?

Au Honduras, il n'y a pas de signe que les gorilles se proposent d'amender la réforme agraire, ni que son application qui a suscité tant de conflits ait avancé au bénéfice de la paysannerie pauvre du Honduras. En conséquence, il peut se produire deux choses : si la pression de la bourgeoisie nationale naissante, désireuse de former un marché interne est suffisamment forte, il se peut que les autorités se voient contraintes de continuer à appliquer le remède de la réforme agraire — malgré les problèmes qu'elle engendre en ce qu'elle signifie la poursuite des expulsions de Salvadoriens et pour autant l'affrontement avec le pays voisin. La faiblesse de la bourgeoisie hondurienne, presque exclusivement marchande, et la dispersion géographique de la paysannerie pauvre impliquent que

(3) D'après les sources salvadoriennes, les exportations de ce pays ont connu un accroissement de dix millions de *colones*, encore que la source ne précise pas quels produits furent exportés, ni leur acheteur.

la pression en question ne serait en aucune façon suffisante pour obliger les gorilles à rectifier leur politique aventuriste et contrecarrer sérieusement la politique agricole. Ainsi, sans doute, laisseront-ils la réforme agraire tomber peu à peu dans l'oubli et son application se poursuivre à pas de tortue jusqu'aux calendes grecques. D'un côté, cela signifie que l'expropriation des Salvadoriens diminuera graduellement jusqu'à ce que s'instaure un état de fait, moindre mais pas fondamentalement différent de celui qui existait avant 1968, avec ses séquelles naturelles d'incidents occasionnels. Par ailleurs cela signifie que même la redistribution de la terre, pourtant fausse, trompeuse et mitigée, décrétée par le gouvernement de Lopez Arellano ne sera pas réalisée en pratique ; ainsi, de même que l'on fera cesser d'un côté l'expropriation, on laissera s'évanouir de l'autre la distribution de terres aux paysans honduriens. En ce sens également, à quelques modifications près, le panorama agricole restera inchangé. A se rendre compte que les militaires honduriens ont entrepris de raviver le problème du « litige frontalier datant de la colonisation » précisément pour faire obstacle à la normalisation des rapports avec le Salvador, les incidents frontaliers peuvent se perpétuer indéfiniment, s'ils ne débouchent pas, en des circonstances déterminées, sur un nouveau conflit armé généralisé.

Il ne sera pas facile que se désagrège l'esprit de nationalisme exacerbé que Lopez Arellano et sa camarilla ont excité dans le peuple hondurien, malgré les calamités qu'il a dû supporter en conséquence. Il y a bien une forte opposition au gouvernement mais elle porte sur l'incapacité qu'il a affichée pendant la guerre. De forts secteurs politiques, y compris au sein des jeunes officiers de l'armée (qui ont mal endossé l'humiliation de la déroute) disputent à la camarilla au pouvoir la possibilité de continuer à exercer le commandement. Mais les secteurs libéraux, à plus forte raison démocratiques, pourront très difficilement tirer parti d'une telle conjoncture pour mener à bien un travail d'opposition qui, même analogue au précédent, laisse une base pour l'avenir. Malheureusement, il est à prévoir que l'hystérie patriotique laisse une marque beaucoup plus difficile à effacer dans la population hondurienne que dans celle du Salvador, où la crise est et sera encore un problème de cruelle survie pour les chômeurs. La confusion en ce sens semble avoir atteint de façon bien plus étendue les organisations de masse au Honduras. Ce n'est pas un hasard si les funérailles du satrape Tiburcio Carias Andino qui ont eu lieu ces jours-ci ont fait défiler des milliers de personnes en son hommage. On peut affirmer que bon nombre de ceux qui défilaient provenaient de la petite bourgeoisie qui, abusée, voyait dans le vieux despote une sorte de patriarche. Cela reflète le sous-développement politique de la population urbaine hondurienne.

La détérioration générale du M.C.C.A. n'affecte pas vitalement le Honduras, et les exportateurs et importateurs honduriens n'ont jamais eu un intérêt très grand dans l'intégration, alors que les canaux de l'U.F.C.O. leur offrent d'autres avantages. Pour cette raison, la diminution du commerce extérieur qui se produit à la suite de la dislocation du M.C.C.A. peut être compensée par le gouvernement du Honduras en recourant à des accords bilatéraux, en marge du M.C.C.A., avec le reste des pays centre-américains hors le Salvador, et (probablement à plus grande échelle) en augmentant son commerce atlantique, c'est-à-dire le commerce qui passe par les monopoles fruitiers et maritimes. Du conflit entre le Salvador et le Honduras, un groupe n'en a retiré que profits : la United Fruit Co. Non seulement elle a conservé ses possessions sans altération, mais encore elle a su éloigner les commerçants honduriens de « l'intégration » centre-américaine, c'est-à-dire du système exportations-importations dominé par le groupe rival : et elle a probablement réussi à incorporer bon nombre d'entre eux à sa propre sphère d'influence. Politiquement les militaires et l'oligarchie ont contracté de nouvelles dettes auprès du monopole fruitier. Derrière l'organisation de l'enterrement de « Bucho » Carias on sent la main de l'U.F.C.O. : il ne faut pas oublier que ce propriétaire terrien criminel qui a gouverné le Honduras pendant seize ans a été le modèle de laquais dont rêvent les yankees.

Le marché centre-américain répond aux intérêts d'un groupe de monopoles qui apparaît dans la lutte pour les marchés, les capitaux, les machines et les techniciens. La crise peut disloquer le système qu'ils avaient prévu à l'origine : un circuit fermé ; mais cela ne l'affectera pas vitalement au point de provoquer sa faillite. Ces monopoles possèdent de vastes ressources et, dans l'affaire du M.C.C.A., ils n'ont pas brûlé leurs dernières cartouches. Par ailleurs ils ont des vues plus souples et à long terme. Ce que l'on peut effectivement prévoir, c'est la *modification* de certains instruments et méthodes, probablement par une *amélioration des techniques.* La recherche de marchés et de sources de financement que les capitalistes centre-américains mènent hors du M.C.C.A. *peut* être une fausse sortie, et il est à prévoir qu'ils tombent simplement aux mains d'intermédiaires. D'un autre côté, en dehors de la zône on peut seulement trouver des marchés pour les matières premières, les produits manufacturés ne pouvant résister à la concurrence.

De toute façon, toute modification, transformation ou altération des structures économiques actuelles de la région se produira brutalement, de manière imprévue, et par là-même provoquera de sérieuses périodes d'instabilité et de dérèglements économiques qui probablement affecteront avant tout les secteurs populaires, provoquant l'augmentation des prix, des licenciements, etc. Si, par suite des ébranlements du M.C.C.A., certaines « entreprises mixtes » se voient obligées de cesser ou de réduire leurs activités parce qu'elles ne peuvent pas procurer des dividendes suffisants aux capitaux yankees, les pertes retomberont sur les *associés nationaux* et, en majeure partie, sur les travailleurs. Les associés majoritaires yankees n'essuieront *jamais* de pertes sur leurs investissements.

Naturellement les monopoles yankees essaieront de sauver le M.C.C.A. tel qu'il avait été initialement conçu et recourront aux ressources économiques et politiques dont ils disposent. Les grandes entreprises d'intégration trouveront toujours une solution pour ne pas avoir de pertes, mais qu'en sera-t-il des petits et moyens producteurs qui sont intégrés au M.C.C.A. ? Par exemple, avec le « pont aérien » que le Salvador mettra bientôt en service le problème du transport des marchandises salvadoriennes sera résolu, mais qu'adviendra-t-il des entreprises de transport nationales si le transport aérien commence à supplanter le transport terrestre ?

Face à une série de problèmes qui d'une façon ou d'une autre auront des répercussions sociales et politiques dans les pays centre-américains, on ressent avec une plus grande acuité l'absence des avant-gardes révolutionnaires propres à clarifier l'essence des phénomènes qui se produisent, capables de prévoir un plan d'action adéquat, aptes à mener l'action révolutionnaire dans la pratique, dans une voie conséquente et tactiquement juste, clairement définie d'un point de vue de classe. On ne peut manquer de signaler que l'atomisation et l'inconsistance des forces révolutionnaires dans l'isthme ont été également un facteur qui a permis aux groupes oligarchiques et impérialistes rivaux de bénéficier d'une liberté suffisante pour déclencher des conflits de grande envergure, certains que la stabilité politique sur laquelle reposent ces régimes ne souffrirait aucune altération résultant de l'action ou de l'orientation révolutionnaires. Ce fait accuse une extrême faiblesse politique en général. Et le fait qu'aucune organisation révolutionnaire n'ait fait entendre sa voix accusatrice lors des événements, et que des secteurs considérables qui, en d'autres occasions, face aux questions revendicatives avaient réagi positivement et avec un haut degré de combativité, soient tombés au moment critique dans le suivisme et le patriotisme, accuse une faiblesse idéologique alarmante.

La guerre des « dix jours » a aiguisé une série de contradictions critiques en Amérique centrale, mais surtout au Salvador et au Honduras. L'avance vers une situation révolutionnaire a reçu une impulsion objective. Reste à savoir comment réagiront les révolutionnaires, s'ils sauront tirer parti de cette situation pour l'amener à un niveau d'acuité supérieur ou si, comme cela s'est passé à d'autres occasions, ils laisseront passer contemplativement cette opportunité sans agir.

Décembre 1969.

Leçons des luttes révolutionnaires au Pérou

Le texte ci-dessous est extrait d'un Bulletin du F.I.R. péruvien

Les années 60-70 resteront comme celles de l'étape héroïque de la révolution péruvienne. Les meilleurs combattants révolutionnaires, lassés par les défaillances, la phraséologie pseudo-révolutionnaire de l'A.P.R.A. et du P.C.P., inspirés par les soulèvements dans les campagnes, se lancèrent dans l'action sans beaucoup de réflexions théoriques ; parfois même la réflexion théorique est consciemment remise en question par beaucoup de révolutionnaires. C'est ainsi qu'on peut observer un certain mépris pour la théorie. Se consacrer à cet aspect de l'activité révolutionnaire est interprété comme un signe de faiblesse, de défaillance.

L'action pratique préoccupe essentiellement les révolutionnaires. La volonté d'action immédiate conduit à l'activisme pour l'activisme ; le volontarisme devient le synonyme d'action révolutionnaire conséquente. Ce fut le prix payé pour retrouver la voie révolutionnaire, les schémas déjà esquissés par Mariategui. Dans ce contexte, les actions les plus importantes et les plus significatives furent réalisées successivement par le F.I.R. et le M.I.R.-E.L.N.

Le F.I.R. est né des actions paysannes de 1962, d'où sa vision claire du caractère de la révolution et de sa dynamique ; d'où également ses difficultés à regrouper autour de lui une avant-garde prolétarienne pour prendre la tête des masses paysannes. L'activisme à caractère syndicaliste s'empara du F.I.R. qui se laissa entraîner par les actions des masses paysannes. Ce facteur, lié à la faiblesse de la majorité de ses cadres, pour l'essentiel d'extraction petite-bourgeoise, a conduit à l'affaiblissement de ses structures organisationnelles et à sa quasi-disparition.

Le M.I.R. et l'E.L.N. en 1965 ont commencé la lutte armée. La conception de cette lutte armée pour le M.I.R. fut plus de type maoïste que fidéliste, se différenciant ainsi d'avec l'E.L.N.

L'analyse faite par le M.I.R. du caractère de classe de la révolution péruvienne et de sa dynamique était différente de celle faite par le F.I.R.

Alors que le F.I.R. appelait les ouvriers et les paysans à instaurer la dictature du prolétariat dont le point de départ serait la révolution agraire, qui transcroîtrait en révolution socialiste, le M.I.R. appelait à la construction d'un front unique englobant la bourgeoisie « nationale », la petite bourgeoisie, les ouvriers et les paysans luttant, dans une première étape, pour une révolution démocratique bourgeoise, qui expulserait l'impérialisme yankee et liquiderait l'oligarchie, pour, dans une seconde étape, réaliser la révolution socialiste. Notre désaccord était bien sûr total avec ce schéma de la révolution par étapes pour les pays sous-développés, dont la banqueroute a déjà été démontrée par l'expérience historique. Par ailleurs, le M.I.R. comme le F.I.R., n'avait pas de lien organique avec les masses. Si le F.I.R. est tombé dans une déviation syndicaliste, négligeant le travail politique, le M.I.R. et l'E.L.N. ont négligé aussi un tel travail, tombant dans une déviation de type militariste. Le M.I.R. et l'E.L.N., de même que le F.I.R., ne pourront se développer à nouveau que s'ils tirent les leçons de telles erreurs.

Reste à savoir quelles perspectives se dessineront dans la décennie à venir. Nous observons la situation avec beaucoup d'optimisme malgré les défaites infligées par le système impérialiste à la gauche au Pérou. Les enseignements tirés nous aideront à résoudre définitivement les maux qui rongent la société péruvienne.

On peut constater une volonté de retour de la gauche péruvienne aux sources de la théorie, et l'assimilation par les organisations de gauche des expériences de la décennie passée. Les plus sérieuses d'entre elles se posent surtout le problème « politico-militaire ».

Parmi les organisations de gauche, il faut signaler la naissance ces dernières années de « Vanguardia Revolucionaria » (V.R) qui, jusqu'à maintenant, s'est développée avec un succès relatif. Cette organisation se réclame de la nouvelle dynamique de la gauche péruvienne. Lors des échecs relatifs du F.I.R. et du M.I.R.-E.L.N., la V.R. est apparue comme un pôle d'opposition, qui a réussi à regrouper certains éléments petits bourgeois, face à la défaillance évidente du « P.C.-Unidad » et à l'atomisation constante du Parti communiste de tendance maoïste.

En ce qui concerne notre document « La tactique et la stratégie pour prendre le pouvoir », nous devons remarquer que c'est bien plus le produit vivant de nos débats organisationnels que la mise en forme élaborée de certaines de nos idées. C'est le fruit d'une discussion sur le passé et une projection dans le futur. C'est tout juste si nous nous rendons compte que nous avons grandi plus qualitativement que quantitativement. Nous sommes parvenus à une étape passionnante où nous avons à résoudre des problèmes plus fondamentaux. Nous devrons emprunter beaucoup de raccourcis. Mais cela ne se fera pas sans douleur.

Notre organisation, le F.I.R., s'est scindée, s'est fractionnée ; ce document exprime nos débats internes. Ou nous nous laissons entraîner par le passé ou nous rompons avec lui. Nous avons décidé de faire un saut dans le futur. Ce document exprime nos problèmes, nos interrogations et également nos réponses ; mais il traduit aussi quelque chose de plus important : une polémique de ce type n'est pas seulement entre une majorité et une minorité du F.I.R., elle pose l'essentiel des problèmes auxquels est confrontée la gauche péruvienne dans son ensemble. Il n'est pas nécessaire d'en connaître tous les détails pour s'identifier avec eux mais simplement de se poser le problème de comment faire la révolution péruvienne. D'où son importance. Ce document pose le problème de la dialectique entre la lutte de classe et le parti révolutionnaire, la forme de lutte armée qu'il faut adopter. La lutte armée de guérilla est un stade de transition inévitable entre la lutte de classe et la guerre révolutionnaire, entre le parti et l'armée révolutionnaire. L'insurrection n'est pas une conséquence directe de la lutte de classe, mais une conséquence de la guerre révolutionnaire prolongée. Il définit notre conception du Parti qui n'est pas une entité numérique, il synthétise notre programme de transition et nous sépare définitivement des déviations économistes ou syndicalistes. C'est à la fois un document polémique et un manifeste.

D'après notre document national élaboré en juillet 1969, nous pouvons constater que nos analyses sont totalement confirmées.

Les derniers événements confirment notre caractérisation. Le J.M.G. (Junta Militar del Gobierno) est engagé dans la réalisation de la révolution démocratique bourgeoise et dans l'instauration d'une république démocratique, propre à sa nature petite bourgeoise.

La politique, en ce qui concerne les mines et les pêcheries, peut fournir une indication de la politique suivie par la J.M.G. Les plus grandes mines de cuivre ont été livrées à l'impérialisme yankee et les impôts sur les pêcheries n'ont quasiment pas été relevés. A côté de cette position qui nous soumet à l'impérialisme, il y a d'autres décisions, assez audacieuses, qui mènent à la liquidation de l'oligarchie en cherchant un appui dans le peuple. Ce sont les « statuts sur la liberté de la presse » et l'expropriation des journaux **Expreso** et **Extra,** appartenant à Manuel Ulloa. Ces deux journaux défendaient les intérêts de l'oligarchie et avec la complicité de Rockefeller ils prétendirent entraver le fonctionnement de la banque nationale des Prado et Cie (1).

Jusqu'à présent les conditions qui permettraient de transformer ce processus démocratique bourgeois en révolution socialiste, conditions qui sont la liquidation de la bureaucratie, le remplacement de l'armée par une armée permanente du peuple en armes et la dislocation de la police en tant qu'instrument de répression, ne sont pas réunies.

C'est un fait que la J.M.G. a un impact sur le peuple. Nous avons déjà dit que nous appuyons les mesures en faveur du peuple, mais nous ne sommes pas des suivistes. En aucun cas le marxisme révolutionnaire n'est suiviste. Aujourd'hui, plus que jamais, la gauche révolutionnaire doit s'attacher à organiser les ouvriers et les paysans sur la base d'une stricte indépendance de classe. Si nous appuyons certaines mesures progressives, nous le faisons en demandant plus, beaucoup plus, jusqu'à ce que s'instaure la dictature de prolétariat dont nous savons bien que ce n'est pas la J.M.G. qui la réalisera.

L'émancipation du prolétariat sera l'œuvre du prolétariat lui-même, avec l'aide des paysans pauvres :

La Terre ou la Mort !

La Patrie ou la Mort !

Pour la dictature du prolétariat !

Pour la révolution socialiste !

---

(1) Banque de Manuel Prado, ancien Président de la République, membre de l'oligarchie qui s'est rallié à la Junte.

QUATRIÈME INTERNATIONALE

« **Quatrième Internationale** » est l'unique organe théorique en langue française du marxisme révolutionnaire vivant.

« **Quatrième Internationale** » défend et développe, dans les conditions historiques actuelles, les idées et le programme élaborés par les classiques du marxisme : Marx, Engels, Rosa Luxembourg, Lenine, Trotsky et par les mouvements et organisations qu'ils ont animés.

« **Quatrième Internationale** » développe et défend plus particulièrement les idées et le programme de la IIIe Internationale du temps de Lenine et de Trotsky, et de la IVe Internationale, héritière du programme du bolchevisme.

« **Quatrième Internationale** » qui a paru sans interruption depuis 1943 analyse dans chacun de ses numéros l'actualité politique internationale du point de vue du marxisme révolutionnaire, apporte des informations sur les mouvements de masse dans le monde entier et les courants qui s'y manifestent, défend le marxisme révolutionnaire contre toutes les attaques qui lui sont livrées sur le plan théorique, rend compte des ouvrages présentant un caractère économique, politique ou social et — dans une mesure limitée malheureusement par la place dont elle dispose — traite de questions culturelles, esthétiques, etc.

« **Quatrième Internationale** », dans l'actuelle période de crise du stalinisme et de rénovation du mouvement communiste, a un rôle irremplaçable à remplir.

« **Quatrième Internationale** » a besoin d'élargir son assise financière, constituée avant tout par ses **abonnements.**

C'est à tous ses amis, à tous ses lecteurs, à tous les amis de la IVe Internationale, à tous ceux qui sont intéressés par la théorie et la politique révolutionnaires que « **Quatrième Internationale** » s'adresse pour contribuer à ce résultat.

Lisez :

Les œuvres de Léon Trotsky.

- **L'INTERNATIONALE COMMUNISTE APRES LENINE,** de Léon Trotsky.
- **1905,** de Léon Trotsky.
- **LA REVOLUTION TRAHIE,** de Léon Trotsky (réédition en livre de poche 10/18).

etc.

- **RENAISSANCE DU BOLCHEVISME EN U.R.S.S.** (mémoires d'un bolchévik-léniniste).

LE N° 37 de « QUATRIEME INTERNATIONALE »
numéro spécial contenant les
Résolutions et rapports du
9e Congrès Mondial de la IVe Internationale

Statuts de la IVe Internationale

- **LA QUATRIEME INTERNATIONALE** (contribution à l'histoire du mouvement trotskyste) de Pierre FRANK.

Toutes les semaines, lisez

rouge

journal d'action communiste

Directeur de la publication : Pierre FRANK — Diffusé par les N.M.P.P.

Prix : 5 F
Prix pour l'Afrique du Nord : 4 F

S.A.I.E. MORIAMÉ 61 FG POISSONNIÈRE PARIS